



Government
of Canada

Gouvernement
du Canada

Collecte continue de données qualitatives sur les opinions des Canadiens - Octobre 2024

Rapport final

Rédigé pour le compte du Bureau du Conseil privé

Fournisseur : The Strategic Counsel

Numéro de contrat : CW2241412

Valeur du contrat : 1 629 482,60 \$

Date d'octroi du contrat : 19 décembre 2022

Date de livraison : 9 décembre 2024

Numéro d'enregistrement : POR-053-22

Pour de plus amples renseignements sur ce rapport, prière d'écrire à por-rop@pco-bcp.ca

This report is also available in English.

*Remarque : Dans le présent document, le genre masculin est utilisé comme générique dans le seul but d'alléger le texte.

Canada 

Collecte continue de données qualitatives sur les opinions des Canadiens

Rapport final

Rédigé pour le compte du Bureau du Conseil privé

Fournisseur : The Strategic Counsel

Octobre 2024

Le présent rapport de recherche sur l'opinion publique présente les résultats d'une série de groupes de discussion menés par The Strategic Counsel au nom du Bureau du Conseil privé. Le sixième cycle de la deuxième année de la présente étude comptait en tout douze groupes de discussion composés d'adultes canadiens (âgés de 18 ans et plus), qui ont été menés entre le 1^{er} octobre 2024 et le 23 octobre 2024.

This publication is also available in English under the title: Final Report - Continuous Qualitative Data Collection of Canadian's Views - October 2024

Cette publication ne peut être reproduite qu'à des fins non commerciales. Une autorisation écrite préalable peut être obtenue du Bureau du Conseil privé. Pour obtenir de plus amples renseignements sur ce rapport, prière d'en faire la demande par courriel à por-rop@pco-bcp.ca, ou par la poste à :

Bureau du Conseil Privé
Édifice Blackburn
85, rue Sparks, local 228
Ottawa, Ontario K1A 0A3

Numéro de catalogue :

CP12-4F-PDF

Identifiant international des publications en série (ISSN) :

ISSN 2816-9379

Publications connexes (numéro d'enregistrement : POR-053-22) :

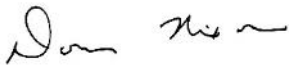
CP12-4E-PDF (Rapport final en anglais)

ISSN 2816-9360

Attestation de neutralité politique

À titre de cadre supérieure du cabinet The Strategic Counsel, j'atteste par la présente que les documents remis sont entièrement conformes aux exigences en matière de neutralité politique du gouvernement du Canada énoncées dans la Politique sur les communications et l'image de marque et dans la Directive sur la gestion des communications – Annexe C – Procédure obligatoire relative à la recherche sur l'opinion publique.

Plus précisément, les documents remis ne contiennent pas d'information sur les intentions de vote électoral, les préférences quant aux partis politiques, les positions des partis ou l'évaluation de la performance d'un parti politique ou de ses dirigeants.

Signature :  _____

Date: 9 décembre 2024

Donna Nixon, associée

The Strategic Counsel

Table des matières

Sommaire	3
Introduction	3
Méthodologie.....	4
Principales constatations	6
Le gouvernement du Canada dans l'actualité (tous les lieux)	6
Priorités et performance du gouvernement du Canada (London, Nouvelle-Écosse, ville de Québec)	7
Protection du consommateur (London, Nouvelle-Écosse, ville de Québec).....	8
Immigration (régions urbaines de l'Alberta et du Manitoba, régions rurales de l'Ontario, région de la Mauricie [Québec], île de Vancouver, Île-du-Prince-Édouard)	9
Assurance médicaments (île de Vancouver)	11
Ordre du Canada (ville de Québec)	12
Messages portant sur l'environnement et le changement climatique (climatofervents et climatosceptiques résidant en Ontario, climatofervents et climatosceptiques résidant au Québec, climatofervents et climatosceptiques résidant en Alberta et au Manitoba, régions urbaines de l'Alberta et du Manitoba, régions rurales de l'Ontario).....	13
Mise à l'essai de messages publicitaires portant sur le changement climatique (climatofervents et climatosceptiques résidant en Ontario, climatofervents et climatosceptiques résidant à l'Île-du-Prince-Édouard, en Nouvelle-Écosse et à Terre-Neuve, climatofervents et climatosceptiques résidant au Québec, climatofervents et climatosceptiques résidant en Alberta et au Manitoba)	14
Concepts d'étiquettes d'efficacité énergétique résidentielle (climatofervents et climatosceptiques résidant en Nouvelle-Écosse, à Terre-Neuve et dans l'Île-du-Prince-Édouard).....	16
Résultats détaillés.....	19
Chronologie des annonces en octobre 2024	20
Le gouvernement du Canada dans l'actualité (tous les lieux).....	22
Indicateurs économiques (climatofervents et climatosceptiques résidant au Québec, région de la Mauricie [Québec], Île-du-Prince-Édouard)	24
Priorités et performance du gouvernement du Canada (London, Nouvelle-Écosse, ville de Québec).....	26
Protection du consommateur (London, Nouvelle-Écosse, ville de Québec).....	28
Immigration (régions urbaines de l'Alberta et du Manitoba, régions rurales de l'Ontario, région de la Mauricie [Québec], île de Vancouver, Île-du-Prince-Édouard)	31
Assurance médicaments (île de Vancouver)	37

Ordre du Canada (ville de Québec)	40
Messages portant sur l'environnement et le changement climatique (climatofervents et climatosceptiques résidant en Ontario, climatofervents et climatosceptiques résidant au Québec, climatofervents et climatosceptiques résidant en Alberta et au Manitoba, régions urbaines de l'Alberta et du Manitoba, régions rurales de l'Ontario)	41
Mise à l'essai de messages publicitaires portant sur le changement climatique (climatofervents et climatosceptiques résidant en Ontario, climatofervents et climatosceptiques résidant à l'Île-du-Prince-Édouard, en Nouvelle-Écosse et à Terre-Neuve, climatofervents et climatosceptiques résidant au Québec, climatofervents et climatosceptiques résidant en Alberta et au Manitoba)	47
Concepts d'étiquettes d'efficacité énergétique résidentielle (climatofervents et climatosceptiques résidant en Nouvelle-Écosse, à Terre-Neuve et dans l'Île-du-Prince-Édouard)	52
Annexes	60
Annexe A - Questionnaires de recrutement	61
Questionnaire de recrutement français	62
Questionnaire de recrutement anglais	71
Annexe B – Guides de discussion	82
Guide du modérateur français	83
Guide du modérateur anglais	105
Annexe C – Concepts publicitaires	124

Sommaire

Introduction

Le Secrétariat des communications et des consultations du Bureau du Conseil privé (BCP) a confié à The Strategic Counsel (TSC) le mandat de mener, auprès de membres du public dans l'ensemble du pays, des cycles continus de recherche par groupe de discussion portant sur des enjeux, des événements et des initiatives stratégiques de premier plan liés au gouvernement du Canada.

L'objectif général de ce programme de recherche qualitative se décline en trois volets : analyser les dimensions et les facteurs d'influence de l'opinion publique sur les plus importants enjeux auxquels le pays est confronté; évaluer les perceptions et les attentes relatives aux mesures et aux priorités du gouvernement fédéral; orienter l'élaboration des communications du gouvernement du Canada pour qu'elles continuent de s'harmoniser au point de vue des Canadiennes et des Canadiens et à leurs besoins en matière d'information, tout en veillant à ce qu'elles demeurent claires et faciles à comprendre.

Les travaux de recherche visent à aider le Secrétariat des communications et des consultations du BCP à remplir son mandat qui consiste à soutenir le bureau du premier ministre dans la coordination des communications du gouvernement. Ces travaux de recherche permettront plus particulièrement de s'assurer que le BCP reste au fait des tendances émergentes et de l'opinion des Canadiens sur les enjeux de macro-niveau qui intéressent le gouvernement du Canada.

Le présent rapport dévoile les conclusions qui ressortent de douze (12) groupes de discussion en ligne menés entre le 1^{er} octobre 2024 et le 23 octobre 2024, à différents endroits du pays. Les détails concernant les lieux, le recrutement et la composition des groupes figurent dans la section ci-dessous.

La recherche pour ce cycle s'est largement centrée sur l'immigration, la protection du consommateur et sur les communications liées au changement climatique et à l'environnement. Concernant ces derniers, les participants de tous les groupes ont fait part de leurs opinions concernant les messages relatifs à l'électricité propre mis au point par le gouvernement du Canada, ainsi que les concepts publicitaires axés sur la Remise canadienne sur le carbone (RCC).

Les participants ont également discuté de ce qu'ils avaient récemment vu, lu ou entendu au sujet de gouvernement ainsi que de leurs impressions concernant le gouvernement fédéral et sa gestion de l'économie, des taux d'intérêt et du coût de la vie. Parmi les autres sujets abordés au cours de ces cycles, citons l'immigration, les armes à feu, la cyberintimidation, les problèmes auxquels sont confrontés les Canadiens d'origine arabe ainsi que le concept de l'étiquette d'efficacité énergétique résidentielle EnerGuide.

En guise de mise en garde lors de l'interprétation des résultats de la présente étude, les conclusions de la recherche qualitative sont uniquement de nature indicative et ne peuvent être attribuées quantitativement à l'ensemble de la population étudiée avec un quelconque degré de certitude.

Méthodologie

Aperçu des groupes

Public cible :

- Résidents canadiens âgés de 18 ans et plus;
- Les groupes ont principalement été divisés en fonction de la situation géographique;
- Certains groupes se sont focalisés sur des cohortes précises de la population, dont les climatofervents et les climatosceptiques.

Approche détaillée

- Douze groupes de discussion ont eu lieu dans diverses régions du Canada.
- Huit groupes ont été organisés parmi la population générale résidant dans les régions urbaines de l'Alberta et du Manitoba, de régions rurales de l'Ontario, de la région de la Mauricie (Québec), de la ville de London, de la Nouvelle-Écosse, de la ville de Québec, de l'île de Vancouver et de l'Île-du-Prince-Édouard (Î.-P.-É.).
- Les quatre autres groupes étaient composés de particuliers climatofervents ou climatosceptiques résidant en Ontario, dans l'Î.-P.-É., en Nouvelle-Écosse, à Terre-Neuve-et-Labrador, au Québec, en Alberta et au Manitoba.

- Les trois groupes de discussion menés au Québec ont été animés en français. Tous les autres groupes de discussion ont été menés en anglais.
- Toutes les discussions de groupe de ce cycle se sont déroulées en ligne.
- Huit participants au total ont été recrutés par groupe, en presumant pouvoir compter sur la présence de six à huit participants.
- Dans tous les lieux, 90 participants au total ont pris part aux discussions. Les détails concernant le nombre de participants par groupe sont fournis ci-dessous.
- Chaque participant a reçu une rétribution de 125 \$.

Localisation et composition des groupes

LIEU	GROUP E	LANGUE	DATE	HEURE (HAE)	COMPOSITION DU GROUPE	NOMBRE DE PARTICIPANTS
Ontario	1	ANGLAIS	Mardi 1er octobre	18 h à 20 h	Climatofervents et climatosceptiques	7
Île-du-Prince- Édouard, Nouvelle- Écosse, Terre-Neuve- et-Labrador	2	ANGLAIS	Mercredi 2 octobre	17 h à 19 h	Climatofervents et climatosceptiques	8
Québec	3	FRANÇAIS	Mercredi 2 octobre	18 h à 20 h	Climatofervents et climatosceptiques	8
Manitoba et Alberta	4	ANGLAIS	Jeudi 3 octobre	20 h à 22 h	Climatofervents et climatosceptiques	8
Régions urbaines de l'Alberta et du Manitoba	5	FRANÇAIS	Jeudi 8 octobre	20 h à 22 h	Population générale	8
Régions rurales de l'Ontario	6	ANGLAIS	Mercredi 9 octobre	18 h à 20 h	Population générale	8
Région de la Mauricie, au Québec	7	FRANÇAIS	Jeudi 10 octobre	18 h à 20 h	Population générale	6
London	8	ANGLAIS	Jeudi 15 octobre	18 h à 20 h	Population générale	7
Nouvelle-Écosse	9	ANGLAIS	Mercredi 16 octobre	17 h à 19 h	Population générale	8
Ville de Québec	10	FRANÇAIS	Jeudi 17 octobre	18 h à 20 h	Population générale	5
Île de Vancouver	11	ANGLAIS	Mardi 22 octobre	21 h à 23 h	Population générale	8
Île-du-Prince-Édouard	12	ANGLAIS	Mercredi 23 octobre	17 h à 19 h	Population générale	8
Nombre total de participants						89

Principales constatations

Le gouvernement du Canada dans l'actualité (tous les lieux)

Les participants de tous les groupes ont été invités à faire part de ce qu'ils avaient vu, lu ou entendu à propos du gouvernement du Canada au cours des derniers jours. Un large éventail d'annonces et d'initiatives ont été rappelées, notamment l'annonce par la Banque du Canada de l'abaissement de son taux directeur à 3,75 %, l'annonce de la sanction royale du projet de loi C-64 (loi relative à l'assurance médicaments) et la présentation, par le ministre de l'Immigration, des réfugiés et de la Citoyenneté du Canada (IRCC), du Plan des niveaux d'immigration 2025-2027, qui prévoit une pause dans la croissance démographique à court terme afin de parvenir à une croissance bien gérée et durable à long terme.

Les participants se souvenaient également d'avoir entendu dire que le gouvernement du Canada mettrait en place une surtaxe de 100 % sur tous les véhicules électriques (VE) fabriqués en Chine, et de l'annonce de ce dernier selon laquelle Affaires mondiales Canada avait émis, à l'encontre de six diplomates indiens, des avis d'expulsion en lien avec une campagne ciblée contre des citoyens canadiens par des agents liés au gouvernement de l'Inde.

Indicateurs économiques (Climatofervents et climatosceptiques résidant au Québec, région de la Mauricie [Québec], Île-du-Prince-Édouard)

Les participants de trois groupes ont tenu des discussions approfondies portant sur des indicateurs économiques et notamment sur les taux d'intérêt, ainsi que sur le taux de chômage actuel.

Lorsqu'on leur a demandé s'ils avaient vu, lu ou entendu quoi que ce soit au sujet la Banque du Canada ayant abaissé les taux d'intérêt, plusieurs ont répondu par l'affirmative. Les participants ayant entendu quelque chose à ce sujet avaient pour la plupart le sentiment que la Banque du Canada avait procédé à un certain nombre de réductions de son taux directeur au cours de la dernière année. Lorsqu'on leur a demandé en quoi une réduction des taux d'intérêt pourrait impacter leurs ménages respectifs, les participants ont exprimé des avis partagés. Si certains participants prévoyant de renouveler leur prêt hypothécaire dans un avenir proche estimaient que cela pourrait avoir pour effet de réduire leurs paiements hypothécaires mensuels, la plupart d'entre eux n'étaient pas d'avis que cette mesure de la Banque du Canada puisse avoir un impact tangible sur leur situation financière actuelle.

Quant à savoir s'ils avaient récemment entendu quoi que ce soit au sujet du taux d'inflation, et notamment de rapports selon lesquels l'inflation avait diminué au cours des derniers mois, les participants ayant répondu par l'affirmative étaient moins nombreux que ceux ayant répondu par la négative. Si la plupart d'entre eux étaient d'avis qu'il s'agissait de nouvelles positives, très peu d'entre eux ont déclaré avoir remarqué une quelconque réduction des prix dans leur propre vie, et ces derniers disaient croire qu'un grand nombre de Canadiens étaient toujours confrontés à des difficultés liées au coût de la vie. Plusieurs d'entre eux étaient d'avis que même si le taux d'inflation global devait se stabiliser et se maintenir aux niveaux visés par la Banque du Canada dans les mois et les années à

venir, il était peu probable que les entreprises abaissent leurs prix à des niveaux considérés par les participants comme étant abordables du point de vue des consommateurs.

Quant à la question de savoir s'ils avaient connaissance de quelconques renseignements au sujet du taux de chômage au Canada, seul un petit nombre de participants ont répondu par l'affirmative. Après s'être vu informer que le taux de chômage était actuellement de 6,6 %, contre 5,4 % en 2023 et 5,7 % en 2019 avant la pandémie de COVID-19, plusieurs participants se sont dit préoccupés et ont dit croire que les perspectives d'emploi des jeunes adultes, y compris des personnes entrant sur le marché du travail à la fin de leurs études postsecondaires, s'en trouveraient particulièrement affectées. Quelques-uns d'entre eux estimaient que le gouvernement fédéral devait redoubler d'efforts pour créer davantage d'emplois bien rémunérés à l'intention des travailleurs canadiens et pour inciter les employeurs à augmenter les salaires qu'ils offrent.

Priorités et performance du gouvernement du Canada (London, Nouvelle-Écosse, ville de Québec)

Les participants de trois groupes ont pris part à des discussions portant sur les enjeux auxquels les Canadiens sont actuellement confrontés et sur leurs points de vue concernant la gestion du gouvernement fédéral quant à ces priorités. Invités à énumérer les principaux enjeux ou domaines auxquels le gouvernement fédéral devait, à leur avis, accorder la priorité à l'heure actuelle, les participants ont fourni un ensemble de réponses diverses et variées. Au nombre de celles-ci, citons le coût de la vie, l'abordabilité du logement, les soins de santé (y compris les longs temps d'attente et la pénurie de médecins et d'infirmières), l'immigration, le changement climatique et l'environnement ainsi que la fourniture d'une aide humanitaire à des personnes impactées par des conflits et des catastrophes naturelles vivant à l'étranger.

Lorsqu'on leur a expressément demandé si le coût de la vie constituait, à leurs yeux, un enjeu prioritaire sur lequel le gouvernement du Canada devait se concentrer, tous les participants ont répondu par l'affirmative. À la question de savoir s'ils se souvenaient de quelconques mesures ou initiatives du gouvernement fédéral visant à faire face au coût de la vie, les participants ont mentionné un éventail de programmes de soutien destinés aux Canadiens. Au nombre de celles-ci, citons la création d'un régime national d'assurance médicaments, le Régime canadien de soins dentaires (RCSD), la Remise canadienne sur le carbone (RCC), la Prestation canadienne pour les personnes handicapées, ainsi que le crédit trimestriel pour la TPS/TVH.

Quant à savoir s'ils estimaient que le gouvernement fédéral était sur la bonne voie ou sur la mauvaise voie concernant les mesures et initiatives qu'il prenait pour réduire le coût de la vie, si la quasi-totalité des participants était d'avis qu'il faisait fausse route, un plus petit nombre d'entre eux ont exprimé des opinions plus neutres ou incertaines. En citant des mesures que pourrait, à leur avis, prendre le gouvernement fédéral pour améliorer sa gestion du coût de la vie, bon nombre de participants étaient d'avis que davantage devait être fait pour stabiliser et réduire le coût des produits d'épicerie, et pour instaurer une réglementation et une supervision plus rigoureuse à l'intention des principales chaînes d'épiceries. On estimait également que davantage devait être fait pour intensifier la concurrence dans

des secteurs perçus comme étant actuellement monopolisés par une poignée de grandes entreprises comme celui des télécommunications.

Protection du consommateur (London, Nouvelle-Écosse, ville de Québec)

Les participants de trois groupes ont tenu des discussions portant sur le coût de la vie et les mesures que prenait le gouvernement pour protéger les consommateurs. À la question de savoir comment ils qualifieraient le coût de la vie actuel, tous les participants étaient d'avis qu'il était exceptionnellement élevé et un certain nombre d'entre eux disaient croire que de nombreux ménages peinaient à assumer le coût de produits de première nécessité comme les produits d'épicerie et l'essence. Lorsqu'on leur a demandé dans quelle mesure ils estimaient que la hausse des coûts était imputable au secteur privé et aux entreprises (le cas échéant), la quasi-totalité d'entre eux était d'avis que les entreprises et les sociétés étaient en grande partie responsables de l'augmentation du coût de la vie à laquelle sont confrontés les consommateurs canadiens.

Très peu d'entre eux ont indiqué avoir confiance en la capacité du gouvernement du Canada à protéger leurs droits et intérêts en tant que consommateurs. Un certain nombre d'entre eux étaient d'avis que, bien que le gouvernement fédéral ait pris certaines mesures, dont la convocation des dirigeants des principales chaînes d'épicerie au Parlement pour discuter de moyens de stabiliser les prix des produits d'épicerie, ils n'estimaient pas que cela ait contribué à réduire les prix à la consommation de manière notable. En discutant de mesures particulières qu'ils souhaiteraient que prenne le gouvernement du Canada pour mieux protéger les consommateurs, plusieurs participants considéraient que davantage devait être fait pour accroître la concurrence au sein du marché canadien et plus particulièrement dans des secteurs comme celui des communications, considérés comme étant actuellement dominés par une poignée de grandes entreprises.

Après s'être vu présenter une liste de mesures et d'initiatives annoncées par le gouvernement fédéral en matière de protection des droits des consommateurs et de réduction des coûts facturés aux consommateurs, les participants se sont livrés à un exercice consistant à choisir deux mesures qui seraient, selon eux, les plus efficaces pour protéger les consommateurs et réduire les prix à la consommation. Dans l'ensemble, les participants ont exprimé le plus grand soutien à la création d'un code de conduite des épiceries. De l'avis général, le coût élevé des produits d'épicerie constituait un problème touchant actuellement un grand nombre de familles et, en prenant cette mesure, le gouvernement fédéral pourrait contribuer de manière tangible à rendre les produits d'épicerie plus abordables dans l'intérêt de l'ensemble des Canadiens. Les participants se sont également montrés très favorables à l'initiative visant à renforcer la Loi sur la concurrence. On s'attendait à ce que cette mesure permette d'accroître la concurrence dans de nombreux secteurs et se traduise vraisemblablement par une offre plus large et des prix plus bas au profit des consommateurs. Un plus petit nombre de participants a choisi les mesures visant à limiter les pratiques abusives en matière de prêts et à sévir contre les frais cachés facturés par les banques et les entreprises de télécommunications, tandis que très peu d'entre eux ont choisi l'initiative visant à renforcer les droits des passagers aériens.

En discutant du type de renseignements qu'ils seraient le plus susceptibles de rechercher pour en savoir davantage au sujet des mesures prises par le gouvernement du Canada pour réduire les prix à la consommation et mieux protéger les consommateurs, plusieurs ont dit souhaiter la création en ligne d'un site centralisé ou d'une application numérique par l'intermédiaire desquels ils pourraient rapidement s'informer sur leurs droits en tant que consommateurs et savoir à qui s'adresser s'ils estimaient que leurs droits n'avaient pas été respectés. Un certain nombre d'entre eux souhaitait également en apprendre davantage sur les façons de se protéger en tant que consommateurs et obtenir des suggestions pour épargner plus d'argent à l'avenir. En discutant des sources qu'ils consulteraient pour obtenir ces renseignements, les participants ont mentionné les sites Web officiels du gouvernement, des moteurs de recherche comme Google, des plateformes de médias sociaux ainsi que les renseignements obtenus de bouche à oreille par des amis ou des membres de la famille ayant des connaissances dans ce domaine.

À la question de savoir si, après avoir discuté des initiatives que prenait le gouvernement du Canada pour protéger les consommateurs et réduire le coût de la vie, les participants estimaient que ces mesures contribueraient à rendre leur vie ainsi que celle de leur famille plus abordable, la plupart d'entre eux ont répondu par l'affirmative. Un certain nombre d'entre eux étaient toutefois d'avis que l'impact de ces initiatives dépendrait principalement de l'efficacité de leur instauration, ainsi que de la mesure dans laquelle les grandes entreprises et les sociétés seraient tenues responsables du respect de ces nouvelles règles et règlements établis par le gouvernement fédéral.

Immigration (régions urbaines de l'Alberta et du Manitoba, régions rurales de l'Ontario, région de la Mauricie [Québec], île de Vancouver, Île-du-Prince-Édouard)

Les participants de cinq groupes ont tenu des discussions portant sur l'immigration et l'état actuel du système d'immigration canadien. Lorsqu'on leur a demandé s'ils avaient récemment vu, lu ou entendu quoi que ce soit au sujet de l'immigration, les participants ont mentionné un ensemble de mesures et d'initiatives du gouvernement du Canada. Plusieurs se souvenaient avoir entendu dire qu'Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada (IRCC) avait annoncé la mise en place d'un plafond d'admission pour les demandes de permis d'études d'étudiants étrangers en 2024 et 2025, ainsi que la limitation à 24 heures par semaine du nombre d'heures pendant lesquelles les étudiants étrangers peuvent travailler hors campus. Les participants se souvenaient également qu'IRCC avait annoncé que les particuliers entrés au Canada avec des visas de visiteur ne pourraient plus demander de permis de travail pendant qu'ils sont encore au pays.

À la question de savoir comment ils qualifieraient l'état général actuel du système d'immigration canadien, si la plupart d'entre eux se sont dit en faveur de l'immigration de manière plus générale, bon nombre de participants considéraient que le système actuel était « défaillant » et estimaient qu'il y avait beaucoup à faire pour l'améliorer. Un grand nombre d'entre eux étaient d'avis que trop d'immigrants avaient été admis au Canada au cours des dernières années et qu'il n'y avait pas assez de logements et de possibilités d'emploi pour répondre aux besoins de ces nouveaux venus. On estimait que la pression perçue exercée sur les services et les infrastructures qu'on croyait attribuable aux taux

d'immigration plus élevés des dernières années avait un impact négatif à la fois sur les particuliers vivant déjà au Canada et sur les nouveaux arrivants.

Lorsqu'on leur a demandé s'ils estimaient qu'en matière d'immigration, le gouvernement du Canada était sur la bonne voie, très peu d'entre eux ont répondu par l'affirmative. Bon nombre d'entre eux ont réitéré leurs préoccupations concernant le taux d'immigration qu'ils percevaient comme ayant été élevé au cours des dernières années et ne croyaient pas que la situation puisse perdurer. On estimait que si un taux élevé d'immigration était maintenu, bon nombre de collectivités canadiennes seraient en définitive incapables de répondre aux besoins de leurs résidents et que cela pourrait entraîner des pénuries en matière d'emploi, de logements abordables et de services essentiels, dont les soins de santé et l'éducation. Un certain nombre d'entre eux se disaient préoccupés par l'impact qu'un fort taux d'immigration pourrait avoir sur le coût de la vie et l'accès aux ressources offertes par leur collectivité, et par les répercussions que cela pourrait avoir sur leur propre vie ainsi que sur celle de leurs enfants.

À la question de savoir si le nombre d'immigrants admis au Canada était trop élevé, trop faible ou à peu près convenable à l'heure actuelle, les participants estimant que trop d'immigrants étaient admis au Canada étaient, dans l'ensemble, plus nombreux que ceux qui étaient d'avis que le taux d'immigration était à peu près convenable. Après s'être vu informer que le gouvernement du Canada entendait accueillir 485 000 nouveaux immigrants, la plupart des participants estimaient que ce nombre devait être réduit, et un plus petit nombre d'entre eux étaient d'avis que l'immigration devait être maintenue à son taux actuel.

En discutant de l'impact d'une diminution du taux d'immigration sur le Canada d'un point de vue économique et social, plusieurs d'entre eux estimaient qu'avec cette approche les collectivités canadiennes disposeraient de plus de temps pour augmenter la capacité de leurs logements et de leurs infrastructures afin d'accueillir davantage d'immigrants à l'avenir. Un certain nombre de participants prévoyaient qu'une réduction du taux d'immigration entraînerait à court terme une plus faible productivité économique et craignaient que cette mesure n'entraîne d'éventuelles pénuries de main-d'œuvre dans plusieurs régions du pays. On était toutefois d'avis qu'une réduction du taux d'immigration favoriserait la création d'une économie nationale plus résiliente à long terme en ceci qu'elle obligerait les entreprises à dépendre davantage de travailleurs canadiens et augmenterait probablement, en nombre et en qualité, les possibilités d'emploi offertes aux personnes vivant déjà au Canada.

À la question de savoir si, dans l'éventualité d'une réduction des taux d'immigration, cette réduction devait se faire à court terme ou à long terme, la plupart des participants étaient d'avis qu'il devait s'agir d'une initiative à court terme. Ces derniers estimaient pour la plupart que l'immigration procurait des avantages socioéconomiques aux Canadiens et que de nouveaux immigrants pourraient être accueillis en plus grand nombre et de façon plus positive une fois que le pays serait mieux préparé à les accueillir. Lorsqu'on leur a demandé ce qu'ils entendaient par « court terme », la plupart d'entre eux étaient d'avis que ce terme désignait une période de 2 à 5 ans. Parmi le petit nombre de participants estimant qu'une réduction du taux d'immigration était nécessaire pendant une période prolongée, on était d'avis que compte tenu du taux d'immigration disproportionnellement élevé observé ces dernières années, les collectivités mettraient énormément de temps (probablement entre 10 et 20 ans)

à accroître leur capacité à fournir suffisamment de logements, de possibilités d'emploi et de services sociaux pour pouvoir répondre aux besoins d'un grand nombre de nouveaux arrivants à l'avenir.

En discutant des mesures supplémentaires qui devraient être prises pour que le taux d'immigration augmente à nouveau, les participants ont fourni un éventail de suggestions. Un certain nombre d'entre eux estimaient que les nouveaux arrivants devaient être mieux répartis à travers le pays. On estimait qu'un nombre important de nouveaux arrivants choisissait actuellement de résider dans les principaux centres du pays que sont Toronto, Montréal et Vancouver et que cela avait eu pour effet d'accentuer la pression exercée sur le marché du logement et d'augmenter le coût de la vie dans ces villes. On était également d'avis qu'une plus grande priorité devait être accordée au recrutement et à l'arrivée d'immigrants possédant des compétences et une formation qui leur permettraient de contribuer immédiatement à des secteurs d'activité à forte demande à l'intérieur du pays. Les participants estimaient que le gouvernement du Canada devait collaborer avec chacun des gouvernements provinciaux et territoriaux pour déterminer quels sont les besoins particuliers de chaque administration dans ce contexte.

Assurance médicaments (île de Vancouver)

Les participants résidant dans l'île de Vancouver ont tenu une discussion concernant les récentes mesures que le gouvernement du Canada avait prises dans l'objectif d'instaurer un programme national d'assurance médicaments. Lorsqu'on leur a demandé d'énumérer les principales problématiques en matière de soins de santé nécessitant une plus grande attention de la part du gouvernement fédéral, bon nombre de participants ont mentionné les longs temps d'attente avant de pouvoir obtenir des soins primaires et d'urgence, les qualifiant d'enjeux importants à l'heure actuelle. À la question de savoir si le fait de rendre les médicaments d'ordonnance plus abordables constituait une priorité importante sur laquelle le gouvernement du Canada devait se focaliser, tous les participants ont répondu par l'affirmative.

Invités à décrire la situation actuelle au Canada concernant la couverture des médicaments sur ordonnance, plusieurs participants estimaient que si les médicaments sur ordonnance étaient relativement abordables pour ceux qui bénéficiaient d'une assurance maladie par l'intermédiaire de leur employeur, ils pouvaient s'avérer très onéreux pour ceux qui n'en bénéficiaient pas. En décrivant ce qu'ils considéraient comme étant les plus grandes difficultés auxquelles sont confrontées les personnes ne bénéficiant pas d'une assurance médicaments, les participants ont mentionné des problèmes liés à l'abordabilité et des difficultés financières, le stress et l'incertitude quant à l'impact de leurs problèmes de santé sur leur vie, ainsi que la possible dégradation de leur état de santé faute de pouvoir accéder aux médicaments dont ils ont besoin.

À la question de savoir s'ils seraient en faveur d'un régime d'assurance médicaments national, tous les participants ont fortement appuyé cette idée, estimant que cela aiderait considérablement les personnes actuellement incapables d'assumer le prix de leurs médicaments sur ordonnance. Un certain nombre d'entre eux se disaient d'avis que l'accès à des soins de santé constituait un droit fondamental de la personne et que les médicaments sur ordonnance devraient être inclus en tant qu'éléments essentiels de tout système universel de soins de santé.

Après s'être vu présenter de l'information concernant la première phase du régime national d'assurance médicaments du gouvernement fédéral, tous les participants ont réagi de façon positive, bon nombre d'entre eux estimant qu'il y avait longtemps que ce genre d'initiative aurait dû être prise. À la question de savoir quel serait, selon eux, l'impact de cette couverture et qui bénéficierait le plus de cette initiative, bon nombre de participants s'attendaient à ce que les personnes atteintes de diabète ainsi que les femmes rencontrant des difficultés à accéder à des médicaments contraceptifs soient les principales bénéficiaires de la phase initiale de ce programme. Un certain nombre d'entre eux ont déclaré que des membres de leur famille souffrant de diabète bénéficieraient grandement de la prise en charge de leurs médicaments en vertu de ce programme.

À la question de savoir s'ils appuieraient la participation de leur province à un régime d'assurance médicaments national, la quasi-totalité des participants a répondu par l'affirmative. Plusieurs d'entre eux ont rappelé que l'accès universel à des médicaments d'ordonnance constituait un élément crucial de la prestation de soins de santé et étaient d'avis que l'inclusion de la Colombie-Britannique à ce régime aurait un impact positif sur la santé globale de bon nombre de personnes vivant dans la province. À la question de savoir quelle serait leur réaction si d'autres provinces adhéraient à un régime national d'assurance médicaments alors que la Colombie-Britannique choisissait de ne pas emboîter le pas, presque tous ont déclaré qu'ils seraient déçus et préoccupés par une telle éventualité.

Discutant des éléments les plus importants que devrait, selon eux, garder à l'esprit le gouvernement du Canada au moment de planifier les prochaines étapes de son régime national d'assurance médicaments, les participants ont fait part d'un certain nombre de considérations. Bon nombre d'entre eux estimaient que le gouvernement fédéral devait prioriser l'inclusion de médicaments d'importance vitale, y compris des traitements contre le cancer et des médicaments pour le traitement de troubles mentaux, dans la prochaine phase de ce programme, ainsi que les médicaments pour le traitement de maladies chroniques telles que la sclérose en plaques (SEP). Plusieurs d'entre eux étaient également d'avis qu'il fallait prioriser le recrutement d'un plus grand nombre de travailleurs de la santé (incluant des médecins de famille et des pharmaciens) afin de s'assurer qu'en vertu de ce régime, le Canada est en mesure de répondre aux besoins de ses citoyens en matière de médicaments sur ordonnance.

Lorsqu'on leur a demandé si ce régime d'assurance médicaments devait être entièrement public ou s'il fallait plutôt adopter une approche consistant à « combler les lacunes », en incorporant des options publiques et privées, la plupart des répondants se sont prononcés en faveur d'un système entièrement public en vertu duquel tous les Canadiens bénéficieraient du même régime d'assurance médicaments. De l'avis général, un régime unique et unifié constituerait la meilleure solution pour éliminer les disparités en matière de couverture d'assurance et garantir l'égalité d'accès à des soins pour tous les Canadiens.

Ordre du Canada (ville de Québec)

Les participants résidant dans la ville de Québec ont tenu une brève discussion portant sur l'Ordre du Canada. À la question de savoir s'ils savaient en quoi consistait l'Ordre du Canada, aucun participant n'a répondu par l'affirmative. Après s'être vu fournir de l'information au sujet de cette récompense, les participants ont été invités à citer les types de réalisations qui répondraient, selon eux, aux critères de

l'Ordre du Canada, à savoir que tout candidat doit avoir apporté « une contribution extraordinaire à la nation ». Un certain nombre de réalisations ont été mentionnées, dont les contributions liées à la recherche en santé et en médecine, les découvertes scientifiques, les avancées technologiques, les initiatives humanitaires, et les mesures liées à la protection de l'environnement et à l'atténuation des effets du changement climatique.

Après s'être vu informer que les mises en candidatures pour l'Ordre du Canada sont effectuées par des membres du public, on a demandé aux participants s'ils envisageraient eux-mêmes de proposer une candidature pour cette distinction. Si un petit nombre d'entre eux ont indiqué qu'ils envisageraient de présenter la candidature de quelqu'un à cette distinction, aucun participant n'avait de candidat particulier en tête qui, à leur avis, répondrait, aux critères d'admissibilité à cette récompense.

Messages portant sur l'environnement et le changement climatique (climatofervents et climatosceptiques résidant en Ontario, climatofervents et climatosceptiques résidant au Québec, climatofervents et climatosceptiques résidant en Alberta et au Manitoba, régions urbaines de l'Alberta et du Manitoba, régions rurales de l'Ontario)

Les participants de cinq groupes ont tenu une discussion portant sur le changement climatique et l'électricité propre. À la question de savoir ce que le terme « électricité propre » signifiait à leurs yeux, la plupart des participants ont dit croire que le terme désignait toute électricité produite à partir de sources d'énergie renouvelables, dont les énergies éolienne, solaire, hydroélectrique et nucléaire.

Les participants se sont prêtés à un exercice dans le cadre duquel ils se sont vu présenter un certain nombre d'énoncés portant sur l'électricité propre et inviter à répondre à la question de savoir s'ils étaient d'accord, en désaccord ou sans opinion concernant chacun des énoncés. Les énoncés présentés aux participants n'étaient pas les mêmes d'un groupe à l'autre.

Dans l'ensemble, les participants se sont montrés très favorables aux déclarations soulignant l'importance d'investir dans le développement et la construction d'infrastructures d'énergie propre et d'accroître la résilience des réseaux électriques partout au pays. Bon nombre d'entre eux s'accordaient également à dire que toutes les mesures devraient être prises dans des régions comme celle des Prairies et du sud de l'Ontario pour exploiter et utiliser des sources d'énergie naturelles comme l'énergie éolienne et solaire, estimant qu'il y avait peu d'inconvénients potentiels à l'adoption de cette approche.

Si certains participants ont exprimé des préoccupations quant à la sûreté de cette technologie, un grand nombre d'entre eux se sont déclarés favorables à un développement accru de l'énergie nucléaire en tant que source d'électricité propre. On estimait que l'énergie nucléaire avait une capacité de production d'énergie bien supérieure à celle des autres sources d'électricité renouvelables et que cette technologie était la plus à même de constituer une solution de rechange fiable au pétrole et au gaz naturel.

Tout en disant espérer que des investissements accrus dans la production d'électricité propre entraîneraient une baisse des prix de l'électricité au profit des consommateurs, un certain nombre de participants ont fait part de leur scepticisme à l'égard des énoncés affirmant que cela se produirait. Si on estimait qu'un recours accru à de l'électricité propre contribuerait à la mise en place d'un réseau énergétique plus résilient, bon nombre de participants étaient d'avis que les producteurs d'énergie seraient en définitive réticents à abaisser les prix qu'ils facturent aux consommateurs.

Un certain nombre d'entre eux ont exprimé des préoccupations concernant les énoncés centrés sur des technologies comme celles du stockage par batteries à grande capacité et des véhicules électriques (VE). Plusieurs participants ont déclaré avoir entendu dire que l'extraction de matières premières servant à la fabrication de batteries pour VE et autres batteries posait de potentiels problèmes et que l'élimination de ces batteries à la fin de leur durée de vie utile était également problématique.

Bon nombre d'entre eux ont également exprimé leur désaccord avec les énoncés affirmant que les énergies renouvelables finiraient par être en mesure de répondre à tous les besoins énergétiques des Canadiens, y compris ceux vivant dans des régions connaissant des conditions climatiques rigoureuses, comme dans les Prairies. On était d'avis que les sources d'énergie non renouvelables comme le pétrole et le gaz naturel auraient toujours un rôle à jouer en ce sens, et plus particulièrement dans le cas de personnes vivant en région rurale ou dans des collectivités éloignées.

À la question de savoir s'ils seraient prêts à payer un peu plus à court terme pour jeter les bases d'une transition vers une électricité propre moins coûteuse à plus long terme, les participants ont fourni des réponses diverses et variées. Au nombre des participants en faveur de payer un peu plus, à court terme, pour investir dans la transition vers l'électricité propre, on estimait que, compte tenu de la gravité de la menace que constitue le changement climatique, il était nécessaire de prendre des mesures de ce type maintenant afin de protéger l'environnement, au bénéfice de générations futures.

Parmi les participants se disant incertains quant à savoir s'ils seraient prêts à payer un peu plus afin de réaliser cet objectif, bon nombre d'entre eux étaient d'avis que le coût de la vie était déjà très élevé à l'heure actuelle et ne croyaient pas être en mesure d'assumer une quelconque augmentation supplémentaire de leurs dépenses. Un certain nombre d'entre eux étaient d'avis que, plutôt que d'augmenter le montant payé par les contribuables en appui à des initiatives axées sur l'électricité propre, les principaux fournisseurs d'énergie, et plus particulièrement ceux d'entre eux qui ont réalisé des bénéfices records au cours des dernières années, devraient être davantage responsabilisés en vue de faciliter cette transition.

Mise à l'essai de messages publicitaires portant sur le changement climatique (climatofervents et climatosceptiques résidant en Ontario, climatofervents et climatosceptiques résidant à l'Île-du-Prince-Édouard, en Nouvelle-Écosse et à Terre-Neuve, climatofervents et climatosceptiques résidant au Québec, climatofervents et climatosceptiques résidant en Alberta et au Manitoba)

Les participants de quatre groupes ont fait part de leurs points de vue concernant deux concepts publicitaires que s'emploie actuellement à concevoir le gouvernement fédéral pour informer les

Canadiens des mesures qu'il prend pour lutter contre le changement climatique. Les participants se sont vu présenter les scripts de ces vidéos publicitaires et informer que ces dernières seraient diffusées à l'aide de plusieurs supports numériques comme YouTube, sur d'autres plateformes numériques ainsi qu'à la télévision. Les participants résidant au Québec se sont vu lire une version française du script, tandis que ceux de tous les autres groupes se sont vu lire une version anglaise.

Dans un premier temps, les participants se sont vu présenter un script de la vidéo qui leur a été lu deux fois de suite. Faisant part de leurs commentaires, les participants ont exprimé des opinions pour la plupart partagées, ceux ayant réagi favorablement à la publicité étant à peu près aussi nombreux que ceux qui se disaient d'un autre avis. Un certain nombre de participants parmi ceux qui considéraient que l'annonce était efficace ont émis des commentaires positifs concernant ce qu'ils percevaient comme étant le caractère essentiellement environnemental du script. On était d'avis que les premières images de la publicité montrant des forêts ainsi que des espaces naturels et luxuriants attireraient un vaste éventail de Canadiens et que les images de la famille profitant de la nature seraient comprises de bon nombre d'auditeurs.

Parmi les participants se disant d'un autre avis, certains estimaient que le script prévoyait d'intégrer trop de contenu dans une seule publicité et craignaient que cela n'allonge la durée de la publicité une fois filmée. Certains d'entre eux étaient également d'avis que les plans de coupe décrits dans le script (notamment du tronc d'arbre à la borne de recharge pour véhicules électriques [VE] et du devant de l'autobus à la famille dans le parc de stationnement) pouvaient détonner et détourner l'attention des principaux messages de la vidéo.

Lorsqu'on leur a demandé quel était, à leur avis, le principal message de la publicité, bon nombre de participants estimaient qu'il visait à faire savoir que le gouvernement du Canada s'attachait à rendre la vie des Canadiens plus abordable et que ce dernier prenait des mesures en ce sens, dont le développement d'un plus grand nombre d'infrastructures liées aux EV et des initiatives visant à encourager le recours à cette technologie. Plusieurs participants étaient d'avis que le contenu du script cherchait à faire comprendre aux auditeurs que l'adoption de cette approche par le gouvernement du Canada leur procurerait des avantages à la fois environnementaux et économiques à l'avenir. Lorsqu'on leur a demandé s'ils estimaient qu'il s'agissait d'un message approprié de la part du gouvernement fédéral, la plupart d'entre eux ont répondu par l'affirmative. On était d'avis qu'étant donné que le changement climatique et l'environnement constituaient des enjeux touchant tous les Canadiens, il était important que ce soit le gouvernement qui prenne des mesures dans ce dossier.

Énumérant les modifications potentielles qui pourraient être apportées à la publicité pour la rendre plus convaincante, plusieurs participants estimaient que le script était trop centré sur les VE et que davantage devait être fait pour mettre en valeur toute la série de mesures que prenait le gouvernement fédéral pour atténuer les effets du changement climatique. On estimait également que davantage pouvait être fait pour mettre en exergue les initiatives quotidiennes que pourraient prendre les Canadiens, comme de recycler ou d'utiliser les transports en commun afin de réduire leur propre empreinte carbone et contribuer à la promotion d'un avenir plus vert.

Les participants (à l'exception de ceux résidant au Québec) se sont ensuite vu présenter un second script qui leur a été lu deux fois de suite. Faisant part de leurs réactions, plusieurs participants se sont

exprimés en termes positifs concernant ce qu'ils percevaient comme étant la focalisation financière de cette publicité, estimant que les images de particuliers recevant leur versement trimestriel de la Remise canadienne sur le carbone (RCC) seraient susceptibles de capter l'attention du public. La mise en valeur de la notification poussée que recevraient les Canadiens pour les informer de l'arrivée de leur paiement de la RCC a particulièrement plu à un certain nombre de participants estimant qu'il s'agirait d'un moyen approprié de découvrir que ce montant avait été versé dans leur compte bancaire. Un certain nombre de participants dont l'opinion était quelque peu différente se disaient d'avis que la publicité portait, selon eux, quelque peu à confusion et qu'elle ne fournissait aucune explication efficace de la façon dont les montants de la RCC étaient calculés ou information quant à savoir si des démarches étaient nécessaires de leur part avant de pouvoir recevoir leurs paiements.

À la question de savoir, quel était, à leur avis, le principal message de la publicité, la plupart des participants estimaient qu'il visait à mettre en valeur les aspects positifs du système de tarification du carbone du gouvernement fédéral et de faire savoir aux auditeurs qu'ils recevraient automatiquement des paiements trimestriels de la RCC à l'avenir. On estimait en outre que la publicité visait à informer le public que ce système pourrait à l'avenir s'avérer profitable, tant économiquement que sur le plan environnemental, et qu'en instaurant une taxe sur le carbone, le gouvernement canadien contribuait à bâtir un avenir plus durable. De l'avis général, le message véhiculé par la publicité était clair et serait facilement compréhensible pour la plupart des Canadiens. À la question de savoir s'il s'agissait d'un message approprié de la part du gouvernement fédéral, la quasi-totalité des participants a répondu par l'affirmative, rappelant que le changement climatique était un enjeu qui concernait tous les Canadiens.

En discutant des deux scripts qui leur avaient été présentés, les participants se sont vu poser la question de savoir s'ils pensaient que l'une ou l'autre des deux publicités serait suffisamment efficace pour les inciter visiter le site Web pour obtenir davantage de renseignements. Si plusieurs d'entre eux étaient d'avis que l'information concernant les paiements de la RCC contenue dans la seconde publicité était plus intéressante et percutante d'un point de vue personnel, bon nombre de participants ont affirmé qu'étant donné qu'ils connaissaient déjà bien le système de tarification du carbone, il était improbable qu'ils se sentent obligés de consulter le site Web pour en savoir plus après avoir visionné la vidéo. Dans cette optique, un certain nombre de participants estimaient que l'appel à l'action pour visiter le site Web était plus fort dans la première publicité, estimant qu'un plus grand nombre d'auditeurs souhaiterait en savoir plus au sujet du Plan climatique du gouvernement fédéral avec cette publicité puisqu'elle pourrait inclure de nouveaux renseignements concernant les mesures particulières prises par le gouvernement pour lutter contre le changement climatique.

Concepts d'étiquettes d'efficacité énergétique résidentielle (climatofervents et climatosceptiques résidant en Nouvelle-Écosse, à Terre-Neuve et dans l'Île-du-Prince-Édouard)

Les participants du groupe composé de climatofervents et de climatosceptiques résidant en Nouvelle-Écosse, à Terre-Neuve et dans l'Île-du-Prince-Édouard ont tenu une discussion portant sur des concepts d'étiquettes d'efficacité énergétique résidentielle élaborés par le programme EnerGuide du gouvernement du Canada. Quelques participants ont indiqué bien connaître les étiquettes d'efficacité

énergétique résidentielle, estimant qu'elles servaient principalement à informer les propriétaires de la consommation énergétique de leur domicile ainsi que du coût financier associé à l'utilisation de certains appareils ménagers ou de systèmes de chauffage et de climatisation.

À la question de savoir quels types de renseignements ils souhaiteraient voir figurer sur une étiquette d'efficacité énergétique résidentielle, les participants en ont énuméré toute une série. Au nombre de ceux-ci, la consommation énergétique globale quotidienne, mensuelle et annuelle de leur domicile, la consommation énergétique selon la source, le rendement énergétique de leurs appareils ménagers, les améliorations pouvant être apportées à leur domicile pour le rendre plus écoénergétique, ainsi que des renseignements sur les endroits où se renseigner davantage sur les moyens à prendre pour apporter ces améliorations.

Les participants se sont ensuite vu fournir les renseignements suivants concernant le programme EnerGuide du gouvernement du Canada, ainsi que des exemples visuels de l'étiquette d'efficacité énergétique résidentielle EnerGuide. En décrivant leurs réactions initiales à cette étiquette, si un certain nombre de participants estimaient que l'étiquette était utile dans la mesure où elle leur permettait de comparer l'efficacité énergétique de leur domicile à celle d'autres domiciles de taille comparable dans leur région, plusieurs d'entre eux étaient d'avis que les renseignements présentés dans la moitié inférieure de l'étiquette étaient assez denses et difficiles à comprendre à première vue. En discutant des renseignements supplémentaires qui pourraient, selon eux, figurer sur cette étiquette, certains participants estimaient qu'il fallait davantage viser à fournir un objectif d'efficacité énergétique que les propriétaires pourraient s'efforcer d'atteindre, en particulier si leur domicile se situait au bas de l'échelle à cet égard.

À la question de savoir si, à leur avis, une étiquette d'efficacité énergétique résidentielle les aiderait à prendre des décisions concernant leur domicile ou un domicile qu'ils envisageaient d'acheter ou de louer, la plupart des participants ont répondu par l'affirmative. Bon nombre d'entre eux ont dit souhaiter que leur domicile soit aussi écoénergétique que possible et prévoyaient prendre en considération les renseignements fournis sur une étiquette d'efficacité énergétique résidentielle au moment de prendre une décision d'achat.

Les participants se sont ensuite vu présenter un certain nombre d'exemples d'étiquettes d'efficacité énergétique résidentielle provenant d'autre pays. Lorsqu'on leur a demandé quelles étiquettes leur seraient les plus utiles, bon nombre d'entre eux ont parlé en termes positifs des concepts publicitaires présentant des renseignements clairs pour aider à mieux comprendre l'efficacité énergétique de leur domicile. Plusieurs d'entre eux ont tout particulièrement mentionné comme étant particulièrement utiles les concepts fournissant des renseignements sur la consommation énergétique annuelle estimative de leur domicile ainsi que sur les sommes qu'ils pourraient économiser en rendant leur domicile plus écoénergétique.



COMPLÉMENT D'INFORMATION

The Strategic Counsel

Numéro de contrat : CW2241412

Date d'attribution du contrat : 19 décembre 2022

Valeur du contrat : 1 629 482,60 \$

Résultats détaillés

Chronologie des annonces en octobre 2024

Afin de mieux situer les discussions de groupe dans le contexte des principaux événements survenus au cours du cycle d'établissement de rapports, nous vous présentons ci-après un bref résumé pour le mois d'octobre 2024.

- Du 1er au 7 octobre
 - Groupe de discussion avec des climatoferents et des climatosceptiques résidant en Ontario (1er octobre).
- Le 2 octobre. Le ministre de l'Environnement et du Changement climatique et le ministre de la Santé annoncent un cadre visant à protéger le droit à un environnement sain par la modernisation et l'application de la *Loi canadienne sur la protection de l'environnement*.
 - Groupe de discussion avec des climatoferents et des climatosceptiques résidant dans l'Île-du-Prince-Édouard, en Nouvelle-Écosse et à Terre-Neuve (2 octobre)
 - Groupe de discussion avec des climatoferents et des climatosceptiques résidant au Québec (2 octobre)
- Le 3 octobre. Le gouvernement du Canada annonce un investissement de 13,6 millions de dollars au titre du Programme facilitant les petits réacteurs modulaires (PRM) de Ressources naturelles Canada pour financer neuf projets de recherche visant à promouvoir le développement sécuritaire et commercial de PRM pour contribuer à la création d'une économie produisant peu de carbone ainsi qu'à la lutte contre les changements climatiques.
 - Groupe de discussion avec des climatoferents et climatosceptiques résidant en Alberta et au Manitoba (3 octobre)
- Du 8 au 14 octobre
 - Groupe de discussion avec des membres de la population générale de régions urbaines de l'Alberta et du Manitoba (8 octobre)
 - Groupe de discussion avec des membres de la population générale de régions rurales de l'Ontario (9 octobre)
 - Groupe de discussion avec des membres de la population générale de la région de la Mauricie, au Québec (10 octobre)
 - Le 10 octobre. Les gouvernements fédéral et de l'Alberta annoncent un investissement de 18 millions de dollars pour la rénovation et la modernisation de bâtiments publics dans l'ensemble de la province.
 - Le 10 octobre. Le gouvernement du Canada annonce un financement maximal de 500 millions de dollars pour le volet Soutien aux services publics du programme Énergies renouvelables intelligentes et trajectoires d'électrification (ERITE).
- Du 15 au 21 octobre
 - Groupe de discussion avec des membres de la population générale de London (15 octobre).

- Le 15 octobre. Dans le cadre du paiement trimestriel de la Remise canadienne sur le carbone (RCC) versé le 15 octobre, les familles admissibles vivant en milieu rural ont reçu un supplément unique de 20 % pour compenser rétroactivement le doublement annoncé du supplément rural pour les paiements versés le 15 avril et le 15 juillet, ajoutant ainsi un supplément unique de 40 % au montant de base de la RCC du présent trimestre.
- Le 15 octobre. Le gouvernement du Canada annonce que B.S.B. Manufacturing Ltd. recevra un montant de 1,2 million de dollars pour se préparer à une croissance future dans l'industrie des véhicules électriques (VE) grâce à l'ajout de nouveaux équipements de production automatisés et à la modernisation des installations. Ce financement additionnel vise à augmenter la capacité de l'entreprise à produire des composantes pour véhicules électriques (VE) et hybrides et à honorer de nouveaux contrats au sein de cette industrie.
- [Groupe de discussion avec des membres de la population générale de la Nouvelle-Écosse \(16 octobre\)](#)
- Le 16 octobre. Le gouvernement du Canada annonce l'octroi de 4 millions de dollars à trois projets destinés à soutenir le secteur manufacturier du sud de l'Ontario.
- Le 16 octobre. Le gouvernement du Canada annonce que NPower Canada recevra du financement pouvant atteindre jusqu'à 4 millions de dollars pour son projet NPowering, visant à aider les jeunes issus de groupes sous-représentés à surmonter des obstacles à l'emploi.
- [Groupe de discussion avec des membres de la population générale de la ville de Québec \(16 octobre\)](#)
- Le 21 octobre. Le ministre de l'Emploi, du Développement de la Main-d'œuvre et des Langues officielles annonce qu'à compter du 8 novembre 2024, le salaire horaire initial utilisé pour les travailleurs du volet des postes à haut salaire sera augmenté de 20 % par rapport à son niveau actuel.
- Du 22 au 31 octobre
 - [Groupe de discussion avec des membres de la population générale de l'île de Vancouver \(22 octobre\)](#)
 - [Groupe de discussion avec des membres de la population générale de l'Île-du-Prince-Édouard \(23 octobre\)](#)
 - Le 24 octobre. Le gouvernement fédéral annonce un investissement de 94,7 millions de dollars visant à financer la Trousse sur le climat pour le logement et les infrastructures (TCLI). Dans le cadre de cet investissement, le gouvernement du Canada procède au lancement d'un ensemble de mécanismes, de ressources et de services de soutien auxquels les collectivités pourront accéder gratuitement et qui les aideront à adapter leurs infrastructures à l'évolution des conditions climatiques ainsi qu'à réduire les émissions de gaz à effet de serre lors de la construction de nouvelles constructions d'infrastructures et de nouveaux logements.

- Le 30 octobre. Le gouvernement fédéral annonce l'octroi de près de 20 millions de dollars à la Société indépendante d'exploitation du réseau d'électricité (SIERE) en vertu du Programme des installations industrielles et manufacturières vertes (PIIMV).
- Le 30 octobre. Le gouvernement du Canada annonce des mesures temporaires visant à venir en aide aux citoyens canadiens, aux résidents permanents ainsi qu'aux membres de leur famille immédiate ayant quitté le Liban, ainsi que les ressortissants libanais déjà au Canada qui ne sont actuellement pas en mesure de regagner leur pays.

Le gouvernement du Canada dans l'actualité (tous les lieux)

Les participants de tous les groupes ont été invités à faire part de ce qu'ils avaient vu, lu ou entendu à propos du gouvernement du Canada au cours des derniers jours. Une vaste éventail d'annonces et d'initiatives ont été rappelées, à savoir :

- L'annonce de la Banque du Canada, le 23 octobre 2024, selon laquelle cette dernière entendait abaisser son taux d'intérêt directeur à 3,75 %;
- L'annonce selon laquelle le projet de loi C-64, *Loi concernant l'assurance médicaments*, avait reçu la sanction royale et entré immédiatement en vigueur afin d'offrir aux Canadiens un accès universel aux médicaments contraceptifs et contre le diabète;
- La présentation, par le ministre d'Immigration, Réfugiés et Citoyenneté du Canada (IRCC), du Plan des niveaux d'immigration 2025-2027, qui viserait à freiner la croissance démographique (notamment en réduisant le nombre de nouveaux résidents permanents) à court terme afin d'assurer une croissance bien gérée et durable à long terme; toujours dans le domaine de l'immigration, un certain nombre de personnes ont rappelé les annonces précédentes d'IRCC concernant les mesures prises pour plafonner le nombre de demandes de permis d'études d'étudiants étrangers en 2024 et 2025;
- L'annonce de l'Agence des services frontaliers du Canada (ASFC) selon laquelle cette dernière a effectué, entre mars 2024 et août 2024, plus de 60 saisies de méthamphétamine en Colombie-Britannique (C.-B.) qui devaient être exportées en Australie;
- L'annonce du gouvernement du Canada selon laquelle celui-ci entendait instaurer une surtaxe de 100 % sur tous les véhicules électriques fabriqués en Chine, entrant en vigueur le 1er octobre 2024;
- L'annonce, le 14 octobre 2024, d'Affaires mondiales Canada annonçant qu'il avait émis des avis d'expulsion du Canada visant six diplomates et fonctionnaires consulaires indiens en rapport avec une campagne ciblée menée par des agents liés au gouvernement de l'Inde contre des citoyens canadiens.

Les participants des groupes composés de résidents de l'Île-du-Prince-Édouard et de l'île de Vancouver se sont vu poser une question supplémentaire à savoir s'ils avaient vu, lu ou entendu quoi que ce soit en lien avec le gouvernement du Canada et les soins dentaires. Plusieurs d'entre eux se souvenaient avoir entendu parler de la mise en œuvre en cours du Régime canadien de soins dentaires (RCSD) et disaient croire qu'à l'heure actuelle, ce programme était principalement offert aux personnes âgées, aux enfants et aux ménages à faible et moyen revenu. Afin de faciliter la discussion, les participants se sont vu informer que Le Régime canadien de soins dentaires offrait maintenant une couverture dentaire aux personnes âgées de 65 ans et plus, aux enfants de moins de 18 ans et aux adultes titulaires d'un certificat pour le crédit d'impôt pour personnes handicapées valide. Si tous les participants ont positivement réagi à cette information et s'attendaient à ce que cette initiative profite grandement aux personnes admissibles à ces services, un grand nombre d'entre eux estimaient que davantage devait être fait pour étendre la portée de ce programme dans le but de rendre l'assurance dentaire universellement accessible à tous les Canadiens dans les années à venir.

La question de savoir s'ils avaient dernièrement entendu quoi que ce soit au sujet d'un service de traversier à deux navires entre la Nouvelle-Écosse et l'Île-du-Prince-Édouard a été posée aux participants résidant dans cette île. Un certain nombre d'entre eux se souvenaient que ces traversiers avaient été confrontés à des difficultés au cours des dernières années, incluant la réparation nécessaire de dommages importants résultant d'incidents (incendies à bord, collisions et bris de machines). En discutant de la question de savoir s'il était, selon eux, important qu'il y ait un service de traversier à deux navires reliant la Nouvelle-Écosse à l'Île-du-Prince-Édouard, un grand nombre de participants ont répondu par l'affirmative. Plusieurs d'entre eux se disaient d'avis que ces traversiers constituaient une solution de rechange au pont de la Confédération à la fois pour les résidents de l'Île-du-Prince-Édouard et les touristes. On estimait également que les traversiers constituaient un moyen efficace d'acheminer des marchandises et des fournitures essentielles dans la province, et que cette solution était particulièrement utile pour les résidents de collectivités plus rurales.

Les participants du groupe issu de l'Île-du-Prince-Édouard se sont également vu poser la question de savoir s'ils avaient récemment vu, lu ou entendu quoi que ce soit au sujet de Pêches et Océans Canada et de la gestion des pêches au Canada. Quelques-uns d'entre eux ont mentionné la récente annonce de ce ministère selon laquelle il entendait délivrer des permis de chasse au phoque à usage personnel aux pêcheurs du Nouveau-Brunswick et de l'Île-du-Prince-Édouard et ont dit croire que c'était la première fois que ce type de permis avait été délivré. Un petit nombre d'entre eux se souvenaient également avoir entendu parler de préoccupations relatives à un parasite connu sous le nom de sphère X multinucléée (MSX) menaçant actuellement l'industrie ostréicole. À la question de savoir si le gouvernement du Canada était, à leur avis, sur la bonne voie ou sur la mauvaise voie en matière de protection des pêches locales, la plupart des participants se sont dit incertains et ont indiqué ne pas en savoir assez sur ses activités dans ce dossier pour pouvoir formuler une opinion.

Les participants du groupe composé de résidents du Québec se disant soit climatofervents ou climatosceptiques se sont vu poser une question complémentaire au sujet du Programme des travailleurs étrangers temporaires (PTET). À la question de savoir s'ils avaient récemment vu, lu ou entendu quoi que ce soit au sujet de modifications apportées au PTET, un certain nombre de



participants disaient croire que des mesures avaient été prises pour réduire le nombre de particuliers entrant désormais au Canada dans le cadre de ce programme. Si certains participants estimaient que cette mesure augmenterait les possibilités d'emploi offertes aux Canadiens (et aux plus jeunes d'entre eux en particulier), un certain nombre d'entre eux se sont dit préoccupés par l'impact de cette mesure dans des secteurs (comme ceux de l'agriculture et des soins de santé) qui selon eux, étaient fortement tributaires de travailleurs étrangers temporaires (TET) pour remédier à des pénuries de main-d'œuvre.

Indicateurs économiques (climatofervents et climatosceptiques résidant au Québec, région de la Mauricie [Québec], Île-du-Prince-Édouard)

Les participants de trois groupes ont tenu des discussions approfondies portant sur des questions relatives aux taux d'intérêt, au taux de croissance économique, au chômage ainsi qu'à l'économie canadienne dans son ensemble.

Lorsqu'on leur a demandé s'ils avaient vu, lu ou entendu quoi que ce soit au sujet de la Banque du Canada ayant abaissé les taux d'intérêt, plusieurs ont répondu par l'affirmative. Les participants ayant entendu quelque chose à ce sujet avaient pour la plupart le sentiment que la Banque du Canada avait procédé à un certain nombre de réductions de son taux directeur au cours de la dernière année. Lorsqu'on leur a demandé en quoi une réduction des taux d'intérêt pourrait impacter leurs ménages respectifs, les participants ont exprimé des avis partagés. Si certains d'entre ceux qui prévoyaient renouveler leur prêt hypothécaire dans un avenir proche estimaient que cela pourrait avoir pour effet de réduire leurs paiements hypothécaires mensuels, la plupart d'entre eux n'étaient pas d'avis que cette mesure de la Banque du Canada puisse contribuer de manière concrète à améliorer leur situation financière actuelle. Un certain nombre d'entre eux étaient d'avis que des taux d'intérêt moins élevés ne contribueraient que très peu à remédier aux problèmes qu'ils considéraient comme étant les plus urgents auxquels ils étaient actuellement confrontés, dont la hausse des prix des produits d'épicerie et ce qu'ils percevaient comme étant une pénurie de logements abordables.

Quant à savoir s'ils avaient récemment entendu quoi que ce soit au sujet du taux d'inflation, et notamment de rapports selon lesquels l'inflation avait diminué au cours des derniers mois, les participants ayant affirmé avoir entendu quelque chose à ce sujet étaient moins nombreux que ceux ayant indiqué n'avoir rien entendu de la sorte. Afin de faciliter la discussion, les participants se sont vu informer que le taux d'inflation pour le mois d'août 2024 avait chuté à 2 pour cent (contre 2,5 pour cent pour le mois de juillet), atteignant ainsi l'objectif que s'était fixé la Banque du Canada. Si la plupart d'entre eux étaient d'avis qu'il s'agissait de nouvelles positives, très peu d'entre eux ont déclaré avoir remarqué une quelconque réduction des prix dans leur propre vie, et ces derniers disaient croire qu'un grand nombre de Canadiens étaient toujours confrontés à des difficultés liées au coût de la vie. Plusieurs participants étaient d'avis que même si le taux d'inflation global se stabilisait et se maintenait aux niveaux visés par la Banque du Canada dans les mois et les années à venir, il était peu probable que les entreprises rabaissent leurs prix à des niveaux qu'ils considéraient abordables pour les consommateurs.

Lors de discussions sur la question de savoir s'ils avaient entendu quoi que ce soit au sujet du taux de croissance économique du Canada, très peu de répondants ont répondu par l'affirmative. Afin de faciliter la discussion, les participants se sont vu présenter l'information suivante :

La croissance économique se mesure habituellement par le PIB. PIB est l'abréviation de « produit intérieur brut ». Le PIB mesure la valeur monétaire de biens et services finaux produits dans un pays au cours d'une période donnée. Le taux de croissance annualisé du PIB au Canada était de 2,1 % pour le dernier trimestre de 2024, soit nettement supérieur au taux de 1,5 % estimé par la Banque du Canada en juillet.

Réagissant à cette information, la plupart des participants étaient d'avis que, si ces nouvelles pouvaient être encourageantes pour l'économie canadienne et contribuer à renforcer la position du pays sur le marché économique mondial, on s'entendait tous pour dire que cela n'aurait qu'un impact minime dans la vie de chaque Canadien. Plusieurs d'entre eux étaient d'avis que, s'il est vrai que les entreprises canadiennes bénéficieraient d'un taux de croissance économique plus élevé, il était peu probable qu'une telle augmentation des recettes entraîne une augmentation des salaires au profit des travailleurs et une diminution des prix au bénéfice des consommateurs.

À la question de savoir s'ils avaient connaissance d'informations quelconques au sujet du taux de chômage au Canada, seul un petit nombre de participants ont répondu par l'affirmative. Ces derniers étaient à peu près aussi nombreux à déclarer avoir entendu dire que le taux de chômage avait chuté dernièrement que ceux qui étaient d'avis que le taux de chômage avait augmenté. En discutant de la situation sur le marché de l'emploi, bon nombre de participants estimaient que, bien que de nombreuses possibilités d'emploi soient offertes aux travailleurs canadiens, peu de ces emplois offraient un salaire-subsistance ou un horaire à temps plein. Un certain nombre d'entre eux disaient croire qu'un nombre croissant de Canadiens avaient commencé à estimer nécessaire de cumuler plusieurs emplois à temps partiel pour pouvoir continuer à joindre les deux bouts. En guise d'éclaircissements, les participants se sont vu informer que le taux de chômage était actuellement de 6,6 % contre 5,4 % en 2023 et 5,7 % en 2019, avant la pandémie de COVID-19. Plusieurs d'entre eux ont fait part de préoccupations en apprenant que le chômage était en hausse et ont dit avoir le sentiment que cela aurait probablement un impact particulièrement négatif sur les perspectives d'emploi de jeunes adultes, y compris de particuliers entrant sur le marché du travail à la fin de leurs études postsecondaires. Un certain nombre de participants estimaient que le gouvernement fédéral devait redoubler d'efforts pour créer davantage d'emplois bien rémunérés à l'intention des travailleurs canadiens et encourager les employeurs à augmenter les salaires qu'ils leur offrent.

À la question de savoir si l'un ou l'autre des indicateurs dont ils avaient discuté avait modifié leur opinion concernant l'orientation de l'économie canadienne et de leur propre avenir financier, la plupart des participants se disaient incertains. Si bon nombre d'entre eux jugeaient encourageant que des indicateurs tels que l'inflation soient en baisse, ils estimaient également qu'il faudrait attendre plusieurs années avant que cela ait un impact notable sur leur propre situation financière. Interrogés sur leurs prévisions concernant l'évolution du coût de la vie d'ici un an, la plupart d'entre eux estimaient que ce dernier serait soit légèrement inférieur, soit sensiblement le même. On avait espoir

que le gouvernement du Canada continue à déployer des efforts pour rendre la vie des ménages à faible et moyen revenu plus abordable et pour limiter le nombre de familles vivant d'un chèque de paie à l'autre et peinant à joindre les deux bouts.

Priorités et performance du gouvernement du Canada (London, Nouvelle-Écosse, ville de Québec)

Les participants de trois groupes ont pris part à une discussion portant sur les enjeux auxquels les Canadiens sont actuellement confrontés et sur leurs points de vue concernant la gestion du gouvernement fédéral quant à ces priorités. Invités à énumérer les principaux enjeux ou domaines auxquels le gouvernement fédéral devait, à leur avis, accorder la priorité à l'heure actuelle, les participants ont fourni un ensemble de réponses diverses et variées. Au nombre de ces enjeux, citons :

- Le coût de la vie — bon nombre de participants estimaient que le gouvernement du Canada devait en faire davantage pour remédier à la hausse du coût de la vie et répondre à des difficultés liées au coût de produits de première nécessité perçus comme étant élevé, dont les produits d'épicerie et l'essence, à la hausse du taux d'inflation ces dernières années, ainsi qu'aux taux d'intérêt plus élevés qu'à la normale;
- Le logement — plusieurs participants ont mentionné ce qu'ils considéraient comme étant une pénurie de logements abordables au sein de leurs collectivités. On estimait que les logements étaient devenus de plus en plus inabordables tant pour les propriétaires que pour les locataires, et que davantage devait être fait à tous les échelons du gouvernement pour augmenter l'offre de logements au sein des collectivités canadiennes et abaisser le coût des logements afin de rendre abordable l'accès à la propriété et à des logements locatifs, dans l'intérêt des Canadiens à faible et moyen revenu;
- Les soins de santé — un grand nombre de participants ont mentionné les soins de santé comme domaine devant davantage être priorisé par le gouvernement fédéral. On estimait que davantage devait être fait pour remédier aux problèmes que constituent les temps d'attente perçus comme étant longs avant de pouvoir obtenir des soins primaires ou d'urgence, les pénuries généralisées de médecins et d'infirmières dans plusieurs régions du pays, ainsi que le nombre insuffisant de médecins de famille et de cliniques sans rendez-vous dans bon nombre de collectivités au Canada. On était également d'avis qu'une plus grande priorité devait être accordée à des investissements supplémentaires en vue d'étendre les services de soins de santé aux personnes âgées et de veiller à ce que tous les Canadiens (y compris les personnes à faible revenu) aient accès aux médicaments vitaux dont ils ont besoin;
- L'immigration — Les participants considéraient en outre que l'immigration était devenue un enjeu de plus en plus préoccupant. On estimait que, pour bon nombre de collectivités, il était actuellement difficile d'accueillir le nombre plus élevé d'immigrants arrivés au Canada au cours des dernières années, et plusieurs d'entre eux se disaient préoccupés par le manque de

possibilités d'emploi et de logements nécessaires pour faire face à l'afflux de nouveaux arrivants. Quelques participants estimaient que le gouvernement du Canada devait en faire davantage pour rationaliser le processus de reconnaissance des titres de compétences étrangers et pour qu'il soit plus facile pour les immigrants de travailler dans leurs domaines de compétence. On était d'avis que l'adoption de cette mesure permettrait aux nouveaux immigrants d'apporter une contribution positive à l'économie canadienne dès leur arrivée et de se construire plus facilement une nouvelle vie au Canada;

- Le changement climatique — un certain nombre de participants considéraient qu'il fallait en faire davantage pour lutter contre le changement climatique et en atténuer les effets. Ces derniers estimaient que le changement climatique constituait l'une des problématiques les plus urgentes auxquelles les Canadiens étaient actuellement confrontés et qu'il était nécessaire d'agir plus urgemment dans ce dossier;
- L'aide internationale — quelques participants estimaient que le gouvernement fédéral devait jouer un plus grand rôle sur la scène internationale, et plus particulièrement en ce qui concerne l'aide apportée à des civils éprouvés par de violents conflits, dont ceux du Moyen-Orient.

Lorsqu'on leur a expressément demandé si le coût de la vie constituait, à leurs yeux, un enjeu prioritaire sur lequel le gouvernement du Canada devait se concentrer, tous les participants ont répondu par l'affirmative. À la question de savoir s'ils se souvenaient de quelconques mesures ou initiatives du gouvernement fédéral visant à faire face au coût de la vie, les participants ont mentionné un éventail de programmes de soutien à l'intention des Canadiens. Au nombre de celles-ci, citons la création d'un régime national d'assurance médicaments, le Régime canadien de soins dentaires (RCSD), la Remise canadienne sur le carbone (RCC), la Prestation canadienne pour les personnes handicapées, ainsi que le crédit trimestriel pour la TPS/TVH. Quelques participants ont rappelé le versement d'un supplément unique de 500 \$ à l'Allocation canadienne pour le logement dans le but de venir en aide aux locataires à faible revenu, ainsi que le remboursement unique pour l'épicerie versé aux Canadiens admissibles en juillet 2023.

Quant à savoir s'ils estimaient que le gouvernement fédéral était sur la bonne voie ou sur la mauvaise voie concernant les mesures et initiatives qu'il prenait pour réduire le coût de la vie, si la quasi-totalité des participants était d'avis qu'il faisait fausse route, un plus petit nombre d'entre eux ont exprimé des opinions plus neutres ou incertaines. En citant des mesures que pourrait, à leur avis, prendre le gouvernement fédéral pour améliorer sa gestion du coût de la vie, bon nombre de participants estimaient que davantage devait être fait pour stabiliser et réduire le coût des produits d'épicerie, et pour instaurer une réglementation et une supervision plus rigoureuse à l'intention des principales chaînes d'épicerie. On estimait également que davantage devait être fait pour intensifier la concurrence dans des secteurs perçus comme étant actuellement monopolisés par une poignée de grandes entreprises comme celui des télécommunications. Les participants ont également suggéré que le gouvernement du Canada prenne des mesures supplémentaires pour accroître l'offre de logements, en construisant des ensembles résidentiels appartenant à l'État, l'exonération de remboursement du prêt d'études pour les particuliers actuellement accablés par des dettes d'études,

et qu'il accorde des allègements fiscaux aux ménages à faible et moyen revenu ayant du mal à joindre les deux bouts.

Protection du consommateur (London, Nouvelle-Écosse, ville de Québec)

Les participants de trois groupes ont tenu des discussions portant sur le coût de la vie et les mesures que prenait le gouvernement pour protéger les consommateurs. À la question de savoir comment ils qualifieraient le coût de la vie actuel, tous les participants étaient d'avis qu'il était exceptionnellement élevé et un certain nombre d'entre eux disaient croire que de nombreux ménages peinaient à assumer le coût de produits de première nécessité comme les produits d'épicerie et l'essence. Lorsqu'on leur a demandé dans quelle mesure ils estimaient que la hausse des coûts était imputable au secteur privé et aux entreprises (le cas échéant), la quasi-totalité d'entre eux était d'avis que les entreprises et les sociétés étaient en grande partie responsables de l'augmentation du coût de la vie à laquelle sont confrontés les consommateurs canadiens. S'il était admis que les problèmes connus au cours des dernières années, à savoir la pandémie de COVID-19 et les interruptions signalées dans la chaîne d'approvisionnement mondiale, avaient également favorisé la hausse des prix, bon nombre de participants ont dit croire que les entreprises et les sociétés avaient invoqué ces problèmes pour justifier l'augmentation de leurs prix à des niveaux exceptionnellement élevés et comme moyen de réaliser des profits additionnels.

Lorsqu'on leur a demandé s'ils se sentaient suffisamment protégés au Canada en tant que consommateurs, la plupart des participants ont répondu par la négative. À la question de savoir s'ils connaissaient leurs droits en tant que consommateurs ou s'il existait, à leur connaissance, des règles ou règlements qu'étaient tenues de respecter les entreprises dans des domaines comme ceux de la tarification ou de la protection du consommateur, peu de participants ont répondu par l'affirmative. Parmi le plus petit nombre de participants affirmant connaître certains de ces règlements, quelques-uns disaient croire qu'une charte des droits des passagers aériens avait été créée par le gouvernement fédéral, tandis que d'autres avaient le sentiment que des règlements avaient également été mis en œuvre pour sévir contre les pratiques potentiellement anticoncurrentielles de grandes entreprises dans des secteurs comme celui des télécommunications. Quelques-uns d'entre eux avaient également l'impression que lorsque les consommateurs souhaitaient déposer une plainte concernant les pratiques de certaines entreprises, ils avaient la possibilité de le faire auprès du Bureau de la consommation qui était, selon eux, habilité à défendre les intérêts des consommateurs canadiens.

À la question de savoir s'ils avaient confiance en la capacité du gouvernement du Canada à protéger leurs droits et intérêts en tant que consommateurs, très peu de participants ont répondu par l'affirmative. Si la plupart des participants étaient d'avis que le gouvernement fédéral disposait de mécanismes lui permettant de réglementer davantage le comportement des grandes entreprises et sociétés, ils estimaient que peu d'efforts avaient été déployés pour protéger les consommateurs

canadiens au cours des dernières années. Un certain nombre d'entre eux étaient d'avis que, bien que le gouvernement fédéral ait pris certaines mesures, dont la convocation des dirigeants des principales chaînes d'épicerie au Parlement pour discuter de moyens de stabiliser les prix des produits d'épicerie, cela n'avait pas entraîné de réduction notable des prix à la consommation. Si la plupart des participants estimaient que le gouvernement fédéral devait en faire davantage pour aider les consommateurs et instaurer une réglementation plus stricte à l'égard des grandes entreprises, quelques-uns d'entre eux étaient d'avis qu'il y avait des limites à ce qui pouvait être fait sans entraver le bon fonctionnement du marché libre.

En discutant de mesures particulières qu'ils souhaiteraient que prenne le gouvernement du Canada pour mieux protéger les consommateurs, plusieurs participants considéraient que davantage devait être fait pour accroître la concurrence au sein du marché canadien et plus particulièrement dans des secteurs comme celui des communications, considérés comme étant actuellement dominés par une poignée de grandes entreprises. Quelques participants ont également suggéré que des mesures soient prises pour plafonner les prix pouvant être facturés pour des produits de première nécessité (comme les produits d'épicerie et le loyer), afin de s'assurer que tous les Canadiens peuvent assumer le coût des produits de première nécessité dont ils ont besoin pour leur subsistance.

Lorsqu'on leur a demandé s'ils avaient vu, lu ou entendu quoi que ce soit au sujet de quelconques mesures prises par le gouvernement du Canada pour faire face à la hausse du prix des produits d'épicerie, si quelques participants ont mentionné le versement, en 2023, d'un remboursement unique pour l'épicerie aux Canadiens admissibles, aucune autre initiative n'a pu être citée. À la question de savoir s'ils avaient connaissance de quelconques mesures du gouvernement fédéral visant à réduire les prix à la consommation dans des domaines autres que celui des produits d'épicerie, un petit nombre de participants ont dit croire qu'il s'était employé, au cours des dernières années, à réduire les coûts liés à la téléphonie mobile et aux données dans l'intérêt des Canadiens, et étaient d'avis que des progrès avaient été réalisés en ce sens.

Lorsqu'on leur a demandé si le gouvernement du Canada était à leur avis sur la bonne voie pour ce qui est de remédier à ces enjeux, la plupart d'entre eux disaient incertains et ignoraient en grande partie les mesures qu'il avait prises en ce sens. Afin de faciliter la discussion, les participants se sont vu présenter une série de mesures et d'initiatives annoncées par le gouvernement fédéral visant à protéger les droits des consommateurs et à réduire les prix à la consommation. Au nombre de celles-ci, citons :

- *Le renforcement de la Loi sur la concurrence : modifications apportées à la Loi sur la concurrence dans le but d'augmenter la capacité du Bureau de la concurrence à mettre un terme aux pratiques commerciales déloyales et aux comportements anticoncurrentiels et à imposer des pénalités plus sévères aux entreprises abusant de leur position dominante sur le marché;*
- *La création du Code de conduite des épiciers : travail en collaboration avec les provinces, les territoires et les épiciers afin d'élaborer un code de conduite des épiciers établissant de nouvelles règles que seront tenus d'observer les détaillants en alimentation quant aux frais qu'ils sont en droit de facturer à leurs fournisseurs et au mode de résolution de litiges auquel ils devront se conformer. Les cinq grands épiciers canadiens ont approuvé son adoption;*



- *La prise de mesures strictes visant à réduire les frais cachés que paient les Canadiens et à rendre plus abordables les services bancaires, les forfaits Internet et les forfaits de téléphonie mobile;*
- *La prise de mesures strictes contre les prêts abusifs — les prêteurs abusifs profitent souvent de certaines des personnes les plus vulnérables au sein de nos collectivités, en accordant des prêts à taux d'intérêt très élevés. Le gouvernement du Canada entend sévir contre les prêts à conditions abusives en apportant des modifications au Code criminel afin d'abaisser le taux d'intérêt annuel illégal de 47 % au taux annuel en pourcentage de 35 % d'ici le début de l'année prochaine;*
- *L'adoption de mesures supplémentaires pour renforcer les pouvoirs de l'Office des transports du Canada, en responsabilisant davantage les compagnies aériennes et en veillant à ce que les passagers soient équitablement indemnisés en cas de retards et d'annulations.*

Les participants se sont ensuite prêtés à un exercice dans le cadre duquel ils ont été invités à choisir deux mesures qui seraient, à leur avis, efficaces en matière de protection des consommateurs et de réduction des prix à la consommation. Dans l'ensemble, les participants ont exprimé le plus grand soutien à la création d'un code de conduite des épiceries. De l'avis général, le coût élevé des produits d'épicerie constituait un problème touchant actuellement un grand nombre de familles et, en prenant cette mesure, le gouvernement fédéral pourrait contribuer de manière tangible à rendre les produits d'épicerie plus abordables dans l'intérêt de l'ensemble des Canadiens. Les participants se sont également montrés très favorables à l'initiative visant à renforcer la *Loi sur la concurrence*. On s'attendait à ce que l'adoption de cette mesure permette d'accroître la concurrence dans de nombreux secteurs et se traduise vraisemblablement par une offre plus large et des prix plus bas dans l'intérêt des consommateurs. Quelques participants étaient d'avis que cette mesure pourrait également contribuer à accroître la viabilité de plus petites entreprises en faisant en sorte qu'il leur soit plus facile de concurrencer les plus grandes entreprises dans leur secteur d'activité.

Un plus petit nombre d'entre eux ont choisi les mesures visant à adopter des mesures strictes contre les frais cachés que facturent les banques et les entreprises de télécommunications et à sévir contre les pratiques consistant à accorder des prêts abusifs. Concernant la première mesure, on était d'avis que les frais cachés étaient devenus monnaie courante dans plusieurs secteurs (en plus des secteurs bancaire et des télécommunications) et que toute mesure pouvant être prise pour réduire ou éliminer ces frais constituerait un pas dans la bonne direction. De même, bon nombre de participants considéraient comme étant de plus en plus préoccupante la pratique des prêts à conditions abusives, estimant qu'il était important que le gouvernement fédéral prenne des mesures pour s'assurer que les prêteurs ne profitent pas de ceux qui peinent actuellement à faire face au coût de la vie. Très peu de participants ont choisi l'initiative visant à renforcer les droits des passagers aériens.

En discutant des types de renseignements qu'ils seraient les plus susceptibles de rechercher pour en apprendre davantage au sujet des mesures prises par le gouvernement du Canada pour réduire les prix à la consommation et mieux protéger les consommateurs, plusieurs ont dit souhaiter la création d'un site Web centralisé ou d'une application numérique au moyen desquels ils pourraient rapidement s'informer sur leurs droits en tant que consommateurs et savoir à qui s'adresser lorsqu'ils estimaient que leurs droits n'avaient pas été respectés. Il a été suggéré que ces renseignements soient répartis par secteur d'activité pour faciliter la navigation. Un certain nombre d'entre eux souhaitait également

en apprendre davantage sur les moyens de se protéger en tant que consommateurs et se voir fournir des suggestions pour épargner plus d'argent à l'avenir. On estimait que l'obtention de tels renseignements permettrait davantage aux particuliers de s'orienter sur le marché de la consommation et de réduire le coût de leur propre vie. En discutant des sources qu'ils consulteraient pour obtenir ces renseignements, les participants ont mentionné les sites Web officiels du gouvernement, des moteurs de recherche comme Google, des plateformes de médias sociaux ainsi que les renseignements obtenus de bouche à oreille par des amis ou des membres de la famille ayant des connaissances dans ce domaine.

À la question de savoir si, après avoir discuté des initiatives que prenait le gouvernement du Canada pour protéger les consommateurs et faire face à la hausse du coût de la vie, les participants estimaient que ces efforts contribueraient à rendre leur vie ainsi que celle de leur famille plus abordable, la plupart d'entre eux ont répondu par l'affirmative. Plusieurs d'entre eux s'attendaient à ce que les mesures visant à faire face à la hausse du coût des produits d'épicerie et à accroître la concurrence sur le marché canadien s'avèrent particulièrement efficaces pour la création d'une économie plus équitable et abordable. Un certain nombre d'entre eux étaient toutefois d'avis que l'impact de ces initiatives dépendrait essentiellement de l'efficacité de leur mise en œuvre, ainsi que de la mesure dans laquelle les grandes entreprises et les sociétés seraient tenues responsables du respect de ces nouvelles règles et règlements établis par le gouvernement fédéral.

Immigration (régions urbaines de l'Alberta et du Manitoba, régions rurales de l'Ontario, région de la Mauricie [Québec], île de Vancouver, Île-du-Prince-Édouard)

Les participants de cinq groupes ont tenu des discussions portant sur l'immigration et l'état actuel du système d'immigration canadien. Lorsqu'on leur a demandé s'ils avaient récemment vu, lu ou entendu quoi que ce soit au sujet de l'immigration, les participants ont mentionné un ensemble de mesures et d'initiatives du gouvernement du Canada. Plusieurs se souvenaient avoir entendu dire qu'Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada (IRCC) avait annoncé la mise en place d'un plafond d'admission pour les demandes de permis d'études d'étudiants étrangers en 2024 et 2025, ainsi que la limitation à 24 heures par semaine du nombre d'heures pendant lesquelles les étudiants étrangers peuvent travailler hors campus. Les participants se souvenaient également qu'IRCC avait annoncé que les particuliers entrés au Canada avec des visas de visiteur ne pourraient plus demander de permis de travail pendant qu'ils sont encore au pays. Également en lien avec l'immigration, un certain nombre de participants résidant en Alberta et au Manitoba se souvenaient de mesures prises par le gouvernement du Canada ces dernières années pour accueillir et héberger les citoyens ukrainiens cherchant à fuir le conflit sévissant dans leur pays. Parmi ceux qui n'avaient aucune connaissance de mesures prises en lien avec l'immigration, plusieurs participants disaient croire que le taux d'immigration avait été plus

élevé qu'à la normale au cours des dernières années et que cela avait eu pour effet d'accroître la pression exercée dans des secteurs comme ceux du logement et des soins de santé.

À la question de savoir comment ils qualifieraient l'état général actuel du système d'immigration canadien, si la plupart d'entre eux se sont dit en faveur de l'immigration de manière plus générale, bon nombre de participants considéraient que le système actuel était « défaillant » et estimaient qu'il y avait beaucoup à faire pour l'améliorer. Un grand nombre d'entre eux étaient d'avis que trop d'immigrants avaient été admis au Canada au cours des dernières années et qu'il n'y avait pas assez de logements et de possibilités d'emploi pour répondre aux besoins de ces nouveaux venus. On estimait que la pression perçue exercée sur les services et les infrastructures qu'on croyait attribuable aux taux d'immigration plus élevés des dernières années avait un impact négatif à la fois sur les particuliers vivant déjà au Canada et sur les nouveaux arrivants. Plusieurs participants étaient d'avis que le gouvernement fédéral devait accorder une plus grande importance au recrutement d'immigrants qualifiés au Canada, en s'attachant plus particulièrement à accueillir des particuliers possédant une formation et une expérience dans des secteurs connaissant actuellement une pénurie de main-d'œuvre (comme ceux des soins de santé, de l'éducation et de la construction). Un plus petit nombre d'entre eux se sont exprimés en termes positifs au sujet de l'immigration à l'heure actuelle. Ces derniers estimaient que bon nombre de nouveaux arrivants accueillis ces dernières années étaient venus au Canada pour fuir des situations dangereuses dans leur pays d'origine et qu'il était important que le gouvernement fédéral fasse tout en son pouvoir pour venir en aide aux personnes dans le besoin.

Lorsqu'on leur a demandé s'ils estimaient qu'en matière d'immigration, le gouvernement du Canada était sur la bonne voie, très peu d'entre eux ont répondu par l'affirmative. Bon nombre d'entre eux ont réitéré leurs préoccupations concernant le taux d'immigration qu'ils percevaient comme ayant étant élevé au cours des dernières années et ne croyaient pas que la situation puisse perdurer. On estimait que si un taux élevé d'immigration était maintenu, bon nombre de collectivités canadiennes seraient en définitive incapables de répondre aux besoins de leurs résidents et que cela pourrait entraîner des pénuries en matière d'emploi, de logements abordables et de services essentiels, dont les soins de santé et l'éducation. Un certain nombre d'entre eux se disaient préoccupés par l'impact qu'un fort taux d'immigration pourrait avoir sur le coût de la vie et l'accès aux ressources offertes par leur collectivité, et par les répercussions que cela pourrait avoir sur leur propre vie ainsi que sur celle de leurs enfants. Parmi le plus petit nombre de participants estimant que le gouvernement du Canada était sur la bonne voie en matière d'immigration, un certain nombre de participants ont parlé en termes positifs au sujet de ce qu'ils considéraient comme étant les mesures qu'il avait récemment prises pour restreindre le nombre de nouveaux arrivants au Canada, et ce, dans l'objectif de stabiliser le système d'immigration à l'avenir. On estimait que les efforts du gouvernement fédéral spécifiquement liés au plafonnement du nombre de nouveaux arrivants entrant au pays avec un permis d'études pour étudiants étrangers ou un visa de travailleur étranger temporaire constituaient des pas importants dans la bonne direction.

Les participants résidant dans la région de la Mauricie, au Québec, se sont vu poser quelques questions complémentaires portant sur les avantages et inconvénients d'accueillir de nouveaux immigrants. Énumérant les potentiels avantages, bon nombre d'entre eux se sont focalisés sur les

contributions qu'apporteraient de nouveaux immigrants à l'économie canadienne. On estimait que bon nombre d'immigrants possédaient des compétences et une expérience utiles pouvant immédiatement contribuer à l'économie canadienne et combler les pénuries de main-d'œuvre dans de nombreux secteurs d'importance. En se focalisant plus particulièrement sur l'immigration au Québec, un certain nombre de participants estimait en outre que le recrutement d'un plus grand nombre d'immigrants francophones contribuerait grandement à promouvoir et à renforcer l'usage continu du français au sein de la société québécoise.

Invités à faire part des préoccupations qu'ils pouvaient avoir concernant l'accueil de nouveaux immigrants, un certain nombre d'entre eux étaient d'avis que des efforts devaient être déployés pour s'assurer que les nouveaux arrivants aient un accès adéquat à des possibilités d'emploi, à un logement et à d'autres services, et éviter que les collectivités peinent à gérer des populations plus nombreuses. Certains participants craignaient qu'il puisse être difficile pour les immigrants de s'intégrer à des communautés majoritairement francophones et que cela puisse entraîner la formation de communautés d'immigrants isolées n'ayant aucune affinité avec la société québécoise dans son ensemble. À la question de savoir comment le gouvernement du Canada devrait s'y prendre pour répondre à ses préoccupations, plusieurs participants estimaient que davantage devait être fait pour faire en sorte que les nouveaux immigrants aient accès aux ressources dont ils ont besoin (formation linguistique, aide sociale et possibilités d'emploi) pour pouvoir convenablement s'intégrer à leurs nouvelles collectivités dès leur arrivée. Quelques-uns d'entre eux étaient d'avis que chaque province et territoire devrait pouvoir contribuer dans une plus large mesure à l'établissement d'objectifs en matière d'immigration. Ces participants estimaient que les gouvernements provinciaux et territoriaux seraient plus susceptibles d'avoir une meilleure compréhension de leurs besoins économiques et sociaux et de leurs capacités d'accueil.

La question de savoir s'ils estimaient que trop, trop peu ou un nombre à peu près convenable d'immigrants étaient admis au Canada a été posée aux participants de tous les cinq groupes. Dans l'ensemble, ceux qui estimaient que trop d'immigrants étaient admis au Canada étaient plus nombreux que ceux qui étaient d'avis que le taux d'immigration était à peu près convenable. Après s'être vu informer que le gouvernement du Canada avait pour objectif d'accueillir 485 000 nouveaux immigrants, les participants ont été interrogés à savoir si ce nombre devait être augmenté, diminué ou demeurer à peu près le même en 2025. La plupart d'entre eux étaient d'avis que ce nombre devait être diminué, et un plus petit nombre de participants estimait que l'immigration devait être maintenue à son niveau actuel.

À la question de savoir quels seraient, à leur avis, les impacts économiques et sociaux d'une diminution du taux d'immigration sur le Canada, plusieurs d'entre eux estimaient que grâce à cette approche, les collectivités canadiennes disposeraient de plus de temps pour augmenter la capacité de leurs logements et de leurs infrastructures respectifs afin de pouvoir accueillir un plus grand nombre d'immigrants à l'avenir. Bon nombre de participants étaient d'avis que pour offrir le meilleur soutien aux nouveaux immigrants, il faudrait d'abord s'assurer d'avoir suffisamment de ressources et de services en place pour pouvoir répondre à leurs besoins et s'assurer qu'ils soient financièrement en mesure d'acquiescer une indépendance financière. Un certain nombre de participants prévoyait qu'une



réduction du taux d'immigration entraînerait à court terme une plus faible productivité économique et craignaient que cette mesure n'entraîne d'éventuelles pénuries de main-d'œuvre dans plusieurs régions du pays. On était toutefois d'avis qu'une réduction du taux d'immigration favoriserait la création d'une économie nationale plus résiliente à long terme en ceci qu'elle obligerait les entreprises à dépendre davantage de travailleurs canadiens et augmenterait probablement, en nombre et en qualité, les possibilités d'emploi offertes aux personnes vivant déjà au Canada.

Les participants se sont ensuite prêtés à un exercice dans le cadre duquel ils se sont vu présenter deux énoncés à la fois et inviter à choisir lesquels seraient les plus probables si le Canada décidait de réduire le nombre de nouveaux immigrants en 2025. Les deux premiers énoncés présentés aux participants étaient les suivants :

Le logement deviendra plus abordable.

Des pénuries de main-d'œuvre ralentiront la construction de logements.

Dans l'ensemble, les participants estimant que les logements deviendraient plus abordables étaient à peu près aussi nombreux que ceux qui étaient d'avis que des pénuries de main-d'œuvre ralentiraient la construction de logements. Parmi ceux qui estimaient que le logement deviendrait plus abordable, on était d'avis qu'une limitation du taux d'immigration entraînerait une diminution de la demande sur le marché du logement et qu'elle contribuerait par conséquent à rendre le logement plus abordable à long terme. Dans le même ordre d'idées, quelques-uns d'entre eux disaient croire que les récentes mesures prises pour plafonner le nombre d'étudiants étrangers admis au Canada avaient déjà contribué à diminuer les tarifs de location et à augmenter l'offre de logements locatifs dans leurs collectivités respectives. Plusieurs participants étaient toutefois d'avis que l'abordabilité des logements était un enjeu qui dépendait d'une multitude de facteurs en plus de l'immigration, et estimaient que si une réduction du nombre de nouveaux arrivants pouvait s'avérer quelque peu utile à cet égard, elle ne suffirait pas à elle seule à rendre les logements plus abordables au sein des collectivités canadiennes.

Un certain nombre de participants se disant d'accord avec le deuxième énoncé disaient croire que le secteur de la construction était déjà largement tributaire de travailleurs étrangers et s'attendaient à ce qu'une réduction du taux d'immigration contribue, à court terme, à freiner de manière significative la construction de nouveaux logements. On estimait qu'en adoptant cette approche, le gouvernement devrait faire un effort concerté pour encourager un plus grand nombre de Canadiens à envisager une carrière dans la construction ou les corps de métier. Quelques-uns d'entre eux étaient d'un autre avis, estimant que s'il était possible qu'une réduction de l'immigration ralentisse quelque peu la construction, d'autres problèmes (comme les formalités administratives relatives aux types et aux quantités de logements pouvant être construits dans des collectivités données) avaient un impact plus important dans ce contexte.

La deuxième paire d'énoncés présentée aux participants était la suivante :

Les temps d'attente pour obtenir des soins de santé deviendront plus courts.

Les temps d'attente pour obtenir des soins de santé deviendront plus longs en raison de pénuries de main-d'œuvre.

La plupart des participants estimaient que le deuxième énoncé prévoyant que les temps d'attente pour obtenir des soins des temps d'attente deviendront plus longs en raison de pénuries de main-d'œuvre constituait la conséquence la plus probable d'une réduction de l'immigration. Un certain nombre de ces participants disaient croire qu'une proportion importante des travailleurs de la santé œuvrant au sein de leurs collectivités étaient des immigrants, et qu'une réduction future du taux d'immigration entraînerait une diminution du nombre de médecins et d'infirmières formés à l'étranger venant travailler au Canada à l'avenir. On estimait que le système de soins de santé dans plusieurs régions du pays était déjà confronté à des pénuries de travailleurs généralisées et qu'une réduction du taux d'immigration serait susceptible d'exacerber ce problème. Un certain nombre de participants disaient croire que la mesure la plus efficace que pourrait prendre le gouvernement du Canada pour réduire les temps d'attente pour obtenir des soins de santé consisterait à rationaliser le processus de reconnaissance des titres de compétences étrangers afin de permettre à un plus grand nombre de nouveaux immigrants possédant une formation et une éducation dans le domaine des soins de santé de travailler dans leur domaine de compétence. Parmi le petit nombre de participants jugeant plus plausible le premier énoncé, certains étaient d'avis que le taux élevé d'immigration des dernières années avait accru la demande en services de soins de santé et qu'une diminution du nombre de nouveaux arrivants au Canada contribuerait à ramener cette demande à un niveau qu'elles considéraient comme plus soutenable. Quelques participants étaient en désaccord avec les deux énoncés. Ces derniers estimaient que l'immigration n'avait qu'un impact limité sur les temps d'attente pour obtenir des soins de santé et que dans tous les cas, une diminution du taux d'immigration contribuerait peu à remédier à ce problème.

Les participants se sont ensuite vu présenter une série d'énoncés un à la fois, et on leur a demandé s'ils étaient d'accord, en désaccord ou sans opinion sur le point de vue exposé dans chacun d'eux. Les énoncés présentés aux participants étaient les suivants :

Une réduction de l'immigration pourrait entraîner un ralentissement de la croissance économique.

Dans l'ensemble, presque tous les participants se disaient d'accord avec cet énoncé. Plusieurs d'entre eux étaient d'avis qu'une diminution du nombre d'immigrants venant au Canada entraînerait probablement une baisse de la production économique, car les travailleurs dont disposeraient les entreprises seraient alors moins nombreux. On était d'avis que les immigrants apportaient également une contribution importante à l'économie en tant que consommateurs, et qu'advenant une diminution du nombre d'immigrants, les revenus des entreprises s'en trouveraient probablement diminués. Un certain nombre de participants ont exprimé une opinion plus nuancée, estimant que, s'il était possible qu'une réduction de l'immigration entraîne une diminution de la croissance économique globale et d'indicateurs comme le produit intérieur brut (PIB) du Canada, la situation économique personnelle de nombreux Canadiens pourrait s'améliorer, car ces derniers auraient probablement plus facilement accès à des emplois bien rémunérés et la concurrence en matière d'emploi de la part de travailleurs formés à l'étranger serait moindre. Parmi le petit nombre de participants se disant en désaccord avec cet énoncé, quelques-uns disaient croire que bon nombre de nouveaux arrivants au Canada avaient du mal à trouver du travail et que cela avait eu pour effet d'accroître la demande en services et en aides financières tant à l'échelon fédéral que provincial. Dans cette optique, on estimait qu'une réduction du

taux d'immigration pourrait contribuer à une économie plus efficiente, ainsi qu'à réduire le taux de chômage en général.

Les Canadiens pourraient devoir attendre plus longtemps avant de prendre leur retraite advenant une réduction du taux d'immigration.

Très peu de participants se sont dit d'accord avec cet énoncé. De l'avis général, si une diminution du taux d'immigration risquait d'entraîner des pénuries de main-d'œuvre en raison du plus grand nombre prévu de Canadiens devant prendre leur retraite dans les années à venir, celle-ci n'aurait aucune incidence sur les projets de retraite de ces personnes. On était d'avis que si certains pouvaient se sentir obligés de travailler plus longtemps en l'absence de travailleurs pour les remplacer, la retraite était avant tout une décision individuelle n'ayant rien à voir avec le taux d'immigration. Parmi le petit nombre de participants se disant d'accord avec cet énoncé, quelques-uns estimaient qu'avec un plus petit nombre de nouveaux arrivants cotisant à des programmes comme le Régime de pensions du Canada (RPC) et la Sécurité de la vieillesse (SV), les Canadiens pourraient plus difficilement se permettre de prendre leur retraite à l'avenir en raison d'un manque potentiel de fonds pour financer ces programmes.

Une réduction de l'immigration pourrait entraîner une diminution des recettes fiscales, ce qui se traduirait par moins d'argent pour le financement de programmes et de services.

Le nombre de participants se disant d'accord avec cet énoncé était à peu près égal à celui des participants se disant d'un autre avis. Parmi ceux qui se disaient d'accord, plusieurs participants estimaient que tout portait à croire qu'une assiette fiscale réduite aurait pour effet de réduire les fonds disponibles au financement de programmes et de services destinés aux Canadiens. Si bon nombre de participants se disant d'un autre avis s'attendaient à ce que les recettes fiscales diminuent à court terme en raison d'une diminution du taux d'immigration, la plupart des participants étaient d'avis que cette situation serait probablement contrebalancée par une diminution correspondante du nombre de particuliers venant s'installer au Canada et bénéficiant de programmes et de services fédéraux. Un certain nombre d'entre eux ont exprimé des opinions plus incertaines, estimant que l'immigration, les recettes fiscales ainsi que la prestation de programmes et de services étaient toutes étroitement liées, et qu'il était difficile de prédire quels seraient en définitive les impacts d'une réduction du taux d'immigration.

Une réduction du taux d'immigration pourrait entraîner une diminution des recettes fiscales, ce qui signifie que les gouvernements pourraient devoir augmenter les impôts.

La quasi-totalité des participants était en désaccord avec cet énoncé. Plusieurs d'entre eux estimaient que, plutôt que d'augmenter les impôts, tous les paliers de gouvernement devraient s'efforcer de réduire leurs propres dépenses afin de compenser toute diminution des recettes fiscales résultant d'un taux d'immigration plus faible. Quelques participants étaient d'avis que les dépenses publiques aux niveaux provincial et fédéral étaient déjà assez élevées et que tous les paliers de gouvernement devraient chercher à réduire leurs dépenses, quel que soit le taux d'immigration.

Une réduction du taux d'immigration pourrait entraîner des pénuries de main-d'œuvre.

Très peu de participants étaient d'accord avec cet énoncé. Plusieurs d'entre eux ont réitéré leurs préoccupations concernant les pénuries de main-d'œuvre actuelles dans des secteurs d'activité essentiels comme ceux de la santé, de l'agriculture et de la construction, estimant qu'une réduction du taux d'immigration accentuerait ces pénuries. Sans être nécessairement en désaccord avec cette affirmation, certains espéraient qu'une réduction du taux d'immigration amènerait les employeurs à offrir des salaires plus concurrentiels aux travailleurs canadiens du fait qu'il y aurait moins de travailleurs à qui faire appel.

À la question de savoir si, advenant une réduction des taux d'immigration, cette réduction devait se faire à court terme ou à long terme, la plupart des participants étaient d'avis qu'il devrait s'agir d'une initiative à court terme. Ces derniers estimaient pour la plupart que l'immigration procurait des avantages socioéconomiques aux Canadiens et que de nouveaux immigrants pourraient être accueillis en plus grand nombre et de façon plus positive une fois que le pays serait mieux préparé à les accueillir. Lorsqu'on leur a demandé ce qu'ils entendaient par « court terme », la plupart d'entre eux étaient d'avis que ce terme désignait une période de 2 à 5 ans. Parmi le petit nombre de participants estimant qu'une réduction du taux d'immigration était nécessaire pendant une période prolongée, on était d'avis que compte tenu du taux d'immigration disproportionnellement élevé observé ces dernières années, les collectivités mettraient énormément de temps (probablement entre 10 et 20 ans) à accroître leur capacité à fournir suffisamment de logements, de possibilités d'emploi et de services sociaux pour répondre aux besoins d'un grand nombre de nouveaux arrivants à l'avenir.

En discutant des mesures supplémentaires qui devraient être prises pour que le taux d'immigration augmente à nouveau, les participants ont fourni un éventail de suggestions. Un certain nombre d'entre eux estimaient que les nouveaux arrivants devaient être mieux répartis à travers le pays. On estimait qu'un nombre important de nouveaux arrivants choisissaient actuellement de résider dans les principaux centres du pays que sont Toronto, Montréal et Vancouver et que cela avait eu pour effet d'accentuer la pression exercée sur le marché du logement et d'augmenter le coût de la vie dans ces villes. On était également d'avis qu'une plus grande priorité devait être accordée au recrutement et à l'arrivée d'immigrants possédant des compétences et une formation qui leur permettraient de contribuer immédiatement à des secteurs d'activité à forte demande à l'intérieur du pays. Les participants estimaient que le gouvernement du Canada devait collaborer avec chacun des gouvernements provinciaux et territoriaux pour déterminer quels sont les besoins particuliers de chaque administration dans ce contexte. Quelques-uns d'entre eux étaient également d'avis qu'il leur faudrait d'abord constater une réduction manifeste du taux d'itinérance et de chômage au sein de leurs collectivités avant de se sentir prêts à accueillir de nouveaux arrivants.

Assurance médicaments (île de Vancouver)

Les participants résidant dans l'île de Vancouver ont tenu une discussion concernant les récentes mesures que le gouvernement du Canada avait prises dans l'objectif d'instaurer un programme national d'assurance médicaments. Lorsqu'on leur a demandé d'énumérer les principales problématiques en matière de soins de santé nécessitant une plus grande attention de la part du

gouvernement fédéral, bon nombre de participants ont mentionné les longs temps d'attente avant de pouvoir obtenir des soins primaires et d'urgence comme étant des enjeux importants à l'heure actuelle. Un certain nombre d'entre eux ont indiqué avoir personnellement eu du mal à obtenir des soins de santé dans leur collectivité, citant des difficultés relatives à l'obtention d'un médecin de famille et à un manque de cliniques sans rendez-vous dans leur région. À la question de savoir si l'objectif de rendre les médicaments sur ordonnance plus abordables constituait une priorité importante sur laquelle le gouvernement du Canada devait se focaliser, tous les participants ont répondu par l'affirmative. De l'avis général, tous les Canadiens (et à plus forte raison ceux qui sont atteints de maladies potentiellement mortelles) devraient avoir accès aux médicaments sur ordonnance dont ils ont besoin à un coût minime, voire gratuitement.

Invités à décrire la situation actuelle au Canada concernant la couverture des médicaments sur ordonnance, plusieurs participants estimaient que si les médicaments d'ordonnance étaient relativement abordables pour les personnes qui bénéficiaient de prestations de maladie par l'intermédiaire de leur employeur, ils pouvaient s'avérer très onéreux pour celles qui n'étaient pas couvertes par une telle assurance. On estimait qu'il s'agissait d'un problème touchant plus particulièrement les personnes à faible revenu souffrant de maladies chroniques pouvant se voir contraintes de choisir entre le paiement de produits de première nécessité, dont des produits d'épicerie, et le paiement de médicaments sur ordonnance d'importance vitale. En décrivant ce qu'ils considéraient comme étant les plus grandes difficultés auxquelles sont confrontées les personnes ne bénéficiant pas d'une assurance médicaments, les participants ont mentionné des problèmes liés à l'abordabilité et des difficultés financières, le stress et l'incertitude quant à l'impact de leurs problèmes de santé sur leur vie, ainsi que la possible dégradation de leur état de santé faute de pouvoir accéder aux médicaments dont ils ont besoin.

À la question de savoir s'ils seraient en faveur d'un régime d'assurance médicaments national, tous les participants ont fortement appuyé cette idée, estimant que cela aiderait considérablement les personnes actuellement incapables d'assumer le prix de leurs médicaments sur ordonnance. On estimait également qu'un programme universel d'assurance médicaments aurait d'autres impacts positifs en ceci qu'il allégerait la pression exercée sur le système de santé et qu'il en résulterait une population active en meilleure santé et une économie plus productive. Un certain nombre d'entre eux se disaient d'avis que l'accès à des soins de santé constituait un droit fondamental de la personne et que les médicaments sur ordonnance devraient être inclus en tant qu'éléments essentiels de tout système universel de soins de santé. À la question de savoir s'ils étaient au courant de quelconques mesures ou initiatives du gouvernement du Canada en lien avec les médicaments sur ordonnance, aucun d'entre eux n'a répondu par l'affirmative. Afin de faciliter la discussion, les participants se sont vu présenter l'information suivante :

Le 29 février 2024, le gouvernement du Canada a présenté un projet de loi pour la mise en œuvre de la première phase d'un régime national d'assurance médicaments, afin qu'un plus grand nombre de Canadiens aient plus facilement accès à des médicaments sur ordonnance plus abordables.

Le 10 octobre 2024, le projet de loi a été soumis à une ultime lecture, puis adopté. Le gouvernement entend maintenant collaborer avec les provinces et territoires afin de fournir une couverture universelle à

payeur unique pour un certain nombre de médicaments contraceptifs et contre le diabète. Le gouvernement du Canada entend également créer un fonds pour aider les Canadiens à accéder aux fournitures dont les personnes atteintes de diabète ont besoin à la fois pour gérer et surveiller leur maladie, et pour administrer leurs médicaments, comme des seringues et des bandelettes de test de glycémie.

Tous les participants ont favorablement réagi à cette information, bon nombre d'entre eux estimant qu'il y a longtemps qu'un régime national d'assurance médicaments aurait dû être instauré. À la question de savoir quel serait, selon eux, l'impact de cette couverture et qui bénéficierait le plus de cette initiative, bon nombre de participants s'attendaient à ce que les personnes atteintes de diabète ainsi que les femmes ayant des difficultés à accéder à des médicaments contraceptifs soient les principales bénéficiaires de la phase initiale de ce programme. Un certain nombre d'entre eux ont déclaré que des membres de leur famille souffrant de diabète bénéficieraient grandement de la prise en charge de leurs médicaments en vertu de ce programme. Un petit nombre de participants étaient curieux de connaître les détails de cette initiative et de savoir s'il y aurait une échelle mobile pour la couverture d'assurance en fonction du revenu et si les personnes mineures seraient tenues d'obtenir le consentement préalable de leurs parents pour pouvoir avoir accès à des médicaments contraceptifs. Les participants se demandaient également si les médicaments seraient vendus en pharmacie ou si une consultation préalable chez le médecin ou dans une clinique sans rendez-vous serait nécessaire, suscitant chez eux un certain nombre d'inquiétudes quant à l'impact de cette initiative sur le système de soins de santé.

À la question de savoir s'ils appuieraient la participation de leur province à un régime d'assurance médicaments national, la quasi-totalité des participants a répondu par l'affirmative. Plusieurs d'entre eux ont rappelé que l'accès universel à des médicaments d'ordonnance constituait un élément crucial de la prestation de soins de santé et étaient d'avis que l'inclusion de la Colombie-Britannique à ce régime aurait un impact positif sur la santé globale de bon nombre de personnes vivant dans la province. À la question de savoir quelle serait leur réaction si d'autres provinces adhéraient à un régime national d'assurance médicaments alors que la Colombie-Britannique choisissait de ne pas emboîter le pas, presque tous ont déclaré qu'ils seraient déçus et préoccupés par une telle éventualité. Quelques-uns d'entre eux ont indiqué qu'une telle situation ne serait acceptable qu'à condition que le gouvernement de la Colombie-Britannique ait instauré son propre régime d'assurance médicaments et qu'il offre une couverture équivalente ou supérieure à celle du régime national.

Discutant des éléments les plus importants que devrait, selon eux, garder à l'esprit le gouvernement du Canada au moment de planifier les prochaines étapes de son régime national d'assurance médicaments, les participants ont fait part d'un certain nombre de considérations. Bon nombre d'entre eux estimaient que le gouvernement fédéral devait prioriser l'inclusion de médicaments d'importance vitale, y compris des traitements contre le cancer et des médicaments pour le traitement de troubles mentaux, dans la prochaine phase de ce programme, ainsi que les médicaments pour le traitement de maladies chroniques telles que la sclérose en plaques (SEP). Plusieurs d'entre eux étaient également d'avis qu'il fallait prioriser le recrutement d'un plus grand nombre de travailleurs de la santé (incluant des médecins de famille et des pharmaciens) afin de s'assurer qu'en vertu de ce régime, le Canada est

en mesure de répondre aux besoins de ses citoyens en matière de médicaments sur ordonnance. Quelques participants estimaient en outre que l'on devrait envisager d'augmenter le nombre de médicaments fabriqués au Canada afin de promouvoir une plus grande autonomie nationale à cet égard.

Lorsqu'on leur a demandé si ce régime d'assurance médicaments devait être entièrement public ou s'il fallait plutôt adopter une approche consistant à « combler les lacunes », en incorporant des options publiques et privées, la plupart des répondants se sont prononcés en faveur d'un système entièrement public en vertu duquel tous les Canadiens bénéficieraient du même régime d'assurance médicaments. De l'avis général, un régime unique et unifié constituerait la meilleure solution pour éliminer les disparités en matière de couverture d'assurance et garantir l'égalité d'accès à des soins pour tous les Canadiens. Discutant de la question de savoir s'ils estimaient qu'un régime national d'assurance médicaments contribuerait à rendre la vie plus abordable au Canada, la plupart des participants estimaient qu'il aurait un impact positif et qu'il profiterait plus particulièrement aux personnes ne bénéficiant pas d'une assurance médicaments ou à celles assumant actuellement des frais d'ordonnance élevés.

Ordre du Canada (ville de Québec)

Les participants résidant dans la ville de Québec ont tenu une brève discussion portant sur l'Ordre du Canada. À la question de savoir si l'Ordre du Canada leur était familier, aucun participant n'a répondu par l'affirmative. Afin de faciliter la discussion, les participants se sont vu présenter l'information suivante :

L'Ordre du Canada est une distinction honorifique décernée par le gouverneur général du Canada en reconnaissance de la contribution extraordinaire qu'une personne a apportée à la nation. L'ordre du Canada reconnaît des citoyens de tous les milieux de la société, et toute personne ayant apporté une contribution exceptionnelle à son domaine d'activité peut faire l'objet d'une nomination à l'Ordre du Canada.

À la question de savoir quels types de réalisations répondraient aux critères de l'Ordre du Canada, c'est-à-dire d'« avoir apporté une contribution exceptionnelle à la nation », les participants en ont énuméré toute une série. Au nombre de celles-ci, citons les réalisations liées à la recherche en santé et en médecine, les découvertes scientifiques, les avancées technologiques, les initiatives humanitaires, ainsi que les mesures liées à la protection de l'environnement et à l'atténuation des effets du changement climatique.

Après s'être vu informer que les candidatures à l'Ordre du Canada étaient proposées par des membres du public, on a demandé aux participants s'ils pourraient eux-mêmes éventuellement envisager de proposer une candidature pour cette distinction. Si un petit nombre de participants ont répondu par l'affirmative, aucun d'entre eux n'avait de candidat précis en tête pouvant, à son avis, remplir les conditions d'admissibilité à cette récompense.

Messages portant sur l'environnement et le changement climatique

(climatofervents et climatosceptiques résidant en Ontario, climatofervents et climatosceptiques résidant au Québec, climatofervents et climatosceptiques résidant en Alberta et au Manitoba, régions urbaines de l'Alberta et du Manitoba, régions rurales de l'Ontario)

Les participants de cinq groupes ont tenu une discussion portant sur le changement climatique et l'électricité propre. À la question de savoir ce que le terme « électricité propre » signifiait à leurs yeux, la plupart des participants ont dit croire que le terme désignait toute électricité produite à partir de sources d'énergie renouvelables, dont les énergies éolienne, solaire, hydroélectrique et nucléaire. Quelques-uns pensaient également que le terme « électricité propre » désignait toute source d'énergie ne produisant pas d'émissions de gaz à effet de serre ou dont l'empreinte carbone est nulle.

Les participants se sont prêtés à un exercice dans le cadre duquel on leur a présenté un certain nombre d'énoncés portant sur l'électricité propre, et demandé s'ils étaient d'accord, en désaccord ou sans opinion concernant chacun des énoncés. Les énoncés présentés aux participants n'étaient pas les mêmes d'un groupe à l'autre.

Les énoncés suivants ont été présentés aux deux groupes de participants résidant en Ontario :

- *Énoncé n° 1 : Développer un réseau électrique fondé sur l'énergie propre est une première étape essentielle à la lutte contre le changement climatique, à l'alimentation de futurs véhicules électriques, au chauffage de nos maisons et de nos industries non polluantes.*
- *Énoncé n° 2 : Le potentiel du sud de l'Ontario en matière d'énergie éolienne et solaire est considérable, et le développement de ces ressources est essentiel au soutien de la croissance économique et pour garantir un avenir prospère à la région.*
- *Énoncé n° 3 : Les technologies liées à l'énergie nucléaire et l'expertise nucléaire progressent en Ontario et devraient continuer à jouer un rôle prépondérant dans l'avenir de la production d'électricité de la province.*
- *Énoncé n° 4 : Favoriser la production d'une plus grande quantité d'énergie éolienne et solaire est bénéfique pour l'économie et créera des emplois durables dans la province.*

- *Énoncé n° 5 : Je préférerais que la nouvelle production d'électricité provienne d'énergies propres et notamment de l'énergie solaire et éolienne, plutôt que de combustibles fossiles comme le gaz naturel.*
- *Énoncé n° 6 : Les sources d'électricité renouvelables sont appelées à se développer grâce à la diminution des coûts de production et aux progrès technologiques, et notamment aux batteries à grande capacité.*
- *Énoncé n° 7 : L'électricité propre constitue un avantage concurrentiel qui attirera des investissements en Ontario de la part d'entreprises souhaitant que leurs produits soient fabriqués à l'aide d'énergies propres.*

Dans l'ensemble, les participants se sont montrés les plus favorables à la déclaration n° 5, tous convenant qu'il serait préférable que la nouvelle production d'électricité provienne de sources d'énergie propres telles que le solaire et l'éolien, plutôt que de combustibles fossiles tels que le pétrole et le gaz naturel. Bon nombre d'entre eux estimaient que cette approche serait bénéfique sur le plan environnemental, dans la mesure où elle permettrait d'assainir l'air et de réduire la pollution produite par l'utilisation de combustibles fossiles. On était également d'avis qu'en accordant une plus grande priorité à la production d'électricité propre, le Canada bénéficierait également d'avantages économiques, bon nombre de participants estimant que ce serait probablement l'orientation que prendrait le marché mondial de l'énergie dans les années à venir. Quelques-uns d'entre eux ont toutefois précisé que s'ils préféraient que toute nouvelle électricité soit produite à partir de sources d'énergie propres, ils doutaient de la faisabilité à court terme d'une telle mesure.

Bon nombre de participants étaient également d'accord avec les énoncés n° 1 et n° 2. Concernant l'énoncé n° 1, plusieurs participants estimaient que le développement d'un réseau électrique fondé sur l'énergie propre constituait une étape essentielle à l'atténuation des effets changement climatique, et qu'il contribuerait à jeter les bases d'un avenir plus durable. On estimait que pour réussir la transition à grande échelle des Canadiens vers l'utilisation de sources d'énergie renouvelables plus nombreuses, il faudrait avant tout construire des infrastructures d'électricité propre en quantité suffisante pour s'assurer que ces sources d'énergie sont en mesure de répondre aux besoins des Canadiens en matière d'électricité. De même, la plupart des participants étaient d'accord avec l'énoncé n° 2 et étaient d'avis que des sources d'énergie renouvelable comme l'énergie solaire et éolienne seraient désormais essentielles pour répondre aux besoins énergétiques des Canadiens. Un certain nombre d'entre eux ont dit croire que le recours à des éoliennes et à l'énergie éolienne était déjà très répandu dans plusieurs endroits du sud de l'Ontario et que la production de ce type d'énergie avait grandement contribué à la fourniture d'un réseau énergétique plus propre et plus résilient dans la région.

Un grand nombre de participants se sont également dit favorables à l'énoncé n° 3 et estimaient que le recours accru à l'énergie et à des technologies nucléaires avait un formidable potentiel futur en tant que source d'énergie propre. Un certain nombre d'entre eux étaient d'avis que l'énergie nucléaire avait une capacité de production d'énergie bien supérieure à celle d'autres sources renouvelables comme

l'énergie éolienne et solaire, et que des investissements accrus dans ce domaine contribueraient à la fourniture d'une source d'énergie plus propre et plus fiable aux Canadiens. Si quelques-uns d'entre eux se sont dit préoccupés par les questions de sécurité entourant l'énergie nucléaire, et en particulier l'élimination des déchets nucléaires, la plupart des participants estimaient que cette technologie était relativement sûre et qu'elle serait généralement utile à la lutte contre le changement climatique.

Plusieurs participants ont également approuvé la déclaration n° 6, estimant qu'une utilisation accrue d'énergies renouvelables était la voie qu'empruntaient la plupart des pays du monde et que les progrès technologiques, tels que les batteries à grande capacité, contribueraient à l'élimination progressive des sources d'énergie non renouvelables, dont le pétrole et le gaz naturel. Un certain nombre d'entre eux ont toutefois exprimé des inquiétudes concernant les potentiels préjudices environnementaux liés à l'extraction de matières premières nécessaires à la fabrication des batteries des VE et les difficultés perçues pour recycler en toute sécurité ces batteries à la fin de leur durée de vie utile. Certains d'entre eux estimaient que pour être totalement en faveur de cet énoncé, il leur faudrait d'abord avoir l'assurance que la production et l'utilisation de ces batteries ne porteraient pas préjudice à l'environnement.

Si la plupart des participants étaient d'accord avec l'énoncé n° 4 selon lequel le développement accru des énergies éolienne et solaire serait profitable à l'économie et créerait des emplois durables en Ontario, plusieurs ont indiqué qu'ils n'en savaient pas assez sur le sujet pour pouvoir juger de la véracité de cet énoncé. Un certain nombre d'entre eux estimaient que si des emplois liés à la construction d'infrastructures comme des éoliennes et des panneaux solaires pouvaient être créés, il était difficile de déterminer si ces emplois seraient encore recherchés une fois que ces infrastructures auront été construites. Quelques-uns d'entre eux étaient d'avis qu'il leur faudrait plus de renseignements concernant la nature des emplois durables qui seraient créés avant de pouvoir être tout à fait d'accord avec cet énoncé.

De même, bon nombre de participants ont exprimé des doutes au sujet de l'énoncé n° 7, estimant que même s'il était possible que le développement accru d'énergies propres en Ontario attire davantage d'entreprises dans la province, ils se demandaient si cela donnerait réellement un avantage concurrentiel à la province dans ce domaine. On était d'avis que de nombreux autres pays mènent déjà des initiatives en matière d'énergie propre et qu'un développement accru dans ce domaine ne constituerait pas un grand différenciateur concurrentiel pour l'Ontario. Quelques participants estimaient qu'au moment de déterminer où investir et exercer de nouvelles activités, les entreprises prendraient probablement davantage en compte des facteurs comme les coûts d'exploitation et la possibilité de réaliser des profits plus élevés et que la capacité à produire de l'énergie propre serait probablement une considération secondaire dans ce contexte.

Les participants résidant dans la région de Laval au Québec se sont vu présenter les énoncés suivants :

- *Énoncé n° 1 : Accroître la production d'électricité propre et renouvelable de notre réseau aidera à stabiliser les prix de l'électricité;*
- *Énoncé n° 2 : Le gouvernement du Canada devrait lutter contre le changement climatique de façon à maintenir le coût de l'électricité à un niveau abordable;*

- *Énoncé n° 3 : Le Canada devrait répondre à la demande croissante en électricité en investissant dans des sources d'électricité propre, comme l'énergie éolienne, solaire, nucléaire et le stockage d'électricité par batterie;*
- *Énoncé n° 4 : Développer un réseau électrique fondé sur l'énergie propre constitue une première étape essentielle à la lutte contre le changement climatique, à la création d'un avenir dans lequel nos véhicules sont électriques, nos maisons sont chauffées à l'électricité et nos industries sont non polluantes.*

C'est pour l'énoncé n° 3 que les participants ont manifesté le plus grand appui, tous s'accordant à dire que le gouvernement du Canada devrait s'efforcer de répondre à la demande croissante des ménages et des entreprises en matière d'électricité, et ce, en investissant dans des sources d'électricité propres et dans la technologie relative au stockage par batterie. De l'avis général, en plus de fournir des sources d'énergie respectueuses de l'environnement, il n'y avait pas d'inconvénient à diversifier l'alimentation du réseau électrique avec des sources d'énergies propres et que cela conduirait probablement à une production d'électricité plus propre à l'avenir. La plupart d'entre eux étaient d'accord avec l'énoncé n° 2, estimant qu'il était important que le gouvernement fédéral fasse en sorte d'éviter que l'électricité ne devienne inabordable pour les résidents du Québec en raison des mesures qu'il met en place pour lutter contre le changement climatique. On estimait que, compte tenu du coût élevé actuel de la vie, les gouvernements fédéral et provinciaux devraient s'efforcer de collaborer par tous les moyens possibles afin de faire en sorte que les coûts énergétiques demeurent abordables dans l'intérêt des consommateurs, au fur et à mesure que le Canada effectue la transition vers une utilisation accrue de sources d'énergie renouvelables.

Les participants se disant d'accord avec les énoncés n° 1 et n° 4 étaient légèrement plus nombreux que ceux qui étaient d'un autre avis. Parmi ceux qui étaient en faveur de l'énoncé n° 1, on estimait qu'une production accrue d'énergie propre et renouvelable contribuerait à stabiliser les prix de l'électricité, car en disposant d'un plus grand nombre de sources d'énergie à exploiter, il deviendrait probablement plus abordable pour les producteurs d'énergie de répondre aux besoins des consommateurs en matière d'électricité. Parmi ceux se disant plus sceptiques, on estimait que si le réseau électrique pouvait devenir plus résilient avec le développement accru d'énergies propres, il était peu probable que les producteurs d'énergie consentent à abaisser les prix qu'ils facturent afin de les rendre plus abordables au profit des consommateurs. Concernant l'énoncé n° 4 plus particulièrement, si bon nombre de participants estimaient que le développement d'un réseau électrique constituait un pas important dans la lutte contre le changement climatique, plusieurs d'entre eux se demandaient si les véhicules électriques (VE) devaient jouer un rôle si important dans le cadre de cette stratégie. Un certain nombre de ces participants ont exprimé des préoccupations concernant la capacité du réseau électrique à effectuer une transition à grande échelle vers les VE et quant à savoir si ces véhicules pourraient fonctionner dans les grands froids que connaissent de nombreuses régions du Québec durant les mois d'hiver.

Les participants des deux groupes composés de résidents de l'Alberta et du Manitoba se sont vu présenter les énoncés suivants :

- *Énoncé n° 1 : L'environnement ensoleillé et venteux des Prairies présente un excellent potentiel pour le développement de nouvelles sources d'électricité propres, dont l'énergie éolienne et solaire;*
- *Énoncé n° 2 : Favoriser la production d'une plus grande quantité d'énergie éolienne et solaire est bénéfique pour l'économie et créera des emplois dans la province;*
- *Énoncé n° 3 : Je préférerais que la nouvelle production d'électricité provienne d'énergies propres et notamment de l'énergie solaire et éolienne, plutôt que de combustibles fossiles comme le gaz naturel;*
- *Énoncé n° 4 : L'avenir est aux sources d'électricité renouvelables, et ceci grâce à la diminution des coûts de production et aux progrès technologiques, comme les batteries à grande capacité;*
- *Énoncé n° 5 : La construction de nouvelles infrastructures d'énergie propre permettra de répondre à tous les besoins énergétiques des Prairies;*
- *Énoncé n° 6 : La production d'électricité à partir de combustibles fossiles sera toujours nécessaire dans le climat rigoureux des Prairies;*
- *Énoncé n° 7 : Le gouvernement fédéral devrait encourager la construction de nouvelles lignes de transport d'énergie entre provinces et territoires voisins afin de maintenir les prix à un niveau abordable dans l'intérêt de tous les Canadiens.*

Dans l'ensemble, c'est l'énoncé n° 6 qui a obtenu le plus grand soutien de la part des participants qui s'accordaient tous à dire que la production d'une certaine quantité d'électricité à partir de combustibles fossiles serait probablement toujours nécessaire compte tenu du climat rigoureux des Prairies. Si la plupart des participants estimaient que des investissements accrus dans la production de sources d'énergie renouvelables constituait un pas important, de l'avis général, les sources d'énergie non renouvelables continueraient à jouer un rôle important dans les régions des Prairies qui connaissent de rudes conditions climatiques, et en particulier pour les personnes vivant dans des collectivités rurales ou éloignées qui, disaient-ils, auraient plus de difficultés à accéder à des sources d'énergie renouvelables et à les utiliser. La plupart d'entre eux étaient également d'accord avec l'énoncé n° 1, estimant qu'il y avait très peu d'inconvénients potentiels à accroître la capacité des provinces des Prairies à exploiter et à utiliser des sources renouvelables telles que l'énergie éolienne et l'énergie solaire. On estimait que l'adoption de cette approche contribuerait à la mise en place d'un réseau électrique fiable et résilient pour les années à venir.

Les participants se sont également montrés largement en faveur des énoncés n° 2 et n° 7. Concernant l'énoncé n° 2, bon nombre de participants disaient croire que le développement accru de sources

d'énergies renouvelables s'inscrivait dans une tendance mondiale qui conduirait probablement à la création de nombreux nouveaux emplois dans ce domaine. On était d'avis que les provinces des Prairies et le Canada en général tireraient de nombreux avantages économiques à investir dans des sources d'énergie naturelles telles que l'énergie solaire et éolienne. Concernant plus particulièrement l'énoncé n° 7, plusieurs participants estimaient important que les provinces et territoires s'aident mutuellement à maintenir les coûts énergétiques à un niveau abordable au profit de leurs résidents. On disait croire qu'une meilleure connectivité entre provinces et territoires pourrait s'avérer utile dans des situations d'urgence et notamment lors de pannes de réseau, dans la mesure où il serait plus facile pour différentes régions du pays de venir en aide aux administrations confrontées à ces difficultés. Quelques participants étaient d'avis que le gouvernement du Canada devait prendre des mesures pour fournir un soutien financier aux provinces et territoires afin de les aider à développer un réseau électrique plus étroitement interconnecté.

Les participants se disant d'accord avec les énoncés n° 3 et n° 4 étaient légèrement plus nombreux que ceux qui étaient d'un autre avis. Bon nombre de ceux qui se disaient favorables à cet énoncé estimaient qu'il serait sans doute préférable que la capacité de production d'énergie renouvelable puisse être la même que la capacité de production d'énergie au moyen de sources non renouvelables puisque cela présenterait des avantages significatifs sur le plan environnemental. Les participants dont les opinions étaient plus incertaines ou qui se disaient en désaccord avec cet énoncé estimaient que, si toute nouvelle production d'électricité à partir de sources d'énergie propres constituerait un pas dans la bonne direction, il était très peu probable que, dans un avenir prévisible, on puisse compter sur des sources d'énergie renouvelables pour produire de manière fiable la quantité d'énergie dont les Canadiens ont besoin.

Très peu de participants étaient d'accord avec les énoncés n° 4 et n° 5. Concernant l'énoncé n° 4, plusieurs d'entre eux disaient croire que l'énergie verte était plus coûteuse à produire que l'énergie produite à partir de sources d'énergie non renouvelables comme le pétrole et le gaz naturel. On estimait que pour produire la quantité d'énergie requise pour répondre aux besoins des consommateurs, des sommes importantes devaient être investies dans le développement de nouvelles infrastructures d'énergie propre, dont des éoliennes et des panneaux solaires. Un certain nombre d'entre eux ont en outre déclaré avoir entendu dire que la technologie des batteries pouvait être assez préjudiciable à l'environnement, plus particulièrement en ce qui concerne l'extraction de matières premières nécessaires à leur fabrication. Concernant plus particulièrement l'énoncé n° 5, si bon nombre de participants ont réaffirmé être en faveur d'une augmentation des investissements en matière d'énergie propre, un grand nombre d'entre eux estimaient peu probable que les technologies de production d'électricité propres progressent un jour au point de pouvoir répondre aux besoins énergétiques de tous les résidents des Prairies.

Il a été demandé aux participants de tous les groupes s'ils étaient prêts à payer un peu plus à court terme pour jeter les bases d'une transition vers une électricité propre moins coûteuse à plus long terme. Sur le plan régional, les participants des groupes basés en Ontario se disant favorables à ces investissements étaient plus nombreux que ceux basés en Alberta, au Manitoba et au Québec. Au nombre des participants en faveur de payer un peu plus, à court terme, pour investir dans la transition vers l'électricité propre, on estimait que, compte tenu de la gravité de la menace que constitue le

changement climatique, il était nécessaire de prendre des mesures de ce type maintenant afin de protéger l'environnement, au bénéfice de générations futures. Un certain nombre d'entre eux ont toutefois souligné qu'il était nécessaire de faire preuve d'une transparence totale quant aux mesures prises pour faciliter cette transition, aux personnes qui seraient chargées de mettre en place cette infrastructure et au coût de ces initiatives.

Parmi les participants se disant plus incertains quant à savoir s'ils seraient prêts à payer un peu plus afin de réaliser cet objectif, bon nombre d'entre eux étaient d'avis que le coût de la vie était déjà très élevé à l'heure actuelle et ne croyaient pas être en mesure d'assumer une quelconque augmentation supplémentaire de leurs dépenses. Un certain nombre d'entre eux étaient d'avis que, plutôt que d'augmenter le montant payé par les contribuables en appui à des initiatives axées sur l'électricité propre, les principaux fournisseurs d'énergie, et plus particulièrement ceux d'entre eux qui ont réalisé des bénéfices records au cours des dernières années, devraient être davantage responsabilisés en vue de faciliter cette transition.

Mise à l'essai de messages publicitaires portant sur le changement climatique (climatofervents et climatosceptiques résidant en Ontario, climatofervents et climatosceptiques résidant à l'Île-du-Prince-Édouard, en Nouvelle-Écosse et à Terre-Neuve, climatofervents et climatosceptiques résidant au Québec, climatofervents et climatosceptiques résidant en Alberta et au Manitoba)

Les participants de quatre groupes ont fait part de leurs points de vue concernant deux publicités que s'emploie actuellement à concevoir le gouvernement fédéral pour informer les Canadiens des mesures qu'il met en place pour lutter contre le changement climatique. Tous les participants avaient précédemment déclaré avoir une opinion favorable ou ambivalente concernant la question du changement climatique. Les participants se sont vu présenter les scripts de ces vidéos publicitaires et informer que ces dernières seraient diffusées à l'aide de plusieurs supports numériques comme YouTube, sur d'autres plateformes numériques ainsi qu'à la télévision. Les participants résidant au

Québec se sont vu lire une version française du script, tandis que ceux de tous les autres groupes se sont vu lire une version anglaise.

Dans un premier temps, les participants se sont vu présenter le script de la vidéo qui leur a été lu deux fois de suite.

La vidéo débute avec le plan large d'une belle forêt canadienne. On aperçoit des oiseaux gazouillants et de belles rivières coulant en contrebas.

VHC : Le Plan climatique du Canada vise à soutenir l'environnement ET l'économie.

La caméra passe au-dessus des arbres, puis directement sous leur couvert.

VHC : Le gouvernement du Canada réduit des millions de tonnes de pollution...

VHC : ...EN PLUS de favoriser la création de centaines de nouveaux emplois.

La caméra longe le tronc d'un arbre de haut en bas jusqu'au sol. Dès qu'on atteint l'herbe au sol, un moment de transition se produit et le plan se renverse. À mesure que l'environnement se renverse, la base du tronc d'arbre bascule et se transforme soudainement en socle de borne de recharge située dans un parc de stationnement réservé aux autobus électriques d'un réseau de transport en commun. La caméra se déplace en remontant le long du socle de la borne de recharge avant de s'en distancer pour révéler le stationnement. On aperçoit un ouvrier installant une nouvelle borne de recharge.

VHC : En investissant dans des technologies vertes et des secteurs en croissance...

VHC : ... nous passons à l'action pour contribuer à un avenir plus propre.

Dans le plan suivant, la caméra se déplace progressivement pour montrer l'avant de l'autobus. Au moment où nous croisons l'avant de l'autobus, ce dernier sert de plan de coupe vers un nouvel environnement. On enchaîne avec un autre plan de coupe et l'autobus se transforme maintenant en véhicule d'entretien d'espaces verts dans un parc. On voit un ouvrier plantant un arbre et un autre ramassant des débris.

On aperçoit une famille de trois personnes dans le parc avant qu'on s'en éloigne pour faire place à une magnifique vue aérienne du parc où tout autour la nature est florissante.

VHC/SUPER : Soyez gagnant sur tous les fronts avec le Plan climatique du Canada. Pour en apprendre davantage, visitez la page Canada.ca/plan-climatique.

On passe ensuite à la claquette de fin du gouvernement du Canada avec l'élément mnémotechnique et le logo du gouvernement du Canada.

Faisant part de leurs commentaires, les participants ont exprimé des opinions pour la plupart partagées, ceux ayant favorablement réagi à la publicité étant à peu près aussi nombreux que ceux se disant d'un autre avis. Un certain nombre de participants parmi ceux qui considéraient que l'annonce était efficace ont émis des commentaires positifs concernant ce qu'ils percevaient comme étant le caractère essentiellement environnemental du script. On était d'avis que les premières images de la

publicité montrant des forêts ainsi que des espaces naturels et luxuriants attireraient un vaste éventail de Canadiens et que les images de la famille profitant de la nature seraient comprises de bon nombre d'auditeurs. Le ton de la publicité, qu'ils percevaient comme étant positif, a plu à bon nombre de participants estimant que cette dernière présentait une vision positive de ce que serait la vie au Canada dans les années à venir. Parmi les participants se disant d'un autre avis, certains estimaient que le script prévoyait d'intégrer trop de contenu dans une seule publicité et craignaient que cela n'allonge la durée de la publicité une fois filmée. Certains d'entre eux étaient également d'avis que les plans de coupe décrits dans le script (notamment du tronc d'arbre à la borne de recharge pour véhicules électriques [VE] et du devant de l'autobus à la famille dans le parc de stationnement) pouvaient détonner et détourner l'attention des principaux messages de la vidéo. Quelques-uns d'entre eux estimaient que le plan de coupe depuis des espaces verts luxuriants vers des stations de recharge pour véhicules électriques (VE) ne serait pas bien accueilli par le public, estimant qu'elle impliquait que des forêts et des zones naturelles soient remplacées par des infrastructures pour véhicules électriques. Un petit nombre d'entre eux étaient d'un autre avis, estimant que les plans de coupe créaient des images dynamiques permettant maintenir l'intérêt des auditeurs pendant qu'ils visionnent la publicité.

Lorsqu'on leur a demandé quel était, à leur avis, le principal message de la publicité, bon nombre de participants estimaient qu'il visait à faire savoir que le gouvernement du Canada s'attachait à rendre la vie des Canadiens plus abordable et que ce dernier prenait des mesures en ce sens, dont le développement d'un plus grand nombre d'infrastructures liées aux véhicules électriques et des initiatives visant à encourager le recours à cette technologie. Plusieurs participants étaient d'avis que le contenu du script cherchait à faire comprendre aux auditeurs que l'adoption de cette approche par le gouvernement du Canada leur procurerait des avantages à la fois environnementaux et économiques à l'avenir. Quelques-uns d'entre eux estimaient également que la publicité cherchait à rassurer les travailleurs du secteur pétrolier et gazier en leur signifiant qu'un grand nombre d'emplois seraient créés dans le domaine des énergies renouvelables dans les années à venir. Lorsqu'on leur a demandé s'ils estimaient qu'il s'agissait d'un message approprié de la part du gouvernement fédéral, la plupart d'entre eux ont répondu par l'affirmative. On était d'avis qu'étant donné que le changement climatique et l'environnement constituaient des enjeux touchant tous les Canadiens, il était important que toute mesure dans ce dossier soit prise par le gouvernement.

En discutant de la question de savoir si cette publicité leur parlait ou les incitait à agir, seul un petit nombre de participants ont répondu par l'affirmative. Bon nombre d'entre eux ont indiqué que, bien qu'ils soient d'avis que l'environnement était un domaine sur lequel il était important de se concentrer, ils ne considéraient pas que la publicité leur fournissait beaucoup de renseignements à ce sujet. Plusieurs participants estimaient que l'avenir prometteur dépeint dans la publicité était quelque peu irréaliste et qu'il serait plus difficile de mettre en œuvre ces changements que ce que semblait suggérer la publicité. Certains d'entre eux étaient également d'avis que la publicité ne tenait pas suffisamment compte des préoccupations liées à un recours accru à la technologie des VE, notamment des dommages environnementaux perçus comme étant causés par l'extraction des matières premières utilisées dans la fabrication des batteries de VE et des défis liés à l'élimination de ces batteries à la fin de leur durée de vie utile. Parmi le plus petit nombre de participants estimant que la publicité les inciterait à agir, on s'attendait à être plus enclin à consulter le site Web promu dans la vidéo après

avoir vu cette publicité dans le but d'en apprendre davantage au sujet des mesures que prenait le gouvernement fédéral pour protéger l'environnement.

Énumérant les modifications potentielles qui pourraient être apportées à la publicité pour la rendre plus convaincante, plusieurs participants estimaient que le script était trop centré sur les VE et que davantage devait être fait pour mettre en valeur toute la série de mesures que prenait le gouvernement fédéral pour atténuer les effets du changement climatique. On estimait également que davantage pouvait être fait pour mettre en exergue les initiatives quotidiennes que pourraient prendre les Canadiens, comme de recycler ou d'utiliser les transports en commun afin de réduire leur propre empreinte carbone et contribuer à la promotion d'un avenir plus vert. Certains d'entre eux étaient également d'avis que l'on pourrait davantage privilégier l'inclusion d'images de familles profitant d'environnements urbains et d'espaces plus verts, estimant que cela correspondrait davantage à la vie de ceux qui n'habitent peut-être pas à proximité de forêts et d'espaces naturels comme ceux décrits dans le script.

Les participants (à l'exception de ceux résidant au Québec) se sont ensuite vu présenter un second script qui leur a été lu deux fois de suite :

La vidéo débute avec le plan d'un randonneur traversant une forêt pittoresque. Ce dernier s'arrête et s'arme d'une caméra numérique pour prendre une photo du magnifique paysage.

VHC : La pollution par les gaz à effet de serre a pour effet de réchauffer la planète et constitue une menace pour nos milieux naturels.

L'image pénètre à l'intérieur de la caméra du randonneur alors qu'il prend une photo.

Alors que le randonneur prend la photo, le spectateur se voit passer par la lentille de sa caméra et on enchaîne avec un plan de coupe. La lentille agit comme un tunnel et le plan se renverse. L'image sort de l'endos du téléphone d'un homme en train de tondre sa pelouse à l'aide d'une tondeuse à batterie.

VHC : Le système de tarification du carbone canadien est conçu pour protéger notre environnement en réduisant la pollution par le carbone...

VHC : ET la Remise canadienne sur le carbone (RCC) remet de l'argent dans les poches des Canadiens.

On aperçoit l'homme regardant son téléphone intelligent ainsi qu'un avis sur son écran l'informant que la Remise canadienne sur le carbone avait été déposée dans son compte bancaire.

VHC/SUPER : Cette année, le montant versé aux particuliers en Ontario est de 550 \$ et un supplément est versé à ceux qui vivent en région rurale.

L'homme remet son téléphone dans sa poche et continue de tondre la pelouse à l'aide d'une tondeuse à batterie. La caméra se déplace graduellement vers l'extrémité de l'entrée où son épouse accueille leur jeune enfant alors qu'il arrive de l'école en autobus scolaire.

VHC : Contribuer à un avenir plus propre et remettre de l'argent dans vos poches.

La caméra s'éloigne ensuite pour révéler un plan d'ensemble pittoresque du quartier.

VHC/SUPER : Soyez gagnant sur tous les fronts avec la Remise canadienne sur le carbone. Pour en apprendre davantage, visitez la page Canada.ca/plan-climatique.

On passe ensuite à la claquette de fin du gouvernement du Canada avec l'élément mnémonique et le logo du gouvernement du Canada.

Faisant part de leurs réactions, plusieurs participants se sont exprimés en termes positifs concernant ce qu'ils percevaient comme étant la focalisation financière de cette publicité, estimant que les images de particuliers recevant leur versement trimestriel de la Remise canadienne sur le carbone (RCC) seraient susceptibles de capter l'attention du public. Un certain nombre d'entre eux ont particulièrement bien accueilli la publicité soulignant le fait que les Canadiens recevraient une notification poussée lorsqu'ils recevraient leurs paiements de RCC, estimant qu'il s'agissait d'un moyen pratique savoir que ces montants avaient été déposés dans leurs comptes bancaires. Un certain nombre de participants dont l'opinion était quelque peu différente se disaient d'avis que la publicité portait, selon eux, quelque peu à confusion et qu'elle ne fournissait aucune explication efficace de la façon dont les montants de la RCC étaient calculés ou information quant à savoir si des démarches étaient nécessaires de leur part avant de pouvoir recevoir leurs paiements. Quelques-uns d'entre eux étaient également d'avis que le fait d'inclure des technologies comme celle des tondeuses à batteries ne trouverait pas écho auprès de nombreux Canadiens, disant croire que peu de ménages utilisaient actuellement des tondeuses de ce type.

À la question de savoir, quel était, à leur avis, le principal message de la publicité, la plupart des participants estimaient qu'il visait à mettre en valeur les aspects positifs du système fédéral de tarification du carbone et à faire savoir aux Canadiens qu'ils recevraient automatiquement des paiements trimestriels de la RCC à l'avenir. On estimait en outre que la publicité visait à informer le public que ce système pourrait à l'avenir s'avérer profitable, tant économiquement que sur le plan environnemental, et qu'en instaurant une taxe sur le carbone, le gouvernement canadien contribuait à bâtir un avenir plus durable. De l'avis général, le message véhiculé par la publicité était clair et serait facilement compréhensible pour la plupart des Canadiens. À la question de savoir s'il s'agissait d'un message approprié de la part du gouvernement fédéral, la quasi-totalité des participants a répondu par l'affirmative, rappelant que le changement climatique était un enjeu qui concernait tous les Canadiens.

Si bon nombre de participants étaient d'avis que, pour un grand nombre d'auditeurs, l'aspect financier mis de l'avant dans la publicité serait pertinent, peu d'entre eux ont indiqué que cette publicité leur parlait ou les incitait à agir. Plusieurs d'entre eux estimaient qu'étant donné leur bonne connaissance du programme de la RCC et de son fonctionnement, cette publicité n'était pas susceptible de les inciter à prendre quelque disposition supplémentaire que ce soit pour en apprendre davantage au sujet de cette initiative. Un certain nombre d'entre eux ont toutefois mis en doute l'exactitude de l'affirmation contenue dans le script selon laquelle le système de tarification du carbone permettrait de contribuer à un avenir plus propre tout en remettant de l'argent dans les poches des Canadiens. Parmi ces participants, il était largement admis que les coûts supplémentaires qu'assument les Canadiens dans le cadre du système de tarification du carbone étaient bien supérieurs aux montants qu'ils recevraient en retour par le biais de paiements de la RCC. Un petit nombre d'entre eux ont indiqué que

cette publicité pourrait les inciter à consulter le site Web pour en savoir davantage au sujet de la méthode de calcul des montants du RCC et savoir si ces montants diffèrent en fonction du lieu de résidence au Canada.

En discutant des deux scripts qui leur avaient été présentés, les participants se sont vu poser la question de savoir s'ils pensaient que l'une ou l'autre des deux publicités serait suffisamment efficace pour les inciter visiter le site Web pour obtenir davantage de renseignements. Si plusieurs d'entre eux étaient d'avis que l'information concernant les paiements de la RCC contenue dans la seconde publicité était plus intéressante et percutante d'un point de vue personnel, bon nombre de participants ont affirmé qu'étant donné qu'ils connaissaient déjà bien le système de tarification du carbone, il était improbable qu'ils se sentent obligés de consulter le site Web pour en savoir plus après avoir visionné la vidéo. Dans cette optique, un certain nombre de personnes estimaient que le message appelant à visiter le site Web était plus fort dans la première publicité, estimant qu'un plus grand nombre de personnes serait désireux d'en savoir plus au sujet du Plan climatique du gouvernement fédéral, dans la mesure où celui-ci pourrait contenir de nouvelles informations concernant les mesures spécifiques prises pour lutter contre le changement climatique, et les nouveaux emplois qui seraient créés grâce à des investissements accrus dans des énergies renouvelables et des technologies propres, et notamment dans les VE.

Concepts d'étiquettes d'efficacité énergétique résidentielle (climatofervents et climatosceptiques résidant en Nouvelle-Écosse, à Terre-Neuve et dans l'Île-du-Prince-Édouard)

Les participants du groupe composé de climatofervents et de climatosceptiques résidant en Nouvelle-Écosse, à Terre-Neuve et dans l'Île-du-Prince-Édouard ont tenu une discussion portant sur la conception d'étiquettes d'efficacité énergétique résidentielle produites pour le programme EnerGuide du gouvernement du Canada. Lorsqu'on leur a demandé s'ils étaient propriétaires de leur domicile, seul un petit nombre d'entre eux ont affirmé l'être, et un plus petit nombre de participants ont indiqué espérer acquérir une propriété d'ici quelques années. Quelques participants ont indiqué bien connaître les étiquettes d'efficacité énergétique résidentielle, estimant qu'elles servaient principalement à informer les propriétaires de la consommation énergétique de leur domicile ainsi que du coût financier associé à l'utilisation de certains appareils ménagers ou de systèmes de chauffage et de climatisation. Un certain nombre d'entre eux se souvenaient avoir personnellement vu une étiquette d'efficacité énergétique sur certains de leurs appareils ménagers et au moment d'entreprendre des projets de rénovation et notamment l'installation de thermopompes. Afin de faciliter la discussion, les participants se sont vu présenter l'information suivante :

L'étiquette d'efficacité énergétique résidentielle est conçue pour vous aider à mieux comprendre le rendement énergétique de votre maison. Elle peut vous aider à prendre des décisions éclairées lors d'un achat ou d'une location, à prendre des mesures pour réduire les émissions de gaz à effet de serre de votre maison et à en augmenter la valeur une fois les améliorations en matière d'efficacité énergétique apportées.

À la question de savoir quels types de renseignements ils souhaiteraient voir figurer sur une étiquette d'efficacité énergétique résidentielle, les participants en ont énuméré plusieurs. Au nombre de ceux-ci, la consommation énergétique globale quotidienne, mensuelle et annuelle de leur domicile, la consommation énergétique selon la source, l'efficacité énergétique de leurs appareils ménagers, les améliorations pouvant être apportées à leur domicile pour en augmenter l'efficacité énergétique, ainsi que des renseignements sur les endroits où se renseigner davantage sur les moyens à prendre pour effectuer ces améliorations. À la question de savoir quels renseignements particuliers concernant les coûts énergétiques de leur domicile ils souhaiteraient voir figurer sur les étiquettes, les participants ont dit souhaiter en apprendre davantage sur les économies qu'ils pourraient réaliser en apportant des améliorations à leur domicile, et sur le temps nécessaire pour que les frais associés à ces améliorations soient compensés par les économies d'énergie qu'ils réaliseraient chaque année.

Les participants se sont ensuite vu fournir les renseignements suivants concernant le programme EnerGuide du gouvernement du Canada ainsi que des exemples visuels de l'étiquette d'efficacité énergétique résidentielle EnerGuide :

Le gouvernement du Canada a mis en place un programme intitulé « EnerGuide » permettant aux particuliers d'obtenir une évaluation qui les aidera à comprendre la consommation énergétique actuelle de leur domicile et à déterminer les rénovations à effectuer pour améliorer son rendement énergétique. Un conseiller ou une conseillère en efficacité énergétique procède à une évaluation complète du domicile et fournit une cote EnerGuide ainsi qu'un rapport sur le rendement énergétique. Le conseiller ou la conseillère fournit également une étiquette qui constitue un enregistrement officiel du rendement énergétique du domicile ainsi que des renseignements pouvant s'avérer utiles lors de la prise de décision concernant l'achat, la vente ou la rénovation de sa propriété.



18 St-Hubert,
Ottawa, ON, H0H 0H0

ENERGUIDE

Données recueillies : 10 mars 2017
Numéro de dossier : 1234567890
Maison évaluée par : MGB Energy Solutions

170 *Cette maison
GJ/an

▲0 GJ/
an
Rendement
énergétique
optimal

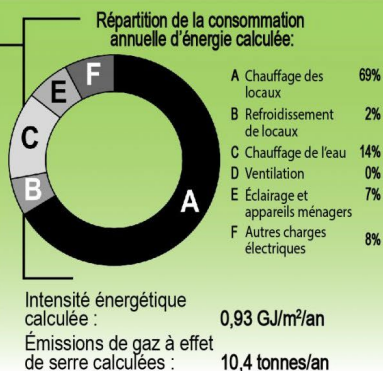
▲109 GJ/
an
Une maison
neuve type

Utilise
le plus
d'énergie

Un gigajoule (GJ) correspond à l'énergie de deux bouteilles de propane pour le BBQ

Consommation annuelle d'énergie calculée	170 GJ
• Mazout	113
• Électricité	32
• Gaz naturel	24
Production d'énergie renouvelable sur place	- 0 GJ
• Électricité	0
• Chauffage de l'eau par l'énergie solaire	0
Cote ÉnerGuide :	= 170 GJ

La somme des chiffres arrondis peut
différer du total.



*Cette maison a une consommation d'énergie considérable non comprise dans la cote. Pour plus de détails, consultez « Détails de la maison » dans votre Fiche d'information du propriétaire.

La consommation d'énergie indiquée sur vos factures peut être plus haute ou plus basse que votre cote ÉnerGuide, car des hypothèses normalisées ont été faites relativement au nombre de personnes qui vivent dans votre maison et à la façon dont ces personnes utilisent la maison. Votre cote est fondée sur les conditions de votre maison le jour de l'évaluation.

Qualité assurée par : MGB Energy Solutions

Visitez rncan.gc.ca/monenerguide



Ressources naturelles
Canada

Natural Resources
Canada

Canada

Sur l'image ci-dessus, le mot « EnerGuide » est inscrit en caractères blancs sur fond noir. Figure ensuite plus bas et en grosses lettres la cote de consommation énergétique « 170 GJ/an » en caractères gras et noirs, indiquant la consommation énergétique du domicile. Cette cote s'accompagne d'une échelle colorée allant du vert au rouge avec une flèche pointant en direction de la consommation la plus élevée. Plus bas encore figure un diagramme circulaire marqué de A à F indiquant la répartition de la consommation énergétique totale annuelle du domicile par catégorie :

- A (chauffage des pièces) : 69 %
- B (climatisation des pièces) : 2 %
- C (chauffe-eau) : 14 %
- D (ventilation) : 0 %
- E (appareils d'éclairage et électroménagers) : 7 %
- F (autres appareils électriques) : 8 %

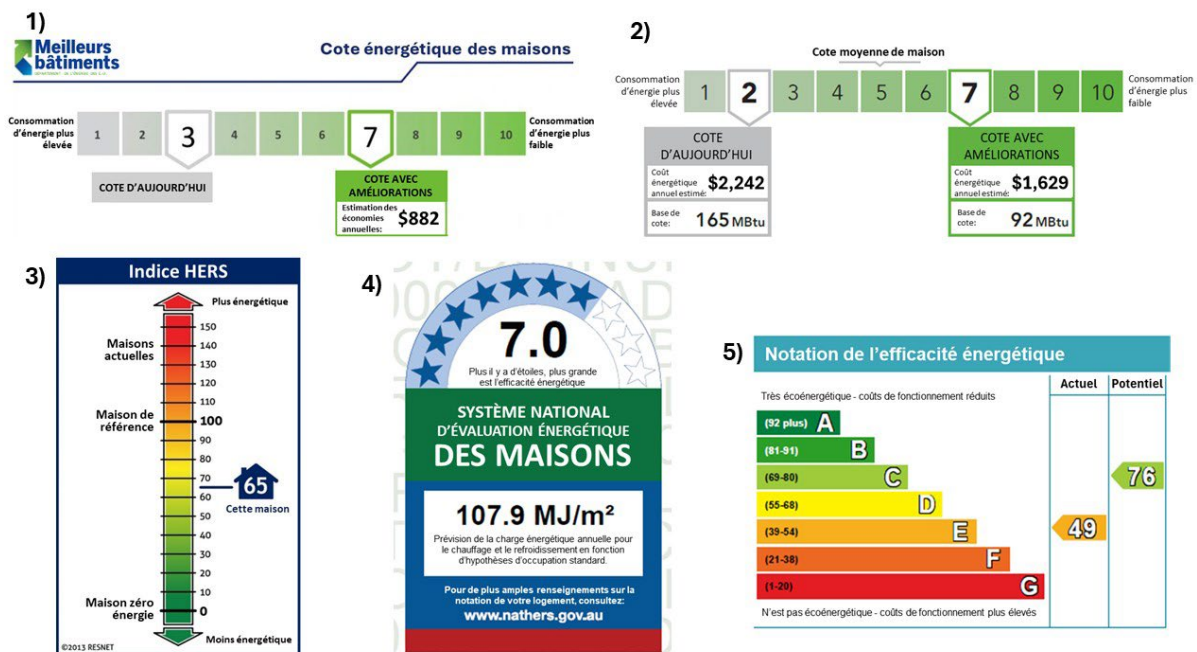
Au bas à gauche figure un code QR avec un message invitant à consulter le site rncan.gc.ca/monenerguide figurant sous le code QR. Au bas de l'étiquette EnerGuide figurent deux logos dans un encadré noir. À gauche figure le logo de Ressources naturelles Canada (RNC) sur lequel on aperçoit le symbole de la feuille d'érable à côté de l'inscription « Ressources naturelles Canada » et « Natural Resources Canada » sur la version anglaise de l'étiquette. À droite on aperçoit le logo officiel du gouvernement du Canada.

Décrivant leur réaction initiale à cette étiquette, plusieurs participants se sont dit incertains, quelques-uns d'entre eux indiquant qu'ils ne disposaient d'aucun cadre de référence pour comparer l'étiquette et que, par conséquent, ils n'étaient pas certains de l'efficacité de ce concept. Si un certain nombre de participants estimaient que l'étiquette était utile dans la mesure où elle leur permettait de comparer l'efficacité énergétique de leur domicile à celle d'autres domiciles de taille comparable dans leur localité, plusieurs d'entre eux étaient d'avis que l'information figurant dans la portion inférieure de l'étiquette était assez dense et difficile à comprendre à première vue. Quelques-uns d'entre eux ont parlé en termes positifs du design général de l'étiquette, estimant qu'il était attrayant d'un point de vue esthétique, et que la façon dont les renseignements étaient présentés attirerait sans doute leur attention. En discutant des renseignements supplémentaires qui pourraient, selon eux, figurer sur cette étiquette, certains participants estimaient qu'il fallait davantage viser à fournir un objectif d'efficacité énergétique que les propriétaires pourraient s'efforcer d'atteindre, en particulier si leur domicile se situait au bas de l'échelle à cet égard. Les participants recommandaient en outre que des améliorations soient apportées au design, en utilisant notamment plus de couleur pour rendre le concept plus attrayant et en fournissant des renseignements plus précis concernant les aspects particuliers de la consommation énergétique de leur domicile qui ont l'impact le plus important sur leur cote d'efficacité énergétique.

À la question de savoir si, à leur avis, une étiquette d'efficacité énergétique résidentielle les aiderait à prendre des décisions concernant leur domicile ou un domicile qu'ils envisageaient d'acheter ou de louer, la plupart des participants ont répondu par l'affirmative. Bon nombre d'entre eux ont dit souhaiter que leur domicile soit aussi écoénergétique que possible et prévoyaient prendre en

considération les renseignements fournis sur une étiquette d'efficacité énergétique résidentielle en considération au moment de prendre une décision d'achat. Les participants qui étaient déjà propriétaires estimaient que les étiquettes d'efficacité énergétique résidentielles leur fournissaient des renseignements utiles concernant leur système de chauffage et de climatisation et leurs appareils ménagers, et la plupart des participants prévoyaient que ces étiquettes seraient utiles à la prise de décisions éclairées concernant les types de projets de rénovation qu'ils seraient prêts à entreprendre.

Les participants se sont ensuite vu présenter un certain nombre d'exemples d'étiquettes d'efficacité énergétique résidentielle provenant d'autre pays :



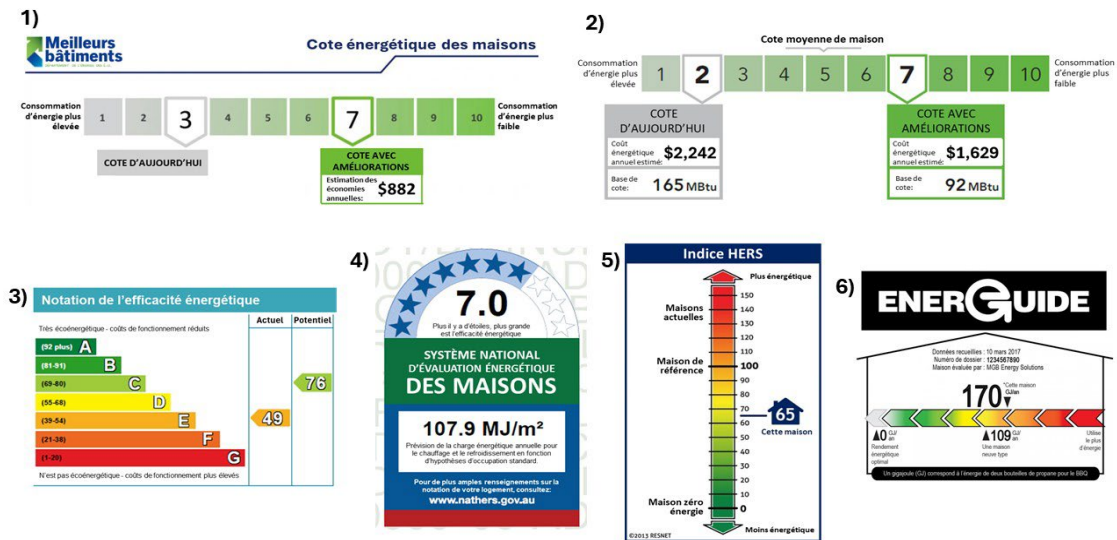
Sur cette image figurent cinq étiquettes d'efficacité énergétique résidentielle différentes propres à divers systèmes utilisés pour évaluer le rendement énergétique de domiciles.

- **La cote énergétique des maisons Meilleurs bâtiments (étiquette 1) :** Sur cette étiquette du département américain de l'énergie figure une échelle de 1 à 10, « 1 » représentant une consommation d'énergie plus élevée et « 10 » une consommation d'énergie plus faible. Le domicile dont il est ici question a obtenu une cote de 3, indiquant une consommation d'énergie plus élevée, mais en y apportant des améliorations, il pourrait obtenir une cote de 7, ce qui correspondrait à une économie annuelle estimative de 882 dollars.
- **La cote moyenne de maison (étiquette 2) :** Une autre étiquette comportant une échelle de 1 à 10, « 1 » représentant une consommation d'énergie plus élevée et « 10 » une consommation d'énergie plus faible. Le domicile dont il est ici question a obtenu une cote de 2 et sa consommation énergétique annuelle est estimée à 2 242 dollars, mais des améliorations pourraient faire augmenter sa cote à 7 et réduire les coûts à 1 629 dollars par année.

- **L'indice du HERS (étiquette 3) :** L'indice HERS (du Home Energy Rating System) évalue le rendement énergétique d'un domicile par rapport à un domicile de référence, une cote moins élevée correspondant à une plus grande efficacité énergétique. Une cote de 100 constitue la base de référence, tandis que la cote de 65 attribuée au domicile dont il est ici question indique que ce dernier est plus écoénergétique que la moyenne.
- **Le Système national d'évaluation énergétique des maisons (étiquette 4) :** Cette étiquette australienne attribue des étoiles en fonction de l'efficacité énergétique. Le domicile dont il est ici question et dont la consommation annuelle à des fins de chauffage et de climatisation est de 107,9 MJ/m² par année, a été coté 7 étoiles.
- **La notation de l'efficacité énergétique (étiquette 5) :** Une étiquette britannique sur laquelle figure une échelle de A à G, A correspondant à un domicile hautement écoénergétique et G à un domicile à efficacité énergétique nulle. Le domicile dont il est ici question a obtenu une cote de 49 (de catégorie E), mais pourrait obtenir une cote de 76 (de catégorie C) en y apportant certaines améliorations.

Lorsqu'on leur a demandé quelles étiquettes leur seraient les plus utiles, bon nombre d'entre eux ont parlé en termes positifs des concepts publicitaires fournissant des renseignements clairs permettant de mieux comprendre le rendement énergétique de leur domicile. Plusieurs d'entre eux ont tout particulièrement mentionné les concepts fournissant de l'information sur la consommation énergétique annuelle estimative de leur domicile ainsi que sur les sommes qu'ils pourraient économiser en rendant leur domicile plus écoénergétique (soit les concepts n° 1 et n° 2) comme étant des mesures qu'il serait utile d'inclure sur ces étiquettes. Si peu de participants ont mentionné les concepts n° 3 et n° 5, un petit nombre d'entre eux ont salué l'utilisation de couleurs vives pour la conception de ces étiquettes, estimant que cela les distinguait des autres concepts. Aucune opinion n'a été exprimée au sujet du concept n° 4.

Les participants se sont ensuite vu présenter une troisième image sur laquelle figuraient l'étiquette EnerGuide ainsi que des échantillons d'autres concepts provenant du monde entier :



Sur l'image ci-dessus figurent les 6 étiquettes précédemment décrites :

- **La cote énergétique des maisons Meilleurs bâtiments (étiquette 1) :** Sur cette étiquette du département américain de l'énergie figure une échelle de 1 à 10, « 1 » représentant une consommation d'énergie plus élevée et « 10 » une consommation d'énergie plus faible. Le domicile dont il est ici question a obtenu une cote de 3, indiquant une consommation d'énergie plus élevée, mais en y apportant des améliorations, il pourrait obtenir une cote de 7, ce qui correspondrait à une économie annuelle estimative de 882 dollars.
- **La cote moyenne de maison (étiquette 2) :** Une autre étiquette comportant une échelle de 1 à 10, « 1 » représentant une consommation d'énergie plus élevée et « 10 » une consommation d'énergie plus faible. Le domicile dont il est ici question a obtenu une cote de 2 et sa consommation énergétique annuelle est estimée à 2 242 dollars, mais des améliorations pourraient faire augmenter sa cote à 7 et réduire les coûts à 1 629 dollars par année.
- **La notation de l'efficacité énergétique (étiquette 3) :** Une étiquette britannique sur laquelle figure une échelle de A à G, A correspondant à un domicile hautement écoénergétique et G à un domicile à efficacité énergétique nulle. Le domicile dont il est ici question a obtenu une cote de 49 (de catégorie E), mais pourrait obtenir une cote de 76 (de catégorie C) en y apportant certaines améliorations.
- **Le Système national d'évaluation énergétique des maisons (étiquette 4) :** Cette étiquette australienne attribue des étoiles en fonction de l'efficacité énergétique. Le domicile dont il est ici question et dont la consommation annuelle à des fins de chauffage et de climatisation est de 107,9 MJ/m² par année, a été coté 7 étoiles.
- **L'indice du HERS (étiquette 5) :** L'indice HERS (du Home Energy Rating System) évalue le rendement énergétique d'un domicile par rapport à un domicile de référence, une cote moins élevée correspondant à une plus grande efficacité énergétique. Une cote de 100 constitue la base de référence, tandis que la

cote de 65 attribuée au domicile dont il est ici question indique que ce dernier est plus écoénergétique que la moyenne.

- **L'étiquette EnerGuide (étiquette 6) :** Sur l'image, le mot « EnerGuide » est inscrit en caractères blancs sur fond noir. Figure ensuite plus bas et en grosses lettres la cote de consommation énergétique « 170 GJ/an » en caractères gras et noirs, indiquant la consommation énergétique du domicile. Cette cote s'accompagne d'une échelle colorée allant du vert au rouge avec une flèche pointant en direction de la consommation la plus élevée.

À la question de savoir quelle étiquette serait la plus utile à la prise de décisions concernant une habitation qu'ils envisageraient d'acheter ou de louer, presque tous les participants ont réitéré leur préférence pour les concepts n° 1 et n° 2. De l'avis général, ces étiquettes étaient claires, faciles à comprendre, et fourniraient de manière efficace des renseignements pratiques aux propriétaires et locataires actuels et futurs concernant les mesures à prendre pour rendre leurs domiciles plus écoénergétiques et réaliser des économies par la même occasion.

Annexes

Annexe A - Questionnaires de recrutement

Questionnaire de recrutement français

Résumé des consignes de recrutement

- Groupes tenus en ligne.
- Durée prévue de chaque rencontre : deux heures.
- Recrutement de huit participants.
- Incitatifs de 125 \$ par personne, versés aux participants par transfert électronique après la rencontre.

Caractéristiques des groupes de discussion :

GROUPE	DATE	HEURE (HNE)	HEURE (LOCALE)	LIEU	COMPOSITION DU GROUPE	MODÉRATEUR
3	2 octobre	6:00-8:00	6:00-8:00 (HAE)	Québec	Climatofervents et climatosceptiques	MP
7	10 octobre	6:00-8:00	6:00-8:00 (HAE)	Région de Mauricie	Population générale	MP
10	17 octobre	6:00-8:00	6:00-8:00 (HAE)	Ville de Québec	Population générale	MP

Questionnaire de recrutement

INTRODUCTION

Bonjour, je m'appelle **[NOM DU RECRUTEUR]**. Je vous téléphone du Strategic Counsel, une entreprise nationale de recherche sur l'opinion publique, pour le compte du gouvernement du Canada. / Hello, my name is **[RECRUITER NAME]**. I'm calling from The Strategic Counsel, a national public opinion research firm, on behalf of the Government of Canada

Préféreriez-vous continuer en français ou en anglais? / Would you prefer to continue in English or French?
[CONTINUER DANS LA LANGUE PRÉFÉRÉE]

NOTER LA LANGUE ET CONTINUER

Français **CONTINUER**

Anglais **PASSER AU QUESTIONNAIRE ANGLAIS**

Nous organisons, pour le compte du gouvernement du Canada, une série de groupes de discussion vidéo en ligne afin d'explorer des questions d'actualité qui intéressent les Canadiens.

La rencontre prendra la forme d'une table ronde animée par un modérateur expérimenté. Les participants recevront un montant d'argent en remerciement de leur temps.

Votre participation est entièrement volontaire et toutes vos réponses seront confidentielles. Nous aimerions simplement connaître vos opinions : personne n'essaiera de vous vendre quoi que ce soit ou de promouvoir des produits. Notre rapport sur cette série de groupes de discussion n'attribuera aucun commentaire à une personne en particulier.

Avant de vous inviter à participer, je dois vous poser quelques questions qui nous permettront de former des groupes suffisamment diversifiés. Puis-je vous poser quelques questions?

Oui **CONTINUER**
Non **REMERCIER ET CONCLURE**

QUESTIONS DE SÉLECTION

1. Est-ce que vous ou une personne de votre ménage avez travaillé pour l'un des types d'organisations suivants au cours des cinq dernières années?

Une société d'études de marché	REMERCIER ET CONCLURE
Une agence de commercialisation, de marque ou de publicité	REMERCIER ET CONCLURE
Un magazine ou un journal	REMERCIER ET CONCLURE
Un ministère ou un organisme gouvernemental fédéral, provincial ou territorial	REMERCIER ET CONCLURE
Un parti politique	REMERCIER ET CONCLURE
Dans les relations publiques ou les relations avec les médias	REMERCIER ET CONCLURE
Dans le milieu de la radio ou de la télévision	REMERCIER ET CONCLURE
Non, aucune de ces réponses	CONTINUER

- 1a. **POUR TOUS LES LIEUX** : Êtes-vous un ou une employé(e) retraité(e) du gouvernement du Canada?

Oui **REMERCIER ET CONCLURE**
Non **CONTINUER**

2. Quelle est la langue officielle du Canada que vous parlez principalement aujourd'hui?

Anglais **REMERCIER ET CONCLURE**
Français **CONTINUER**
Autre [Préciser ou non la langue, selon les besoins de l'étude] **REMERCIER ET CONCLURE**
Préfère ne pas répondre **REMERCIER ET CONCLURE**

3. Dans quelle ville habitez-vous?

LIEU	VILLES	
Québec	Les villes peuvent notamment comprendre (mais ne sont pas limité à) :	CONTINUER – GROUPE 3

	Montréal, Gatineau, Ville de Québec, Saguenay, Sherbrooke, Trois-Rivières, Saint-Jérôme, Chicoutimi – Jonquière, Saint-Jean-sur-Richelieu, Chateauguay, Drummondville, Granby, Saint-Hyacinthe ASSURER UNE BONNE REPRÉSENTATION DES VILLES DE LA RÉGION.	
Région de Mauricie	Les villes peuvent notamment comprendre : <u>Mauricie</u> : Trois-Rivières, Shawinigan, La Tuque, Louiseville, Saint-Tite, Saint-Luc-de-Vincennes ASSURER UNE BONNE REPRÉSENTATION DES VILLES DE LA RÉGION.	CONTINUER – GROUPE 7
Ville de Québec	Ville de Québec. LES PARTICIPANTS DOIVENT RÉSIDER DANS LEDIT CENTRE.	CONTINUER – GROUPE 10
RÉPONSE SPONTANÉE Préfère ne pas répondre		REMERCIER ET CONCLURE

4. Depuis combien de temps habitez-vous à [INSÉRER LE NOM DE LA VILLE]? **NOTER LE NOMBRE D'ANNÉES.**

Moins de deux ans	REMERCIER ET CONCLURE
Deux ans ou plus	CONTINUER
Ne sais pas/Préfère ne pas répondre	REMERCIER ET CONCLURE

5. Seriez-vous prêt/prête à m'indiquer votre tranche d'âge dans la liste suivante?

Moins de 18 ans	SI POSSIBLE, DEMANDER À PARLER À UNE PERSONNE DE 18 ANS OU PLUS ET REFAIRE L'INTRODUCTION. SINON, REMERCIER ET CONCLURE. CONTINUER
18 à 24 ans	
25 à 29 ans	
30 à 34 ans	
35 à 44 ans	
45 à 49 ans	

50 à 54 ans	
55 ans ou plus	
RÉPONSE SPONTANÉE Préfère ne pas répondre	REMERCIER ET CONCLURE

ASSURER UNE BONNE REPRÉSENTATION D'ÂGES DANS CHAQUE GROUPE, S'IL Y A LIEU.

6. **À DEMANDER SEULEMENT AU GROUPE 3** Vous trouverez ci-dessous cinq descriptions résumant les différentes façons de penser des Canadiens en matière de changements climatiques. Laquelle se rapproche le plus de votre propre vision des choses?
1. Je crois fortement aux changements climatiques et je pense qu'ils sont causés par les humains. Je suis extrêmement inquiet(ète) à ce sujet. Je suis déterminé(e) à adopter des mesures en faveur du climat et je crois que mes actions peuvent avoir un effet, bien que je ne sois pas particulièrement optimiste quant aux progrès attendus
 2. Je crois fortement aux changements climatiques et pense qu'ils sont principalement causés par les humains. Je suis très inquiet(ète) à ce sujet. Je suis prêt(e) à adopter des mesures pour lutter contre les changements climatiques et je pense que mes actions auront un certain impact.
 3. En général, je crois aux changements climatiques et je pense qu'ils sont probablement causés par les humains. Mais parfois, je me sens un peu perplexe face à cette question et je ne suis que moyennement inquiet(ète) à ce sujet. Je suis relativement disposé(e) à adopter des mesures en faveur du climat.
 4. Je ne suis pas très sensible aux changements climatiques et j'ai des doutes quant à leurs causes. Je ne suis pas trop inquiet(ète) à ce sujet. Je ne suis pas particulièrement désireux(euse) d'adopter des mesures en faveur du climat et je ne suis pas certain(e) que mes actions auraient un quelconque effet.
 5. Je ne crois pas aux changements climatiques et je ne crois pas qu'ils soient causés par les humains. Je ne ressens aucune confusion à ce sujet et je ne suis pas du tout inquiet(ète). Je suis très peu disposé(e) à adopter des mesures en faveur du climat et je ne crois pas que mes actions auraient un quelconque effet.

2 = CLIMATOFERVENTS, 3 = CLIMATOSCEPTIQUES. ASSURER UNE BONNE MÉLANGE MAIS COMPRENNENT PLUS DE CLIMATOFERVENTS.

7. **DEMANDER A TOUS** Êtes-vous actuellement propriétaire ou locataire de votre résidence principale?
ECLAIRCISSEMENT AU BESOIN : Vous êtes considéré comme propriétaire même si vous avez une dette hypothécaire active.

Propriétaire	CONTINUER
Locataire	CONTINUER
RÉPONSE SPONTANÉE Habitant au domicile parentale	CONTINUER
RÉPONSE SPONTANÉE Autre, veuillez préciser :	CONTINUER
RÉPONSE SPONTANÉE Ne sais pas/Préfère ne pas répondre	REMERCIER ET CONCLURE



8. Parmi les choix suivants, lequel décrit le mieux la résidence dont vous êtes actuellement [propriétaire/locataire]?

Condo	CONTINUER
Appartement	CONTINUER
Maison unifamiliale	CONTINUER
Maison en rangée	CONTINUER
Autre, veuillez préciser : _____	CONTINUER

ASSURER UN BON MÉLANGE.

9. Est-ce que vous connaissez le concept du « groupe de discussion » ?

Oui	CONTINUER
Non	EXPLIQUER QUE : « un groupe de discussion se compose de six à huit participants et d'un modérateur. Au cours d'une période de deux heures, les participants sont invités à discuter d'un éventail de questions reliées au sujet abordé ».

10. Dans le cadre du groupe de discussion, on vous demandera de participer activement à une conversation. En pensant à la manière dont vous interagissez lors de discussions en groupe, quelle note vous donneriez-vous sur une échelle de 1 à 5 si 1 signifie « j'ai tendance à ne pas intervenir et à écouter les autres parler » et 5, « je suis habituellement une des premières personnes à parler »?

1-2	REMERCIER ET CONCLURE
3-5	CONTINUER

11. Étant donné que ce groupe se réunira en ligne, vous aurez besoin, pour participer, d'un accès Internet haut débit et d'un ordinateur muni d'une caméra Web, d'un microphone et d'un haut-parleur en bon état de marche. **CONFIRMER LES POINTS CI-DESSOUS. METTRE FIN À L'APPEL SI NON À L'UN DES TROIS.**

Le participant a accès à Internet haut débit
Le participant a un ordinateur avec caméra Web

12. Avez-vous utilisé des logiciels de réunion en ligne tels que Zoom, Webex, Microsoft Teams, Google Hangouts/Meet, etc., au cours des deux dernières années?

Oui	CONTINUER
Non	CONTINUER

13. Sur une échelle de 1 à 5 signifie que vous n'êtes pas du tout habile et 5 que vous êtes très habile, comment évaluez-vous votre capacité à utiliser seul(e) les plateformes de réunion en ligne?

1-2	REMERCIER ET CONCLURE
3-5	CONTINUER

14. Au cours de la discussion, vous pourriez devoir lire ou visionner du matériel affiché à l'écran, ou faire des exercices en ligne comme ceux qu'on trouve dans les sondages. On vous demandera aussi de participer

activement à la discussion en ligne à l'aide d'une caméra Web. Pensez-vous avoir de la difficulté, pour une raison ou une autre, à lire les documents ou à participer à la discussion par vidéo?

SI LE RÉPONDANT SIGNALE UN PROBLÈME DE VISION OU D'AUDITION, UN PROBLÈME DE LANGUE PARLÉE OU ÉCRITE, S'IL CRAINT DE NE POUVOIR COMMUNIQUER EFFICACEMENT, SI L'UTILISATION D'UNE CAMÉRA WEB LUI POSE PROBLÈME, ÉVALUER SI DES AMÉNAGEMENTS PEUVENT ÊTRE FAITS.

15. Avez-vous déjà participé à un groupe de discussion, à une entrevue ou à un sondage organisé à l'avance en contrepartie d'une somme d'argent?

Oui **CONTINUER**
Non **PASSER À LA Q.19**

16. À quand remonte le dernier groupe de discussion auquel vous avez participé?

À moins de six mois, **REMERCIER ET CONCLURE**
À plus de six mois, **CONTINUER**

17. À combien de groupes de discussion avez-vous participé au cours des cinq dernières années?

0 à 4 groupes **CONTINUER**
5 groupes ou plus **REMERCIER ET CONCLURE**

18. Quel était leur sujet, et vous rappelez-vous pour qui ou pour quelle organisation ces groupes étaient organisés?

TERMINER SI LE SUJET EST SEMBLABLE OU IDENTIQUE, OU SI L'ORGANISATION NOMMÉE EST LE GOUVERNEMENT DU CANADA

CRITÈRES DE RECRUTEMENT SUPPLÉMENTAIRES

Il me reste quelques dernières questions avant de vous donner les détails du groupe de discussion, comme l'heure et la date.

19. Laquelle des catégories suivantes décrit le mieux le revenu annuel total de votre ménage en 2023 – c'est-à-dire le revenu cumulatif de l'ensemble des membres de votre ménage avant impôt?

Moins de 20 000 \$	CONTINUER
20 000 \$ à moins de 40 000 \$	CONTINUER
40 000 \$ à moins de 60 000 \$	CONTINUER
60 000 \$ à moins de 80 000 \$	CONTINUER
80 000 \$ à moins de 100 000 \$	CONTINUER
100 000 \$ à moins de 150 000 \$	CONTINUER
150 000 \$ ou plus	CONTINUER
RÉPONSE SPONTANÉE : Préfère ne pas répondre	REMERCIER ET CONCLURE

ASSURER UN BON MÉLANGE, S'IL Y A LIEU.

20. Lequel ou lesquels des groupes raciaux ou culturels suivants vous décrivent le mieux? (Plusieurs choix possibles)

Blanc
Sud-asiatique (p. ex., indien, pakistanais, sri-lankais)
Chinois
Noir
Latino-américain
Philippin
Arabe
Asiatique du sud-est (p. ex., vietnamien, cambodgien, thaïlandais)
Coréen ou japonais
Autochtone
Autre groupe racial ou culturel (préciser)

RÉPONSE SPONTANÉE : Préfère ne pas répondre

ASSURER UN BON MÉLANGE.

21. Quel est le niveau de scolarité le plus élevé que vous avez atteint?

École primaire
Études secondaires partielles
Diplôme d'études secondaires ou l'équivalent
Certificat ou diplôme d'apprenti inscrit ou d'une école de métiers
Certificat ou diplôme d'un collège, cégep ou autre établissement non universitaire
Certificat ou diplôme universitaire inférieur au baccalauréat
Baccalauréat
Diplôme d'études supérieur au baccalauréat

RÉPONSE SPONTANÉE : Préfère ne pas répondre

ASSURER UN BON MÉLANGE.

22. [NE PAS DEMANDER] Sexe **NOTER SELON VOTRE OBSERVATION.**

Homme
Femme

ASSURER UNE PROPORTION ÉGALE D'HOMMES ET DE FEMMES DANS CHAQUE GROUPE.

23. Parmi les choix suivants, lequel décrit le mieux le secteur d'activité dans lequel vous travaillez?

Métier de la construction ou métier spécialisé
Administrations publiques
Agriculture, foresterie, pêche et chasse
Arts, spectacle et loisirs
Autres services, sauf les administrations publiques
Commerce de détail
Commerce de gros

Extraction minière, exploitation en carrière, et extraction de pétrole et de gaz
Fabrication
Finance et assurances
Gestion de sociétés et d'entreprises
Hébergement et services de restauration
Industrie de l'information et industrie culturelle
Services administratifs, services de soutien, services de gestion des déchets et services d'assainissement
Services d'enseignement
Services immobiliers et services de location et de location à bail
Services professionnels, scientifiques et techniques
Services publics
Soins de santé et assistance sociale
Transport et entreposage
Sans emploi
Aux études à temps plein
À la retraite
Autre situation ou autre secteur; veuillez préciser :

ASSURER UNE BONNE REPRÉSENTATION DES TYPES D'EMPLOI DANS CHAQUE GROUPE. PAS PLUS DE DEUX RÉPONDANTS PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ. PAS D'ÉTUDIANTS ÉTRANGERS.

24. La discussion sera enregistrée sur bandes audio et vidéo, strictement aux fins de la recherche. Les enregistrements aideront nos chercheurs à rédiger leur rapport. Est-ce que vous consentez à ce qu'on vous enregistre sur bandes audio et vidéo?

Oui

Non **REMERCIER ET CONCLUREE**

INVITATION

J'aimerais vous inviter à ce groupe de discussion en ligne, qui aura lieu le **[DONNER LA DATE ET L'HEURE EN FONCTION DU N° DE GROUPE INDIQUÉ DANS LE TABLEAU, PAGE 1]**. La discussion durera deux heures et vous recevrez 125 \$ pour votre participation. Ce montant vous sera envoyé par transfert électronique après la tenue du groupe de discussion.

Veuillez noter que des observateurs du gouvernement du Canada pourraient être présents au groupe et que la discussion sera enregistrée sur bande vidéo. En acceptant de participer, vous donnez votre consentement à ces modalités.

Est-ce que vous accepteriez de participer?

Oui

CONTINUER

Non

REMERCIER ET CONCLURE



Puis-je avoir votre nom complet, le numéro de téléphone où vous êtes le plus facile à joindre et votre adresse électronique, si vous en avez une, pour vous envoyer les détails au sujet du groupe?

Nom :

Numéro de téléphone :

Adresse courriel :

Vous recevrez un courrier électronique du **[INSÉRER LE NOM DU RECRUTEUR]** expliquant comment rejoindre le groupe en ligne. Si la connexion au système vous pose des difficultés, veuillez en aviser notre équipe de soutien technique à : support@thestrategiccounsel.com.

Nous vous prions de vous mettre en ligne au moins 15 minutes avant l'heure prévue, afin d'avoir le temps de vous installer et d'obtenir l'aide de notre équipe de soutien en cas de problèmes techniques. Veuillez également redémarrer votre ordinateur avant de vous joindre au groupe.

Vous pourriez devoir lire des documents au cours de la discussion. Si vous utilisez des lunettes, assurez-vous de les avoir à portée de main durant la rencontre. Vous aurez également besoin d'un stylo et de papier pour prendre des notes.

Ce rendez-vous est un engagement ferme. Si vous pensez ne pas pouvoir participer pour des raisons personnelles ou professionnelles, veuillez m'en aviser dès maintenant et nous conserverons votre nom pour une étude ultérieure. Enfin, si jamais vous n'êtes pas en mesure de participer, veuillez nous prévenir le plus rapidement possible au **[1-800-xxx-xxxx]** pour que nous puissions trouver quelqu'un pour vous remplacer.

Merci de votre temps.

RECRUTEMENT FAIT PAR : _____

DATE DU RECRUTEMENT : _____

Questionnaire de recrutement anglais

Recruitment Specifications Summary

- Groups conducted online.
- Each group is expected to last for two hours.
- Recruit 8 participants.
- Incentives will be \$125 per person and will be sent to participants via e-transfer following the group.

Specifications for the focus groups are as follows:

Group	Date	Time (EDT)	Local Time	Location	Composition	Moderator
1	Tues, Oct 1 st	6:00-8:00 PM	6:00-8:00 PM (EDT)	Ontario	Climate Change Supportive/Ambivalent	MP
2	Wed, Oct 2 nd	5:00-7:00 PM	6:00-8:00 (ADT) 6:30-8:30 (NDT)	PEI, Nova Scotia, Newfoundland	Climate Change Supportive/Ambivalent	DN
4	Thurs, Oct 3 rd	8:00-10:00 PM	6:00-8:00 PM (MDT) 6:00-8:00 PM (CST) 7:00-9:00 PM (CDT)	Alberta, Manitoba	Climate Change Supportive/Ambivalent	TBW
5	Tues, Oct 8 th	8:00-10:00 PM	6:00-8:00 PM (MDT) 6:00-8:00 PM (CST) 7:00-9:00 PM (CDT)	Urban Prairies (excluding Saskatchewan)	General Population	TBW
6	Wed, Oct 9 th	6:00-8:00 PM	6:00-8:00 PM (EDT)	Rural Ontario	General Population	DN
8	Tues, Oct 15 th	6:00-8:00 PM	6:00-8:00 PM (EDT)	London	General Population	TBW
9	Wed, Oct 16 th	5:00-7:00 PM	6:00-8:00 PM (ADT)	Nova Scotia	General Population	DN
11	Tues, Oct 22 nd	9:00-11:00 PM	6:00-8:00 PM (PDT)	Vancouver Island	General Population	MP
12	Wed, Oct 23 rd	5:00-7:00 PM	6:00-8:00 PM (ADT)	Prince Edward Island	General Population	TBW

Recruiting Script

INTRODUCTION

Hello, my name is **[RECRUITER NAME]**. I'm calling from The Strategic Counsel, a national public opinion research firm, on behalf of the Government of Canada. / Bonjour, je m'appelle **[NOM DU RECRUTEUR]**. Je vous téléphone du Strategic Counsel, une entreprise nationale de recherche sur l'opinion publique, pour le compte du gouvernement du Canada.

Would you prefer to continue in English or French? / Préférez-vous continuer en français ou en anglais?
[CONTINUE IN LANGUAGE OF PREFERENCE]

RECORD LANGUAGE

English **CONTINUE**
French **SWITCH TO FRENCH SCREENER**

On behalf of the Government of Canada, we're organizing a series of online video focus group discussions to explore current issues of interest to Canadians.

The format is a "round table" discussion, led by an experienced moderator. Participants will be given a cash honorarium in appreciation of their time.

Your participation is completely voluntary, and all your answers will be kept confidential. We are only interested in hearing your opinions - no attempt will be made to sell or market you anything. The report that is produced from the series of discussion groups we are holding will not contain comments that are attributed to specific individuals.

But before we invite you to attend, we need to ask you a few questions to ensure that we get a good mix/variety of people in each of the groups. May I ask you a few questions?

Yes **CONTINUE**
No **THANK AND END**

SCREENING QUESTIONS

1. Have you, or has anyone in your household, worked for any of the following types of organizations in the last 5 years?

A market research firm	THANK AND END
A marketing, branding, or advertising agency	THANK AND END
A magazine or newspaper	THANK AND END
A federal/provincial/territorial government department or agency	THANK AND END
A political party	THANK AND END
In public/media relations	THANK AND END
In radio/television	THANK AND END

No, none of the above

CONTINUE

1a. IN ALL LOCATIONS: Are you a retired Government of Canada employee?

Yes **THANK AND END**
No **CONTINUE**

2. In which city do you reside?

LOCATION	CITIES	
Ontario	Cities/regions could include (but are not limited to): <u>Major Centres: Population of 300,000+</u> Toronto, Ottawa-Gatineau, Mississauga, Brampton, Hamilton <u>Mid-size Centres: Population of 100,000 – 300,000</u> Barrie, Brantford, Cambridge, Chatham-Kent, Guelph, Kingston, Kitchener, London, Milton, St. Catharines-Niagara, Sudbury, Waterloo, Windsor <u>Small Centres: Population of <30,000</u> Keswick-Elmhurst Beach, Bolton, Midland, Alliston, Fergus, Collingwood, Lindsay, Owen Sound, Brockville, Wasaga Beach, Cobourg, Tillsonburg, Valley East, Pembroke, Smiths Falls, Simcoe, Strathroy, Port Colborne, Fort Erie, Amherstburg ENSURE A GOOD MIX OF MAJOR/MID-SIZE/SMALL CENTRES ACROSS THE REGION.	CONTINUE – GROUP 1
PEI, Nova Scotia, Newfoundland	Cities/regions could include (but are not limited to): <u>Nova Scotia:</u> Halifax, Cape Breton, New Glasgow, Glace Bay, Truro <u>Newfoundland & Labrador:</u> St. John's, Corner Brook, Conception Bay, Mount Pearl <u>Prince Edward Island:</u> Charlottetown, Summerside ENSURE A GOOD MIX OF CITIES/REGIONS ACROSS PROVINCES. NO MORE THAN 3 FROM EACH PROVINCE.	CONTINUE – GROUP 2
Alberta, Manitoba	Cities include (but are not limited to):	CONTINUE – GROUP 4

	<u>Manitoba</u>: Winnipeg, Brandon, Steinbach, Winkler, Portage la Prairie, Thompson, Selkirk, Morden. <u>Alberta</u>: Calgary, Edmonton, Red Deer, Lethbridge, Airdrie, Fort McMurray, Medicine Hat, Grande Prairie, Spruce Grove, Fort Saskatchewan, Chestermere, Beaumont, Camrose, Stony Plain, Sylvan Lake. ENSURE 2 PARTICIPANTS FROM EACH PROVINCE. NO MORE THAN 1 FROM EACH CITY. ENSURE A GOOD MIX OF CITIES ACROSS THE REGION.	
Urban Prairies	Cities include (but are not limited to): <u>Alberta</u>: Calgary, Edmonton, Airdrie, Red Deer <u>Manitoba</u>: Winnipeg, Brandon, Steinbach, Winkler ENSURE 2 PARTICIPANTS FROM EACH PROVINCE. ENSURE A GOOD MIX FROM EACH PROVINCE.	CONTINUE – GROUP 5
Rural Ontario	Population = <30,000 Cities could include (but are not limited to): Keswick-Elmhurst Beach, Bolton, Midland, Alliston, Fergus, Collingwood, Lindsay, Owen Sound, Brockville, Wasaga Beach, Cobourg, Tillsonburg, Valley East, Pembroke, Smiths Falls, Simcoe, Strathroy, Port Colborne, Fort Erie, Amherstburg MAX 2 PARTICIPANTS FROM EACH CITY. ENSURE A GOOD MIX ACROSS THE REGION.	CONTINUE – GROUP 6
London	City of London PARTICIPANTS SHOULD RESIDE IN THE ABOVE-NOTED CENTER PROPER.	CONTINUE – GROUP 8
Nova Scotia	Cities could include (but are not limited to): <u>Large population = 50,000+</u> Halifax <u>Medium population = 30,00-50,000</u> Cape Breton-Sydney <u>Small population = <30,000</u> New Glasgow, Glace Bay, Kentville, Sydney Mines, Amherst, Bridgewater	CONTINUE – GROUP 9

	NO MORE THAN TWO PER CITY. ENSURE A GOOD MIX ACROSS THE REGION.	
Vancouver Island	Cities include (but are not limited to): Victoria, Nanaimo, Courtenay, Campbell River, Parksville, Duncan, Port Alberni, Lady Smith, Sooke ENSURE A GOOD MIX ACROSS THE REGION. NO MORE THAN TWO PER CITY. INCLUDE THOSE RESIDING IN LARGER AND SMALLER COMMUNITIES.	CONTINUE – GROUP 11
Prince Edward Island	Cities could include (but are not limited to): Charlottetown, Summerside, Stratford, Cornwall MAX 4 PARTICIPANTS FROM CHARLOTTETOWN.	CONTINUE – GROUP 12
VOLUNTEERED Prefer not to answer		THANK AND END

2a. How long have you lived in [INSERT CITY]? **RECORD NUMBER OF YEARS.**

Less than two years	THANK AND END
Two years or more	CONTINUE
Don't know/Prefer not to answer	THANK AND END

3. Would you be willing to tell me in which of the following age categories you belong?

Under 18 years of age	IF POSSIBLE, ASK FOR SOMEONE OVER 18 AND REINTRODUCE. OTHERWISE THANK AND END.
18-24	ALL LOCATIONS = CONTINUE
25-34	
35-44	
45-54	
55+	
VOLUNTEERED Prefer not to answer	THANK AND END

4. **ASK ONLY IF GROUPS 1, 2 & 4** Which one of the following five descriptions most closely resemble your own thinking?

6. I strongly believe in climate change and think it is caused by humans. I am extremely worried about it. I am committed to taking climate action and think my actions would have an effect, but I am not particularly hopeful about progress overall. **THANK AND END**



7. I strongly believe in climate change and think it is mostly caused by humans. I am very worried about it. I am willing to take climate action and think my actions would have some effect. **CONTINUE**
8. I mostly believe in climate change and think it is probably caused by humans, but sometimes I feel a bit confused about the issue and am only moderately worried about it. I am somewhat willing to take climate action. **CONTINUE**
9. I do not have strong feelings about climate change and am a bit uncertain about what causes it. I am not too worried about it. I am not particularly willing to take climate action and am unsure that my actions would have an effect. **THANK AND END**
10. I do not believe in climate change or that it is caused by humans. I feel no confusion about the issue, and am not at all worried about it. I am very unwilling to take climate action and do not think my actions would have any effect. **THANK AND END**

2 = SUPPORTIVE, 3 = AMBIVALENT. ENSURE A GOOD MIX BETWEEN THOSE WHO ARE SUPPORTIVE AND AMBIVALENT BUT LEAN TOWARDS SUPPORTIVE.

5. **ASK ALL GROUPS** Do you own or rent your current residence? **IF ASKED/CLARIFICATION REQUIRED:** You are considered a homeowner even if you have outstanding debt that you owe on your mortgage loan.

Own	CONTINUE
Rent	
VOLUNTEERED Living at home	
VOLUNTEERED Other, please specify:	
VOLUNTEERED Don't know/not sure	THANK AND END

ENSURE A GOOD MIX WHERE APPLICABLE.

- 5a. **ASK ALL GROUPS** Which of the following best describes the residence you currently [own/rent]?

Condo	CONTINUE
Apartment	CONTINUE
Single family home	CONTINUE
Townhome	CONTINUE
Other, please specify: _____	CONTINUE

ENSURE A GOOD MIX.

6. Are you familiar with the concept of a focus group?

Yes **CONTINUE**

No **EXPLAIN THE FOLLOWING** "a focus group consists of six to eight participants and one moderator. During a two-hour session, participants are asked to discuss a wide range of issues related to the topic being examined."

7. As part of the focus group, you will be asked to actively participate in a conversation. Thinking of how you engage in group discussions, how would you rate yourself on a scale of 1 to 5 where 1 means 'you tend to sit back and listen to others' and 5 means 'you are usually one of the first people to speak'?



1-2 **THANK AND END**
3-5 **CONTINUE**

8. As this group is being conducted online, in order to participate you will need to have high-speed Internet and a computer with a working webcam, microphone and speaker. **RECRUITER TO CONFIRM THE FOLLOWING. TERMINATE IF NO TO EITHER.**

Participant has high-speed access to the Internet
Participant has a computer/webcam

9. **ASK ALL GROUPS** Have you used online meeting software, such as Zoom, Webex, Microsoft Teams, Google Hangouts/Meet, etc., in the last two years?

Yes **CONTINUE**
No **CONTINUE**

10. **ASK ALL GROUPS** How skilled would you say you are at using online meeting platforms on your own, using a scale of 1 to 5, where 1 means you are not at all skilled, and 5 means you are very skilled?

1-2 **THANK AND END**
3-5 **CONTINUE**

11. **ASK ALL GROUPS** During the discussion, you could be asked to read or view materials on screen and/or participate in poll-type exercises online. You will also be asked to actively participate online using a webcam. Can you think of any reason why you may have difficulty reading the materials or participating by video?

IF RESPONDENT OFFERS ANY REASON SUCH AS SIGHT OR HEARING PROBLEM, A WRITTEN OR VERBAL LANGUAGE PROBLEM, A CONCERN WITH NOT BEING ABLE TO COMMUNICATE EFFECTIVELY, ANY CONCERNS WITH USING A WEBCAM, ASSESS WHETHER ACCOMODATIONS CAN BE MADE.

12. Have you ever attended a focus group discussion, an interview or survey which was arranged in advance and for which you received a sum of money?

Yes **CONTINUE**
No **SKIP TO Q.16**

13. How long ago was the last focus group you attended?

Less than 6 months ago **THANK AND END**
More than 6 months ago **CONTINUE**

14. How many focus group discussions have you attended in the past 5 years?

0-4 groups **CONTINUE**
5 or more groups **THANK AND END**



15. On what topics were they and do you recall who or what organization the groups were being undertaken for?

TERMINATE IF ANY ON SIMILAR/SAME TOPIC OR GOVERNMENT OF CANADA IDENTIFIED AS ORGANIZATION

ADDITIONAL RECRUITING CRITERIA

Now we have just a few final questions before we give you the details of the focus group, including the time and date.

16. What is the highest level of formal education that you have completed?

Grade 8 or less

Some high school

High school diploma or equivalent

Registered Apprenticeship or other trades certificate or diploma

College, CEGEP or other non-university certificate or diploma

University certificate or diploma below bachelor's level

Bachelor's degree

Post graduate degree above bachelor's level

VOLUNTEERED Prefer not to answer **THANK AND END**

ENSURE A GOOD MIX.

17. **ASK ALL GROUPS** Which of the following best describes the industry/sector in which you are currently employed?

Accommodation and Food Services

Administrative and Support, Waste Management and Remediation Services

Agriculture, Forestry, Fishing and Hunting

Arts, Entertainment and Recreation

Automotive

Construction

Educational Services

Finance & Insurance

Health Care

Social Assistance

Information and Cultural Industries

Management of Companies and Enterprises

Manufacturing

Mining, Quarrying, and Oil and Gas Extraction

Other Services (except Public Administration)

Professional, Scientific and Technical Services

Public Administration

Real Estate and Rental and Leasing

Retail Trade

Transportation and Warehousing



Utilities

Wholesale Trade

Unemployed

Full Time Student

Retired

Other, please specify: _____

ENSURE A GOOD MIX BY TYPE OF EMPLOYMENT IF APPLICABLE. NO MORE THAN TWO PER SECTOR. NO MORE THAN 2 WHO ARE UNEMPLOYED. NO INTERNATIONAL STUDENTS IN ANY GROUPS.

- 18. ASK ALL GROUPS** Which of the following categories best describes your total household income in 2023?
That is, the total income of all persons in your household combined, before taxes?

Under \$20,000	CONTINUE
\$20,000 to just under \$40,000	
\$40,000 to just under \$50,000	
\$50,000 to just under \$65,000	
\$65,000 to just under \$80,000	
\$80,000 to just under \$100,000	
\$100,000 to just under \$125,000	
\$100,000 to just under \$150,000	
\$150,000 and above	THANK AND END
VOLUNTEERED Prefer not to answer	

ENSURE A GOOD MIX.

- 19. ASK ALL GROUPS** Which of the following racial or cultural groups best describes you? (multi-select)

White/Caucasian

South Asian (e.g., East Indian, Pakistani, Sri Lankan)

Chinese

Black

Latin American

Filipino

Arab

Southeast Asian (e.g., Vietnamese, Cambodian, Thai)

Korean or Japanese

Indigenous

Other (specify)

VOLUNTEERED Prefer not to answer **THANK AND END**

ENSURE A GOOD MIX.

- 20. [DO NOT ASK]** Gender **RECORD BY OBSERVATION.**

Male	CONTINUE
Female	CONTINUE

ENSURE A GOOD MIX BY GENDER IN EACH GROUP WHERE APPLICABLE.

21. The focus group discussion will be audio-taped and video-taped for research purposes only. The taping is conducted to assist our researchers in writing their report. Do you consent to being audio-taped and video-taped?

Yes **CONTINUE TO INVITATION ON NEXT PAGE**

No **THANK AND END**

INVITATION

I would like to invite you to this online focus group discussion, which will take place the evening of **[INSERT DATE/TIME BASED ON GROUP # IN CHART ON PAGE 1]**. The group will be two hours in length and you will receive \$125 for your participation following the group via an e-transfer.

Please note that there may be observers from the Government of Canada at the group and that the discussion will be videotaped. By agreeing to participate, you have given your consent to these procedures.

Would you be willing to attend?

Yes **CONTINUE**

No **THANK AND END**

May I please have your full name, a telephone number that is best to reach you at as well as your e-mail address if you have one so that I can send you the details for the group?

Name:

Telephone Number:

E-mail Address:

You will receive an e-mail from **[INSERT RECRUITER]** with the instructions to login to the online group. Should you have any issues logging into the system specifically, you can contact our technical support team at support@thestrategiccounsel.com.

We ask that you are online at least 15 minutes prior to the beginning of the session in order to ensure you are set up and to allow our support team to assist you in case you run into any technical issues. We also ask that you restart your computer prior to joining the group.

You may be required to view some material during the course of the discussion. If you require glasses to do so, please be sure to have them handy at the time of the group. Also, you will need a pen and paper in order to take some notes throughout the group.

This is a firm commitment. If you anticipate anything preventing you from attending (either home or work-related), please let me know now and we will keep your name for a future study. If for any reason you are unable to attend, please let us know as soon as possible at **[1-800-xxx-xxxx]** so we can find a replacement.



THE
**STRATEGIC
COUNSEL**

Thank you very much for your time.

RECRUITED BY: _____

DATE RECRUITED: _____

Annexe B – Guides de discussion

Guide du modérateur français

GUIDE DU MODÉRATEUR - DOCUMENT MAÎTRE Octobre 2024

INTRODUCTION (10 minutes) — Tous les lieux

- Le modérateur ou la personne responsable du soutien technique doit faire savoir aux participantes et aux participants qu'un stylo et du papier seront nécessaires afin de prendre des notes et d'écrire quelques réflexions au sujet des pièces de communication que nous leur montrerons plus tard au cours de la discussion.

LE GOUVERNEMENT DU CANADA DANS L'ACTUALITÉ/INDICATEURS ÉCONOMIQUES (5 à 50 minutes) — Climatofervents et climatosceptiques résidant en Ontario, au Canada atlantique, au Québec et dans les Prairies, régions urbaines des Prairies, régions rurales de l'Ontario, région de la Mauricie, London, Nouvelle-Écosse, ville de Québec, île de Vancouver, île-du-Prince-Édouard.

- Qu'avez-vous vu, lu ou entendu au sujet du gouvernement du Canada au cours des derniers jours?
 - Où avez-vous entendu, lu ou vu cette information?
- Climatofervents et climatosceptiques résidant au Québec, région de la Mauricie, île-du-Prince-Édouard — Avez-vous vu, lu ou entendu quelque chose récemment au sujet de la Banque du Canada et de la réduction de son taux d'intérêt directeur?
 - Climatofervents et climatosceptiques résidant au Québec, région de la Mauricie, île-du-Prince-Édouard — SI OUI : Qu'en pensez-vous?
 - Climatofervents et climatosceptiques résidant au Québec, région de la Mauricie, île-du-Prince-Édouard — De quelle façon cela pourrait-il affecter, le cas échéant, votre ménage?
- Climatofervents et climatosceptiques résidant au Québec, région de la Mauricie, île-du-Prince-Édouard — Qu'en est-il du taux d'inflation au Canada? Avez-vous récemment vu, lu ou entendu quoi que ce soit au sujet du recul du taux d'inflation au Canada? [NOTE AU MODÉRATEUR : Le taux d'inflation a reculé à 2 % en août (comparativement à 2,5 % en juillet), atteignant ainsi l'objectif que s'était fixé la Banque du Canada].
 - Climatofervents et climatosceptiques résidant au Québec, région de la Mauricie, île-du-Prince-Édouard — SI OUI : Quelles sont vos réflexions et vos réactions au sujet de cette nouvelle?

- **Climatofervents et climatosceptiques résidant au Québec, région de la Mauricie, Île-du-Prince-Édouard —** Avez-vous remarqué des changements dans votre vie quotidienne en raison de l'inflation?
- **Climatofervents et climatosceptiques résidant au Québec, région de la Mauricie, Île-du-Prince-Édouard —** Qu'en est-il du taux de croissance économique au Canada?
 - **Climatofervents et climatosceptiques résidant au Québec, région de la Mauricie, Île-du-Prince-Édouard —** SI OUI : Quelles sont vos réflexions et vos réactions au sujet de cette nouvelle?
 - **Climatofervents et climatosceptiques résidant au Québec, région de la Mauricie, Île-du-Prince-Édouard —** SI NON, LE MODÉRATEUR DONNERA DES INFORMATIONS SUR LE PIB ET FOURNIRA UNE BRÈVE EXPLICATION : PIB signifie produit intérieur brut. Le PIB mesure la valeur monétaire des biens et services finaux produits dans un pays au cours d'une période donnée. Croissance du PIB : l'économie canadienne a progressé à un taux annualisé de 2,1 % au cours du plus récent trimestre de 2024, soit à un taux nettement supérieur au 1,5 % estimé par la Banque du Canada en juillet.
 - **Climatofervents et climatosceptiques résidant au Québec, région de la Mauricie, Île-du-Prince-Édouard —** Que vous disent, le cas échéant, les chiffres en matière de croissance économique sur votre bien-être économique futur?
- **Climatofervents et climatosceptiques résidant au Québec, région de la Mauricie, Île-du-Prince-Édouard —** Qu'en est-il du taux de chômage au Canada?
 - **Climatofervents et climatosceptiques résidant au Québec, région de la Mauricie, Île-du-Prince-Édouard —** SI OUI : Quelles sont vos réflexions et réactions au sujet de cette nouvelle?
 - **Climatofervents et climatosceptiques résidant au Québec, région de la Mauricie, Île-du-Prince-Édouard —** SI NON : Le taux de chômage se situe actuellement à 6,6 %, comparativement à 5,4 % en 2023, et 5,7 % en 2019, avant la pandémie. Que pensez-vous de cette information?
- **Climatofervents et climatosceptiques résidant au Québec, région de la Mauricie, Île-du-Prince-Édouard —** Certains de ces indicateurs – taux d'intérêt, taux d'inflation, taux de croissance économique ou taux de chômage — ont-ils un impact sur votre perception de l'orientation que prend l'économie et de votre propre avenir financier?
 - **Climatofervents et climatosceptiques résidant au Québec, région de la Mauricie, Île-du-Prince-Édouard —** Qu'en est-il de vos attentes concernant le coût de la vie? Pour quelle raison?

- **Climatofervents et climatosceptiques résidant au Québec** — Dans un autre ordre d'idées, qu'avez-vous vu, lu ou entendu récemment, s'il y a lieu, au sujet de l'immigration et des changements apportés au Programme des travailleurs étrangers temporaires au Canada?
 - **Climatofervents et climatosceptiques résidant au Québec** — SI OUI : Quelles sont vos réflexions et vos réactions au sujet de cette nouvelle?
- **Île de Vancouver, Île-du-Prince-Édouard** — SI CE N'EST PAS MENTIONNÉ : Avez-vous entendu parler de quoi que ce soit en lien avec gouvernement du Canada et les soins dentaires?
 - **Île de Vancouver, Île-du-Prince-Édouard** — SI OUI : Qu'avez-vous entendu à ce sujet? Quelles sont vos réactions à ce que vous avez entendu?
 - **Île de Vancouver, Île-du-Prince-Édouard** — FOURNIR LES ÉCLAIRCISSEMENTS SUIVANTS :
Le Régime canadien de soins dentaires offre une couverture dentaire aux personnes âgées de 65 ans et plus, aux enfants de moins de 18 ans et aux adultes titulaires d'un certificat pour le crédit d'impôt pour personnes handicapées valide.
 - **Île de Vancouver, Île-du-Prince-Édouard** — Que pensez-vous de ce programme ?
- **Île de Vancouver, Île-du-Prince-Édouard** — SI CE N'EST PAS MENTIONNÉ Avez-vous entendu quoi que ce soit au sujet du service de traversier à deux navires entre la Nouvelle-Écosse et l'Île-du-Prince-Édouard?
 - **Île-du-Prince-Édouard** — SI OUI : Qu'avez-vous entendu à ce sujet? Quelles sont vos réactions?
 - **Île-du-Prince-Édouard** — À votre avis, est-il important d'avoir un service de traversier à deux navires entre la Nouvelle-Écosse et l'Île-du-Prince-Édouard?
- **Île-du-Prince-Édouard** — Qu'avez-vous récemment vu, lu ou entendu, le cas échéant, au sujet du ministère des Pêches et des Océans et de sa gestion des pêches au Canada?
 - **Île-du-Prince-Édouard** — En matière de protection des pêches de la région, diriez-vous que le gouvernement du Canada est sur la bonne voie, sur la mauvaise voie ou ni sur l'une ni sur l'autre?

CHANGEMENT CLIMATIQUE – ÉVALUATION DE MESSAGES PUBLICITAIRES (30 à 45 minutes)

Climatofervents et climatosceptiques résidant en Ontario, au Canada atlantique, au Québec et dans les Prairies.

Climatofervents et climatosceptiques résidant en Ontario, au Canada atlantique et dans les Prairies
— Nous allons maintenant examiner de potentielles publicités que le gouvernement du Canada

s'emploie actuellement à mettre au point. Cette publicité pourrait être diffusée sur des plateformes numériques comme YouTube, des sites d'actualités et d'autres sites Web, ainsi qu'à la télévision.

Pour chacune de ces vidéos, je ne dispose que de scripts. Je vais donc vous décrire les images que l'on verrait ainsi que ce que l'on entendrait en visionnant la publicité. Vous devrez imaginer les images qui accompagneront le message. Je vous lirai le script deux fois, après quoi vous me direz ce que vous en pensez. N'hésitez pas à prendre des notes pour vous souvenir de ce qui vous a plu et déplu de la publicité.

Climatofervents et climatosceptiques résidant au Québec — Nous allons maintenant examiner une publicité potentielle que le gouvernement du Canada est actuellement en train de mettre au point. Cette publicité pourrait être diffusée sur des plateformes numériques comme YouTube, des sites d'actualités et d'autres sites Web, ainsi qu'à la télévision.

Pour chacune de ces vidéos, je ne dispose que de scripts. Je vais donc vous décrire les images que l'on verrait ainsi que ce que l'on entendrait en visionnant la publicité. Vous devrez imaginer les images qui accompagneront le message. Je vous lirai le script deux fois, après quoi vous me direz ce que vous en pensez. N'hésitez pas à prendre des notes pour vous souvenir de ce qui vous a plu et déplu de la publicité.

PUBLICITÉ 1 — NATIONALE

Concept 2 – National – Français

LE MODÉRATEUR LIRA LE TEXTE DEUX FOIS

La vidéo commence avec le plan large d'une belle forêt canadienne. On aperçoit des oiseaux gazouillants et de belles rivières coulant en contrebas.

VHC : Le Plan climatique du Canada vise à soutenir l'environnement ET l'économie.

On passe à un plan au-dessus des arbres avant de plonger directement sous le couvert des arbres.

VHC : Le gouvernement du Canada réduit des millions de tonnes de pollution...

VHC :... EN PLUS de favoriser la création de milliers de nouveaux emplois.

La caméra longe le tronc d'un arbre de haut en bas jusqu'au sol. Dès qu'on atteint l'herbe au sol, un moment de transition se produit et le plan se renverse. À mesure que l'environnement se renverse, la base du tronc d'arbre bascule et se transforme soudainement en socle de borne de recharge située dans un parc de stationnement réservé aux autobus électriques d'un réseau de transport en commun.

La caméra se déplace en remontant le long du socle de la borne de recharge avant de s'en distancer pour révéler l'aire de stationnement. On aperçoit un ouvrier installant une nouvelle borne de recharge.

VHC : En investissant dans les technologies vertes et les industries en croissance...

VHC :... nous passons à l'action pour contribuer à un avenir plus propre.

Dans le plan suivant, la caméra se déplace progressivement pour montrer l'avant de l'autobus. Au moment où nous croisons l'avant de l'autobus, ce dernier sert de plan de coupe vers un nouvel environnement. On enchaîne avec un autre plan de coupe et l'autobus devient maintenant un véhicule d'entretien des espaces verts dans un parc. On aperçoit un ouvrier plantant un arbre et un autre ramassant des détrit.

On aperçoit une famille de trois personnes joyeuses dans le parc, avant qu'on s'éloigne sur une magnifique vue aérienne du parc où tout autour la nature est florissante.

VHC/SUPER : Gagnez sur tous les fronts avec le Plan climatique du Canada. Pour en apprendre davantage, visitez la page Canada.ca/plan-climatique.

On enchaîne avec la claquette de fin du gouvernement du Canada montrant l'élément mnémonique et le logo du gouvernement du Canada.

- Quelles sont vos premières réactions à cette publicité?
- Quel en est le message principal selon vous?
 - Le message est-il facile à comprendre?
 - S'agit-il d'un message approprié de la part du gouvernement du Canada? Qu'est-ce qui vous fait dire cela?
- Cette publicité vous parle-t-elle? Pourquoi ou pourquoi pas?
- Cette publicité vous incite-t-elle à agir?
 - SI OUI : Quelles mesures prendriez-vous?
- Avez-vous d'autres idées de ce qui pourrait rendre cette publicité plus efficace?



- **Climatofervents et climatosceptiques résidant au Québec —** Cette publicité serait-elle efficace pour ce qui est de vous inciter à consulter le site Web pour obtenir davantage d'informations? Qu'est-ce qui vous fait dire cela?

Climatofervents et climatosceptiques résidant en Ontario, au Canada atlantique et dans les Prairies —

Publicité n° 2 — RÉGIONALE

Concept 2 – Régional – Français

LE MODÉRATEUR LIRA LE TEXTE DEUX FOIS

La vidéo débute avec le plan d'un randonneur traversant une forêt pittoresque. Ce dernier s'arrête et s'arme d'une caméra numérique pour prendre une photo du magnifique paysage.

VHC : La pollution par les gaz à effet de serre a pour effet de réchauffer la planète et constitue une menace pour nos milieux naturels.

L'image pénètre à l'intérieur de la caméra du randonneur alors qu'il prend une photo.

Alors que le randonneur prend la photo, le spectateur se voit passer par la lentille de sa caméra et on assiste à un moment de transition. La lentille agit comme un tunnel et le plan se renverse. L'image paraît sortir de l'endos du téléphone cellulaire d'un homme en train de tondre sa pelouse à l'aide d'une tondeuse à batterie.

VHC : Le système de tarification du carbone canadien est conçu pour protéger notre environnement en réduisant la pollution par le carbone...

VHC : ET la Remise canadienne sur le carbone (RCC) remet de l'argent dans les poches des Canadiens.

On aperçoit l'homme lisant un avis sur l'écran de son téléphone intelligent l'informant que la Remise canadienne sur le carbone avait été déposée dans son compte bancaire.

Climatofervents et climatosceptiques résidant en Ontario - VHC/SUPER : Cette année, le montant versé aux particuliers en Ontario est de 550 \$ et un supplément est versé à ceux qui vivent en région rurale.

Climatofervents et climatosceptiques résidant au Canada atlantique — SUPER : Cette année, le montant versé aux particuliers en Ontario est de 550 \$ et un supplément est versé à ceux qui vivent en région rurale. [Le modérateur informera les participants que le texte surimprimé changera pour chaque province et que nous utilisons Terre-Neuve-et-Labrador comme exemple].

Climatofervents et climatosceptiques résidant dans les Prairies — SUPER : Cette année, le montant versé aux particuliers en Ontario est de 550 \$ et un supplément est versé à ceux qui vivent en région rurale. [Le modérateur informera les participants que le texte surimprimé changera pour chaque province et que nous utilisons l'Alberta comme exemple].

L'homme remet son téléphone dans sa poche et continue de tondre la pelouse à l'aide d'une tondeuse à batterie. La caméra se déplace graduellement vers l'extrémité de l'allée où son épouse accueille leur jeune enfant alors qu'il rentre de l'école en autobus scolaire.

VHC : Contribuer à un avenir plus propre et remettre de l'argent dans vos poches.

La caméra s'éloigne ensuite pour révéler un magnifique plan d'ensemble pittoresque du quartier.

VHC/SUPER : Soyez gagnant sur tous les fronts avec la Remise canadienne sur le carbone. Pour en apprendre davantage, visitez la page Canada.ca/plan-climatique.

On enchaîne avec la claquette de fin du gouvernement du Canada montrant l'élément mnémonique et le logo du gouvernement du Canada.

- Quelles sont vos premières réactions à cette publicité?
- Quel en est le message principal, selon vous?
 - Le message est-il facile à comprendre?
 - S'agit-il d'un message approprié de la part du gouvernement du Canada? Qu'est-ce qui vous fait dire cela?
- Cette publicité vous parle-t-elle? Pourquoi ou pourquoi pas?
- Cette publicité vous incite-t-elle à agir?
 - SI OUI : Quelles mesures prendriez-vous?

- Avez-vous d'autres idées de ce qui pourrait rendre cette publicité plus efficace?
- En pensant aux deux publicités dont nous avons parlé, seraient-elles efficaces en ce qu'elles vous inciteraient à visiter le site Web pour obtenir plus de renseignements? Qu'est-ce qui vous fait dire cela?

MESSAGES SUR L'ENVIRONNEMENT ET LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES (30 à 45 minutes)

Climatofervents et climatosceptiques résidant en Ontario, au Québec et dans les Prairies, régions urbaines des Prairies, régions rurales de l'Ontario —

J'aimerais maintenant passer à un autre sujet et discuter d'électricité propre.

- Que signifie pour vous le terme « électricité propre »?

FOURNIR DES ÉCLAIRCISSEMENTS AU BESOIN : Le terme « électricité propre » désigne l'énergie électrique produite par des sources d'énergie renouvelable comme l'énergie éolienne, solaire, nucléaire ou hydroélectrique.

Je vais vous montrer quelques énoncés au sujet de l'électricité propre et j'aimerais que vous me disiez si vous êtes d'accord, en désaccord ou sans opinion avec chacun d'entre eux.

LE MODÉRATEUR LES AFFICHERA LES AFFIRMATIONS À L'ÉCRAN UN À LA FOIS; APRÈS CHACUNE, ON DEMANDERA DE LEVER LA MAIN POUR INDiquer SI L'ON EST D'ACCORD, EN DÉSACCORD OU SANS OPINION À L'ÉGARD DE L'AFFIRMATION ET POUR QUELLES RAISONS.

Climatofervents et climatosceptiques résidant en Ontario

1. Développer un réseau d'alimentation en électricité propre constitue une première étape essentielle à la lutte contre le changement climatique, à l'alimentation de futurs véhicules électriques, au chauffage de nos maisons et de nos industries non polluantes.
2. Le potentiel du sud de l'Ontario en matière d'énergie éolienne et solaire est considérable, et le développement de ces ressources est essentiel au soutien de la croissance et pour garantir un avenir prospère à la région.
3. Les technologies liées à l'énergie nucléaire et l'expertise nucléaire progressent en Ontario et devraient continuer à jouer un rôle dans l'avenir de la production d'électricité de la province.

4. Favoriser la production d'une plus grande quantité d'énergie éolienne et solaire est bénéfique pour l'économie et créera des emplois dans la province.
5. Je préférerais que la nouvelle production d'électricité provienne d'énergies propres et notamment de l'énergie solaire et éolienne, plutôt que de combustibles fossiles comme le gaz naturel.
6. L'avenir est aux sources d'électricité renouvelables, et ceci grâce à la diminution des coûts de production et aux progrès technologiques, comme les batteries à grande capacité.
7. L'électricité propre constitue un avantage concurrentiel qui attirera des investissements en Ontario de la part d'entreprises souhaitant que leurs produits soient fabriqués à l'aide d'énergies propres.

Climatofervents et climatosceptiques résidant au Québec

1. Accroître la production d'électricité propre et renouvelable de notre réseau contribuera à stabiliser le prix de l'électricité.
2. Le gouvernement du Canada devrait lutter contre les changements climatiques de manière à permettre que le coût de l'électricité demeure abordable au Québec.
3. Le Canada devrait répondre à la demande croissante d'électricité pour les foyers et les entreprises en investissant dans des sources d'électricité propre, comme l'énergie éolienne, solaire et nucléaire, ainsi que dans le stockage d'électricité par batterie.
4. Développer un réseau d'alimentation en électricité propre constitue une première étape essentielle à la lutte contre le changement climatique, à l'alimentation de futurs véhicules électriques, au chauffage de nos maisons et de nos industries non polluantes.

Climatofervents et climatosceptiques résidant dans les Prairies, régions urbaines des Prairies

1. L'environnement ensoleillé et venteux des Prairies présente un excellent potentiel pour le développement de nouvelles sources d'électricité propre, dont l'énergie éolienne et solaire.
2. Favoriser la production d'une plus grande quantité d'énergie éolienne et solaire est bénéfique pour l'économie et créera des emplois dans la province.

3. Je préférerais que la nouvelle production d'électricité provienne d'énergies propres et notamment de l'énergie solaire et éolienne, plutôt que de combustibles fossiles comme le gaz naturel.
4. L'avenir est aux sources d'électricité renouvelables, et ceci grâce à la diminution des coûts de production et aux progrès technologiques, comme les batteries à grande capacité.
5. La construction de nouvelles infrastructures d'énergie propre permettra de répondre à tous les besoins énergétiques des Prairies.
6. La production d'électricité à partir de combustibles fossiles sera toujours nécessaire dans le climat rigoureux des Prairies.
7. Le gouvernement fédéral devrait encourager une coopération régionale pour le développement de réseaux électriques permettant d'acheminer de l'électricité entre provinces et territoires voisins.

Régions rurales de l'Ontario

1. Développer un réseau d'alimentation en électricité propre constitue une première étape essentielle à la lutte contre le changement climatique, à l'alimentation de futurs véhicules électriques, au chauffage de nos maisons et de nos industries non polluantes.
2. Le potentiel du sud de l'Ontario en matière d'énergie éolienne et solaire est considérable, et le développement de ces ressources est essentiel au soutien de la croissance et pour garantir un avenir prospère à la région.
3. Les technologies liées à l'énergie nucléaire et l'expertise nucléaire progressent en Ontario et devraient continuer à jouer un rôle dans l'avenir de la production énergétique de la province.
4. Favoriser la production d'une plus grande quantité d'énergie éolienne et solaire est bénéfique pour l'économie et créera des emplois dans la province.
5. Je préférerais que la nouvelle production d'électricité provienne d'énergies propres et notamment de l'énergie solaire et éolienne, plutôt que de combustibles fossiles comme le gaz naturel.
6. L'avenir est aux sources d'électricité renouvelables, et ceci grâce à la diminution des coûts de production et aux progrès technologiques, comme les batteries à grande capacité.

7. L'électricité propre constitue un avantage concurrentiel qui attirera des investissements en Ontario de la part d'entreprises souhaitant que leurs produits soient fabriqués à l'aide d'énergies propres.
- Accepteriez-vous de payer un peu plus à court terme pour jeter les bases d'une transition vers une électricité propre moins coûteuse à plus long terme?

CONCEPTS D'ÉTIQUETTES D'EFFICACITÉ ÉNERGÉTIQUE RÉSIDENIELLE (45 minutes) –

Climatofervents et climatosceptiques résidant au Canada atlantique —

Nous aimerions maintenant vous poser des questions au sujet des étiquettes d'efficacité énergétique résidentielle.

- Avant de commencer, quelqu'un parmi vous est-il propriétaire d'une maison?
- Quelqu'un parmi vous a-t-il l'intention d'acheter une propriété d'ici les deux prochaines années?
- Est-ce que quelqu'un parmi vous a déjà entendu parler des étiquettes d'efficacité énergétique résidentielle?
 - SI OUI : Pouvez-vous nous expliquer en quoi elles consistent?
 - SI OUI : Avez-vous déjà reçu ou vu une étiquette d'efficacité énergétique résidentielle?
 - SI OUI : Dans quelles circonstances?

En voici une brève description : L'étiquette d'efficacité énergétique résidentielle est conçue pour vous aider à mieux comprendre le rendement énergétique de votre domicile. Elle peut vous aider à prendre des décisions éclairées lors de l'achat ou de la location, à prendre des mesures pour réduire les émissions de gaz à effet de serre de votre domicile et à en augmenter la valeur une fois les améliorations en matière d'efficacité énergétique apportées.

- Quels sont les renseignements que vous souhaiteriez qu'une étiquette d'efficacité énergétique résidentielle vous fournisse au sujet de votre domicile?
 - Souhaiteriez-vous connaître l'efficacité énergétique de votre domicile et sa consommation d'énergie globale ou selon la source (p. ex. mazout, électricité, gaz naturel)?
 - Souhaiteriez-vous connaître le coût énergétique estimé de votre domicile (le montant que vous dépensez en factures d'énergie pour alimenter votre domicile)?
 - Souhaiteriez-vous obtenir des renseignements au sujet des émissions de gaz à effet de serre de votre domicile?

- Souhaiteriez-vous pouvoir améliorer l'efficacité énergétique de votre domicile au moyen d'améliorations ou de rénovations?
- Quel type de renseignements relatifs aux coûts énergétiques souhaiteriez-vous obtenir en priorité?
 - Souhaiteriez-vous savoir :
 - À combien s'élèvent actuellement vos coûts énergétiques annuels?
 - À combien s'élèveraient vos coûts énergétiques annuels si vous apportiez des améliorations à votre domicile?
 - Combien d'argent vous pourriez économiser en apportant ces améliorations?
 - Combien de temps il vous faudrait pour amortir le coût de ces améliorations?

Le gouvernement du Canada a mis en place un programme, appelé EnerGuide, permettant aux particuliers d'obtenir une évaluation de leur domicile qui les aidera à comprendre sa consommation d'énergie actuelle et à déterminer les rénovations à effectuer pour en améliorer le rendement énergétique. Un conseiller ou une conseillère en efficacité énergétique procède à une évaluation complète de la maison et fournit des cotations EnerGuide ainsi qu'un rapport sur l'efficacité énergétique. Le conseiller ou la conseillère fournit également une étiquette qui constitue un enregistrement officiel du rendement énergétique d'un domicile et peut fournir des renseignements utiles lors de la prise de décisions concernant l'achat, la vente ou la rénovation d'une habitation.

Examinons maintenant l'étiquette d'efficacité énergétique résidentielle EnerGuide actuelle du Canada.

AFFICHER L'IMAGE 1 — ÉTIQUETTE ENERGUIDE À L'ÉCRAN

- Quelles sont vos premières réactions à l'étiquette?
 - DEMANDER : Qu'est-ce qui vous vient à l'esprit en voyant cette étiquette? Quels renseignements cette étiquette fournit-elle, selon vous, au sujet de ce domicile?
- Les renseignements figurant sur l'étiquette sont-ils faciles ou difficiles à comprendre?
 - DEMANDER : Qu'est-ce qui, selon vous, est particulièrement facile ou difficile à comprendre? Pourquoi?
- Quels renseignements figurant sur l'étiquette sont les plus utiles ou les moins utiles?
 - DEMANDER : Pourquoi estimez-vous que ces renseignements sont utiles ou qu'ils ne le sont pas?

- Cette étiquette vous aiderait-elle à prendre des décisions concernant votre domicile ou un domicile que vous envisageriez d'acheter ou de louer?
 - SI OUI : En quoi cette étiquette pourrait-elle influencer sur votre prise de décisions?
- Apporteriez-vous de quelconques modifications à cette étiquette pour qu'elle soit plus utile à la prise de décisions éclairées concernant l'achat, la vente ou la rénovation d'une habitation?
 - DEMANDER : Apporteriez-vous de quelconques modifications à la conception ou à la présentation de l'étiquette? Ajouteriez-vous, modifieriez-vous ou supprimeriez-vous des renseignements sur l'étiquette?

Imaginons des situations dans lesquelles vous auriez reçu cette étiquette, que ce soit au moment de planifier la rénovation de votre domicile pour la rendre plus écoénergétique ou au moment d'en planifier la vente.

- Quelles seraient les prochaines mesures que vous prendriez en fonction de cette étiquette :
 - Si vous planifiez de rénover votre domicile?
 - Si vous envisagiez d'acheter la propriété ou de louer le logement?

Examinons maintenant quelques étiquettes d'efficacité énergétique résidentielle d'autres pays à travers le monde. Plusieurs cotations du rendement énergétique vous seront présentées à l'écran et quelques questions vous seront posées à leur sujet. Veuillez prendre note de vos réactions à chacune d'elle, notamment des aspects qui vous plaisent ou vous déplaisent concernant leur apparence, leur intelligibilité et leur utilité.

AFFICHER L'IMAGE 2 — ÉTIQUETTE ENERGUE À L'ÉCRAN

- En quoi les différentes étiquettes vous plaisent-elles ou vous déplaisent-elles?
- Quelle cotation est la plus utile?
 - DEMANDER : Pourquoi dites-vous cela?
- Quelle échelle de cotation est la plus facile à comprendre?

Je vais maintenant vous montrer une image sur laquelle figurent toutes les étiquettes qui vous ont été présentées aujourd'hui.

AFFICHER L'IMAGE 3 — ÉTIQUETTE ENERGUE À L'ÉCRAN

- Parmi toutes les étiquettes dont vous avez pris connaissance aujourd’hui, laquelle serait la plus utile pour prendre des décisions concernant votre domicile?
 - DEMANDER : Pourquoi dites-vous cela?
- (SI L’ON DISPOSE D’ASSEZ DE TEMPS) Avez-vous des commentaires généraux à formuler au sujet de la conception des différentes étiquettes?

IMMIGRATION (45 à 60 minutes) — Régions urbaines des Prairies, régions rurales de l’Ontario, région de la Mauricie, île de Vancouver, île-du-Prince-Édouard

Régions urbaines des Prairies, régions rurales de l’Ontario, région de la Mauricie — J’aimerais que nous commençons par discuter de l’immigration au Canada.

Île de Vancouver, Île-du-Prince-Édouard — Enchaînons maintenant avec une discussion sur l’immigration au Canada.

- Avez-vous récemment lu, vu ou entendu quoi que ce soit au sujet de l’immigration au Canada?
 - SI OUI : Qu’avez-vous appris au juste au sujet des politiques du gouvernement du Canada en matière d’immigration?
- Comment décririez-vous l’état général actuel du système d’immigration au Canada?
- Diriez-vous qu’en matière d’immigration, le gouvernement fédéral est généralement sur la bonne voie ou sur la mauvaise voie? Pourquoi dites-vous cela?
- Selon vous, le nombre d’immigrants arrivant au Canada est-il trop élevé, trop faible ou à peu près convenable? Pourquoi dites-vous cela?
- Région de la Mauricie — quels sont, selon vous, les avantages liés au fait d’accueillir de nouveaux immigrants au Canada?
 - Région de la Mauricie — Et pour la province du Québec, en particulier?
- Région de la Mauricie — Avez-vous de quelconques appréhensions concernant l’accueil de nouveaux?
 - Région de la Mauricie — SI OUI :
- Région de la Mauricie — Que devrait faire le gouvernement du Canada pour répondre à ces préoccupations?

- Cette année, le gouvernement canadien a pour objectif d'accueillir 485 000 immigrants au Canada. Pour ce qui est de l'immigration l'année prochaine, pensez-vous que le gouvernement du Canada devrait augmenter, maintenir ou diminuer le nombre d'immigrants qu'il accueille? (À MAIN LEVÉE)
 - POSER LA QUESTION SUIVANTE À CEUX QUI RÉPONDENT « AUGMENTER » : Quels impacts cette augmentation aurait-elle au Canada, que soit sur les plans social ou économique.
 - POSER LA QUESTION SUIVANTE À CEUX QUI RÉPONDENT « DIMINUER » : Quels impacts cette diminution aurait-elle au Canada, que soit sur les plans social ou économique.

Supposons que le gouvernement du Canada décide de réduire le nombre d'immigrants qu'il accueille...

J'aimerais vous montrer quelques paires d'énoncés. Pour chacune des paires, j'aimerais que vous me disiez quel énoncé serait le plus susceptible de se produire si le gouvernement du Canada réduisait le nombre d'immigrants qu'il accueille.

LE MODÉRATEUR AFFICHERA LES PAIRES D'ÉNONCÉS UNE À LA FOIS À L'ÉCRAN. APRÈS CHAQUE PAIRE AFFICHÉE, DEMANDEZ AUX PARTICIPANTS DE LEVER LA MAIN POUR INDiquer QUEL ÉNONCÉ EST LE PLUS PROBABLE ET POUR QUELLES RAISONS.

1. Le logement deviendra plus abordable
 2. Des pénuries de main-d'œuvre ralentiront la construction de logements
-
1. Les temps d'attente pour obtenir des soins de santé deviendront plus courts
 2. Les temps d'attente pour obtenir des soins de santé deviendront plus longs en raison de pénuries de main-d'œuvre

Toujours en supposant que le gouvernement du Canada décide de réduire le nombre d'immigrants qu'il accueille...

J'aimerais vous montrer quelques énoncés concernant les impacts potentiels d'une immigration réduite et que pour chacun d'eux vous me disiez s'il s'agit d'un énoncé avec lequel vous êtes d'accord, en désaccord ou au sujet duquel vous êtes sans opinion.

AFFICHER À L'ÉCRAN UNE À LA FOIS. APRÈS CHAQUE ÉNONCÉ, DEMANDEZ AUX PARTICIPANTS DE LEVER LA MAIN POUR INDiquer QU'ILS SONT D'ACCORD, EN DÉSAccORD OU SANS OPINION ET EN D'EN EXPLIQUER LES RAISONS.

1. Une réduction de l'immigration pourrait entraîner un ralentissement de la croissance économique.
 2. Les Canadiens pourraient devoir attendre plus longtemps avant de prendre leur retraite en cas de réduction de l'immigration.
 3. Une réduction de l'immigration pourrait entraîner une diminution des recettes fiscales, ce qui se traduirait par moins d'argent pour les programmes et les services.
 4. Une réduction de l'immigration pourrait entraîner une diminution des recettes fiscales, ce qui signifie que les gouvernements pourraient devoir augmenter les impôts.
 5. Une réduction de l'immigration pourrait entraîner des pénuries de main-d'œuvre.
- À votre avis, si les taux d'immigration devaient être réduits, pensez-vous qu'il faudrait le faire à court terme ou à long terme? Pourquoi êtes-vous de cet avis?
 - Que considérez-vous comme étant à court terme ou à long terme?
 - Que faudrait-il qu'il se passe pour que les taux d'immigration puissent à nouveau augmenter?
 - Régions urbaines des, régions rurales de l'Ontario, région de la Mauricie — Avant de passer à la section suivante, avez-vous d'autres réflexions dont vous souhaiteriez nous faire part concernant le système d'immigration canadien?
 - Île de Vancouver, Île-du-Prince-Édouard — Avez-vous d'autres réflexion dont vous souhaiteriez nous faire part concernant le système d'immigration canadien?

PERFORMANCE ET PRIORITÉS (20 minutes) — London, Nouvelle-Écosse, ville de Québec

- Quels sont, selon vous, les principaux enjeux auxquels le gouvernement du Canada devrait accorder la priorité?
 - SI CE N'EST PAS MENTIONNÉ : Le coût de la vie en serait-il un?
- Quel travail le gouvernement du Canada fait-il, le cas échéant, pour aider à réduire le coût de la vie?
- Diriez-vous que pour faire face au coût de la vie, le gouvernement fédéral est généralement sur la bonne voie ou sur la mauvaise voie? Pourquoi dites-vous cela?

- Parmi les personnes affirmant qu'il est sur la mauvaise voie, que pourrait, à votre avis, faire le gouvernement pour être sur la bonne voie?

PROTECTION DU CONSOMMATEUR/COÛT DE LA VIE (70 à 80 minutes) — London, Nouvelle-Écosse, ville de Québec

J'aimerais maintenant parler du coût de la vie de manière plus générale...

- Comment qualifieriez-vous le coût de la vie actuel?
- Dans quelle mesure considérez-vous comme responsables, le cas échéant, le secteur et les sociétés privés de l'augmentation des coûts?
 - À votre connaissance, quels sont vos droits en tant que consommateur ou consommatrice?
 - À votre connaissance, quels sont quelques-uns des moyens de vous protéger?
 - Dans quelle mesure avez-vous confiance en votre capacité à défendre vous-mêmes vos droits et intérêts en tant que consommateur?
- En tant que consommateur, estimez-vous être suffisamment protégé?
- Avez-vous connaissance de quelconques règles ou règlements que doivent respecter les entreprises en matière de fixation de prix et de protection du consommateur?
- Avez-vous confiance en la capacité du gouvernement du Canada à protéger vos droits et intérêts en tant que consommateur? Pourquoi ou pourquoi pas?
- Que devrait faire le gouvernement du Canada pour vous protéger en tant que consommateur? Quelles mesures particulières devrait-il prendre pour protéger vos droits?
- Avez-vous vu, lu ou entendu quoi que ce soit de la part du gouvernement du Canada concernant les mesures qu'il prend pour faire face au coût des produits alimentaires?
 - SI OUI : Qu'avez-vous vu, lu ou entendu? Où l'avez-vous vu, lu ou entendu?
- Quelles mesures ou initiatives précises avez-vous vues, lues ou entendues concernant les efforts déployés par le gouvernement du Canada pour protéger le consommateur?
 - En matière de protection du consommateur, diriez-vous que le gouvernement du Canada est sur la bonne voie, sur la mauvaise voie, ou ni sur l'une ni sur l'autre? Pourquoi dites-vous cela?

- Quelles mesures ou initiatives précises avez-vous vues, lues ou entendues concernant les efforts déployés par le gouvernement du Canada pour réduire les coûts à la consommation?
 - En matière de réduction des coûts à la consommation, diriez-vous que le gouvernement fédéral est sur la bonne voie, sur la mauvaise voie, ou ni sur l'une ni sur l'autre? Pourquoi dites-vous cela?

Je vais vous montrer une liste de mesures que prend le gouvernement du Canada pour protéger les droits et intérêts du consommateur et réduire les coûts à la consommation.

AFFICHER À L'ÉCRAN :

- **Renforcement de la *Loi sur la concurrence*** : A apporté des modifications à la *Loi sur la concurrence* pour renforcer la capacité du Bureau de la concurrence à prévenir les pratiques commerciales déloyales, à prévenir les comportements anticoncurrentiels et à imposer des pénalités plus sévères aux entreprises abusant de leur position dominante sur le marché.
- **Création du Code de conduite du secteur des produits d'épicerie** : Collaboration avec les provinces, les territoires et les épiciers en vue d'élaborer un code de conduite du secteur des produits de l'épicerie qui établira de nouvelles règles destinées aux détaillants en alimentation concernant les frais qu'ils sont en droit de facturer à leurs fournisseurs et le mode de résolution de litiges auquel ils devront se conformer. Les cinq principaux grands épiciers ont approuvé son adoption.
- **Adoption de mesures sévères contre les frais de télécommunication et les frais bancaires cachés** : Prise des mesures visant à réduire les frais indésirables que paient les Canadiens et à rendre plus abordables les services bancaires, les forfaits Internet et les forfaits de téléphonie mobile.
- **Adoption de mesures sévères contre les prêts à conditions abusives** : Les prêteurs abusifs profitent souvent de certaines des personnes les plus vulnérables de nos communautés en accordant des prêts à très hauts taux d'intérêt. Le gouvernement du Canada entend sévir contre les prêts à conditions abusives en apportant des modifications au *Code criminel* afin d'abaisser le taux d'intérêt de 47 % illégal au taux annuel en pourcentage (TAP) de 35 % d'ici le début de l'année prochaine.
- **Protection des droits des passagers aériens** : Prise de mesures supplémentaires pour renforcer les capacités de l'Office des transports du Canada, en responsabilisant davantage les compagnies aériennes et en veillant à ce que les passagers soient équitablement indemnisés en cas de retards et d'annulations.

SONDAGE : J'aimerais maintenant procéder à un sondage. J'aimerais que vous choisissiez les mesures qui seront, à votre avis, les plus efficaces en matière de protection du consommateur et de réduction des coûts à la consommation. Vous pouvez choisir un maximum de 2 mesures. Si vous êtes d'avis qu'aucune mesure ne sera efficace, sélectionnez « Aucune mesure ne serait efficace. » (le dernier choix de réponse).

1. Modifications à la Loi sur la concurrence
2. Code de conduite du secteur des produits d'épicerie
3. Adoption de mesures sévères contre les frais de télécommunication et les frais bancaires cachés
4. Adoption de mesures sévères contre les prêts à conditions abusives
5. Protection des droits des passagers aériens
6. Aucune mesure ne serait efficace

NOTE AU MODÉRATEUR – *Une fois le sondage terminé, examinez les résultats et posez la question suivante :*

- À votre avis, pourquoi l'/le/la [insérer la mesure choisie] est-il ou est-elle plus efficace que d'autres mesures?

J'aimerais maintenant que nous nous concentrions sur la question de savoir comment vous vous y prendriez pour obtenir de l'information sur les moyens de vous protéger en tant que consommateur.

- Lorsqu'il s'agit des efforts déployés par le gouvernement du Canada pour **protéger le consommateur ou réduire les coûts à la consommation**, quel type d'information chercheriez-vous à obtenir? DEMANDER AU BESOIN :
 - Conseils sur les moyens de vous protéger?
 - Conseils pour épargner de l'argent?
 - Information sur les mesures prises par le gouvernement du Canada?
 - Autre information?
- Où chercheriez-vous à obtenir ce type d'information (p. ex. sur Internet au moyen d'un moteur de recherche, sur les médias sociaux, par le biais des nouvelles d'actualité, entre autres)?
- En ce qui vous concerne personnellement, des mesures de protection renforcées comme celles dont nous avons discuté contribueraient-elles à rendre la vie plus abordable dans votre intérêt ou celui de votre famille?
 - Contribueraient-elles à réduire le coût de la vie? Pourquoi ou pourquoi pas?

ORDRE DU CANADA (10 minutes) - Ville de Québec

- Quelqu'un parmi vous a-t-il entendu parler de l'Ordre du Canada?
 - SI OUI : Pouvez-vous nous expliquer de quoi il s'agit?

L'Ordre du Canada est une distinction honorifique décernée par le gouverneur général du Canada en reconnaissance de la contribution extraordinaire qu'une personne a apportée à la nation. L'ordre du Canada reconnaît des citoyens de tous les milieux de la société, et toute personne ayant apporté une contribution exceptionnelle à son domaine d'activité peut faire l'objet d'une nomination à l'Ordre du Canada.

- Sachant maintenant que l'Ordre du Canada distingue des personnes ayant apporté une « contribution extraordinaire à la nation », quels types de contributions méritent, selon vous, d'être reconnues?
- Les candidats à l'Ordre du Canada sont nommés par des membres du public. Pensez-vous pouvoir proposer la candidature de quelqu'un à l'Ordre du Canada? Pourquoi ou pourquoi pas?

ASSURANCE MÉDICAMENTS (40 minutes) — île de Vancouver

J'aimerais maintenant passer à un autre sujet...

- Quels sont les principaux enjeux en matière de soins de santé sur lesquels le gouvernement du Canada devrait se pencher?
 - SI CE N'EST PAS MENTIONNÉ : Et le coût des médicaments d'ordonnance? Diriez-vous que cet enjeu est plus important, aussi important ou moins important que les enjeux en matière de soins de santé dont nous venons de discuter?
- Comment qualifieriez-vous la couverture actuelle pour médicaments d'ordonnance au Canada? Est-elle abordable? Est-elle accessible?
- Quels sont, le cas échéant, les principaux obstacles auxquels sont confrontées les personnes ne bénéficiant pas d'une assurance médicaments?
- Seriez-vous en faveur d'un régime d'assurance médicaments « universel » en vertu duquel tout le monde bénéficierait d'une assurance médicaments? Pourquoi ou pourquoi pas?

- Êtes-vous au courant d'initiatives qu'a prises ou que compte prendre par le gouvernement du Canada en matière d'assurance médicaments?
 - SI OUI : Qu'avez-vous, vu, lu ou entendu à ce sujet?

AFFICHER À L'ÉCRAN

Le 29 février 2024, le gouvernement du Canada a présenté un projet de loi pour la mise en œuvre de la première phase d'un régime national d'assurance médicaments afin d'améliorer l'accès aux médicaments sur ordonnance et les rendre plus abordables pour un plus grand nombre de Canadiens.

Le 10 octobre 2024, le projet de loi a été soumis à une ultime lecture, puis adopté. Le gouvernement entend maintenant collaborer avec les provinces et territoires afin de fournir une couverture universelle à payeur unique pour un certain nombre de moyens de contraception et de médicaments contre le diabète. Le gouvernement du Canada entend également créer un fonds pour aider les Canadiens à accéder aux fournitures dont les personnes atteintes de diabète ont besoin à la fois pour gérer et surveiller leur maladie et à administrer leurs médicaments, comme les seringues et les bandelettes de test de glycémie.

- Quelles sont vos réactions à cette information? S'agit-il d'une mesure que devrait prendre le gouvernement du Canada? Pourquoi ou pourquoi pas?
 - DEMANDER AU BESOIN : Comment réagissez-vous à la décision du gouvernement du Canada de mettre en œuvre la première phase d'un régime d'assurance médicaments prévoyant la couverture des contraceptifs et de médicaments contre le diabète?
- LE MODÉRATEUR ENQUÊTERA AU SUJET DES CONTRACEPTIFS ET DES MÉDICAMENTS CONTRE LE DIABÈTE : Quels seront les impacts de cette couverture? Qui en bénéficiera le plus? Cette couverture vous concernera-t-elle ou concernera-t-elle quelqu'un que vous connaissez?
- Avez-vous des questions ou des préoccupations concernant la couverture des contraceptifs et des médicaments contre le diabète?
- Comme nous l'avons mentionné précédemment, le gouvernement fédéral devra collaborer avec les provinces et territoires pour mettre en œuvre un régime d'assurance médicaments. Seriez-vous favorable à ce que la Colombie-Britannique participe à un programme national d'assurance médicaments? Pourquoi ou pourquoi pas?
 - Que diriez-vous si d'autres provinces adhéraient à un régime national d'assurance médicaments, mais que la Colombie-Britannique choisissait de ne pas y adhérer?

- Alors que le gouvernement du Canada planifie les prochaines étapes de son régime national d'assurance médicaments, quels sont les éléments les plus importants qu'il devrait garder à l'esprit?
 - Quels autres médicaments devraient être couverts?
 - Le régime d'assurance médicaments devrait-il être entièrement, de sorte que tous les Canadiens bénéficient du même régime, ou devrait-il servir à combler les écarts, de sorte que les gens puissent continuer à utiliser les régimes publics et privés existants, en veillant à ce que tout le monde soit couvert, y compris ceux qui ne le sont pas actuellement?
 - Avez-vous des préoccupations concernant l'une ou l'autre de ces approches?
- Un régime d'assurance médicaments national contribuerait-il à rendre la vie des Canadiens plus abordable? Pourquoi ou pourquoi pas?
- Quelles seraient les impacts d'un régime national d'assurance médicaments sur notre système de soins de santé?
- Avez-vous d'autres questions ou commentaires concernant le régime d'assurance médicaments?

CONCLUSION (5 minutes) — Tous les lieux

- Avant de conclure, y a-t-il autre chose que vous souhaiteriez dire au gouvernement fédéral? Il peut s'agir de précisions sur les sujets abordés aujourd'hui ou d'un sujet que vous jugez important, mais dont nous n'avons pas discuté.

Guide du modérateur anglais

MASTER MODERATOR'S GUIDE OCTOBER 2024

INTRODUCTION (10 minutes) All Locations

- Moderator or technician should let participants know that they will need pen and paper in order to take some notes, jot down some thoughts around some material that we will show them later in the discussion.

GOVERNMENT OF CANADA IN THE NEWS/ECONOMIC INDICATORS (5-50 minutes) Ontario/Atlantic Canada/Quebec/Prairies Climate Change Supportive and Ambivalent, Urban Prairies, Rural Ontario, Mauricie Region, London, Nova Scotia, Quebec City, Vancouver Island, Prince Edward Island

- What have you seen, read, or heard about the Government of Canada in the last few days?
 - Where did you read, see, or hear this news?
- Quebec Climate Change Supportive and Ambivalent, Mauricie Region, Prince Edward Island Have you seen, read, or heard anything recently about the Bank of Canada cutting interest rates?
 - Quebec Climate Change Supportive and Ambivalent, Mauricie Region, Prince Edward Island IF YES: What are your thoughts on this?
 - Quebec Climate Change Supportive and Ambivalent, Mauricie Region, Prince Edward Island How do you think it might affect your household, if at all?
- Quebec Climate Change Supportive and Ambivalent, Mauricie Region, Prince Edward Island What about the inflation rate in Canada? Have you seen, read, or heard anything recently about the inflation rate easing in Canada? [NOTE TO MODERATOR: The inflation rate dropped to 2% for August (compared to 2.5% for July), hitting the Bank of Canada's set target.]
 - Quebec Climate Change Supportive and Ambivalent, Mauricie Region, Prince Edward Island IF YES: What are your thoughts and reactions to this news?
 - Quebec Climate Change Supportive and Ambivalent, Mauricie Region, Prince Edward Island Have you noticed any changes in your daily life due to inflation?
- Quebec Climate Change Supportive and Ambivalent, Mauricie Region, Prince Edward Island What about the economic growth rate in Canada?

- Quebec Climate Change Supportive and Ambivalent, Mauricie Region, Prince Edward Island IF YES: What are your thoughts and reactions to this news?
- Quebec Climate Change Supportive and Ambivalent, Mauricie Region, Prince Edward Island IF NO, MODERATOR TO SHARE INFORMATION ON GDP AND PROVIDE A BRIEF EXPLANATION: GDP stands for Gross Domestic Product. It measures the monetary value of final goods and services produced in a country in a given period of time. GDP growth: the Canadian economy grew 2.1% at an annualized rate in the most recent quarter of 2024, which was well above the Bank of Canada's 1.5% estimate from July.
- Quebec Climate Change Supportive and Ambivalent, Mauricie Region, Prince Edward Island What, if anything, do economic growth numbers tell you about your future economic wellbeing?
- Quebec Climate Change Supportive and Ambivalent, Mauricie Region, Prince Edward Island What about the unemployment rate in Canada?
 - Quebec Climate Change Supportive and Ambivalent, Mauricie Region, Prince Edward Island IF YES: What are your thoughts and reactions to this news?
 - Quebec Climate Change Supportive and Ambivalent, Mauricie Region, Prince Edward Island IF NO: The unemployment rate is currently 6.6%, compared to 5.4% in 2023, or 5.7% in 2019 before the pandemic. What are your thoughts about this information?
- Quebec Climate Change Supportive and Ambivalent, Mauricie Region, Prince Edward Island Do any of these indicators – interest rates, inflation rates, economic growth rates, or unemployment rates – have an impact on how you feel about the direction of the economy and your own financial future?
 - Quebec Climate Change Supportive and Ambivalent, Mauricie Region, Prince Edward Island What about your expectations around the cost of living? Why is that?
- Quebec Climate Change Supportive and Ambivalent Changing topics, what have you seen, read, or heard recently, if anything, about immigration and changes to the Temporary Foreign Worker Program in Canada?
 - Quebec Climate Change Supportive and Ambivalent IF YES: What are your thoughts and reactions to it?
- Vancouver Island, Prince Edward Island IF NOT MENTIONED: Have you heard anything related to the Government of Canada and dental care?
 - Vancouver Island, Prince Edward Island IF YES: What have you heard? What are your reactions?

- **Vancouver Island, Prince Edward Island** CLARIFY: The Canadian Dental Care Plan provides dental coverage for seniors 65 and over, children under 18, and adults with a valid Disability Tax Credit certificate.
 - **Vancouver Island, Prince Edward Island** What are your thoughts about this program?
- **Prince Edward Island** IF NOT MENTIONED: Have you heard anything related to a two-ferry service from Nova-Scotia to Prince-Edward-Island?
 - **Prince Edward Island** IF YES: What have you heard? What are your reactions?
 - **Prince Edward Island** Do you think it's important to have a two-ferry service between NS and PEI?
- **Prince Edward Island** What, if anything, have you seen, read, or heard recently about the Department of Fisheries and Oceans and their management of fisheries in Canada?
 - **Prince Edward Island** When it comes to protecting local fisheries, would you say the Government of Canada is on the right track, wrong track, or neither?

CLIMATE CHANGE – AD MESSAGE TESTING (45 minutes) **Ontario/Atlantic Canada/Prairies Climate Change Supportive and Ambivalent,**

We are now going to review two potential ads that are currently being developed by the Government of Canada. These ads could be shown on digital media such as YouTube, news and other websites as well as on TV.

I only have video scripts for each, so I will read a description of the imagery and what you would hear as each ad plays. You will need to imagine the visuals that would accompany each message. I will read you the script twice, and then we will discuss your thoughts. Feel free to take notes to help you remember what you liked and didn't like about the ad.

AD #1 – NATIONAL

Concept 2 – National - English

MODERATOR TO READ THE SCRIPT TWICE

The video opens on a wide shot of a beautiful Canadian forest. We see birds chirping and beautiful rivers running below.

VO: Canada's Climate Plan is focused on helping the environment AND the economy.

The camera goes above the trees and then directly into them.

VO: The Government of Canada is reducing millions of tons of pollution...

VO: AND supporting the creation of thousands of new jobs.

The camera follows a tree trunk down towards the ground. Just as it hits the grass on the ground, a transition moment happens and the scene flips upside down. As the environment flips, the base of the tree trunk flips to suddenly become the base of a charging station in a public EV bus parking lot. The camera moves up the base of the charger and pulls out to reveal the lot. We see a worker installing a new charging station.

VO: By investing in green technology and growing industries...

VO: We are taking action to help move towards a cleaner future.

The camera moves gradually to show the front of a bus. Just as we cross the front of the bus, this acts as a transition wall to a new environment. The scene changes and the bus is now a green space maintenance vehicle in a park. There's a worker planting a tree and another cleaning up some litter.

We see a happy family of three in the park before pulling out to see a beautiful overhead shot of the park with nature thriving all around.

VO/SUPER: Have it both ways with Canada's Climate Plan. To Learn More Visit Canada.ca/climateplan.

Cut to Government of Canada end slate with mnemonic and the Government of Canada logo.

- What are your initial thoughts about this ad?
- What do you think is the main message of the ad?
 - Is the message easy to understand?
 - Is this an appropriate message from the Government of Canada? What makes you say that?
- Does this ad speak to you? Why or why not?
- Does this ad motivate you to take action?

- IF YES: What actions would you take?
- Do you have any other thoughts on what could make this ad more effective?

AD #2 – REGIONAL

Concept 2 – Regional – English

MODERATOR TO READ THE SCRIPT TWICE

The video opens on a hiker walking through a scenic forest. He stops and pull out a digital camera to take a shot of the beautiful landscape.

VO: Greenhouse gas pollution heats the planet and threatens our nature.

The image goes into the hiker's camera as the hiker snaps a photo.

As the hiker snaps the photo, we go through the hiker's camera lens and a transition moment happens. The lens acts as a tunnel and the scene flips upside down. The image pulls out of the back of a man's phone who is mowing his lawn with a battery-powered mower.

VO: Canada's carbon price is designed to protect our environment by reducing this pollution...

VO: AND the Canada Carbon Rebate gives money back to Canadians.

We see the man looking at his phone and we see a notification on his screen that he's received the Canada Carbon Rebate deposit to his bank account.

Ontario Climate Change Supportive and Ambivalent SUPER: In Ontario, an individual gets \$560 this year, with a bonus for those in rural areas.

Atlantic Canada Climate Change Supportive and Ambivalent SUPER: In Newfoundland and Labrador, an individual gets \$596 this year, with a bonus for those in rural areas. [Moderator to inform participants that the super will change for each province and that we are using Newfoundland and Labrador as an example]

Prairies Climate Change Supportive and Ambivalent *SUPER: In Alberta, an individual gets \$600 this year, with a bonus for those in rural areas.* [Moderator to inform participants that the super will change for each province and that we are using Alberta as an example.]

The man puts his phone back in his pocket and continues to mow the lawn with a battery-operated lawn mower. The camera moves gradually to show the end of the driveway where his spouse is receiving their young child as he comes back home in a school bus. They then head together towards the house.

VO: Contributing to a cleaner future and putting money back into your pocket.

The camera pulls out to a beautiful overhead scenic shot of the neighbourhood.

VO/SUPER: Have it both ways with the Canada Carbon Rebate. To learn more visit Canada.ca/carbonrebate.

Cut to Government of Canada end slate with mnemonic and the Government of Canada logo.

- What are your initial thoughts about this ad?
- What do you think is the main message of the ad?
 - Is the message easy to understand?
 - Is this an appropriate message from the Government of Canada? What makes you say that?
- Does this ad speak to you? Why or why not?
- Does this ad motivate you to take action?
 - IF YES: What actions would you take?
- Do you have any other thoughts on what could make this ad more effective?
 - Thinking about both of the ads we discussed, would they be effective in terms of encouraging you to visit the website for more information? What makes you say that?

ENVIRONMENT AND CLIMATE CHANGE MESSAGING (30-45 minutes) Ontario/Quebec/Prairies
Climate Change Supportive and Ambivalent, Urban Prairies, Rural Ontario

Shifting topics, now I'd like to talk about clean electricity.

- What does the term "clean electricity" mean to you?

CLARIFY AS NEEDED: Clean electricity refers to electrical power generated by sources such as wind, solar, nuclear or hydropower.

I want to show you a few statements about clean electricity and for each one I would like you to let me know whether it's something you agree or disagree with or have no opinion on.

MODERATOR TO SHOW STATEMENTS ON SCREEN ONE AT A TIME. AFTER EACH STATEMENT ASK FOR A SHOW OF HANDS FOR AGREE/DISAGREE/NO OPINION AND REASONS

Ontario Climate Change Supportive and Ambivalent

6. Building a clean electricity grid is a key first step to fight climate change and to power a future with electric vehicles, heat our homes and non-polluting industries.
7. Southern Ontario has great potential for wind and solar power, and harnessing these resources is key to supporting growth and a prosperous future for the region.
8. Nuclear power technologies and nuclear expertise are advancing in Ontario and should continue to play a central role in the future of the province's power production.
9. Encouraging the development of more wind and solar energy is good for the economy and will create lasting jobs in the province.
10. I would prefer new electricity production to come from clean energy like solar and wind, as opposed to fossil fuels, like natural gas.
11. Renewable electricity sources are the future thanks to decreasing costs of production and advancements in technology, like large-scale batteries.
12. Clean electricity is a competitive advantage that will attract investments to Ontario, from companies who want their products to be made using clean energy.

Quebec Climate Change Supportive and Ambivalent

8. Adding more clean and renewable electricity to our grid will help to stabilize electricity prices
9. The Government of Canada should fight climate change in a way that will keep the cost of electricity affordable in Quebec.
10. Canada should meet the increasing demand for electricity for homes and businesses by investing in clean electricity like wind, solar, nuclear, and battery storage.
11. Building a clean electricity grid is a key first step to fight climate change and to power a future with electric vehicles, heat our homes and non-polluting industries.

Prairies Climate Change Supportive and Ambivalent, Urban Prairies

8. The sunny and windy environment of the Prairies is its greatest resource for developing new clean sources of power like wind and solar power.
9. Encouraging the development of more wind and solar energy is good for the economy and will create jobs in the province.
10. I would prefer new electricity production to come from clean energy like solar and wind, as opposed to fossil fuels, like natural gas.
11. Renewable and clean electricity production is the future thanks to decreasing costs of production and advancements in technology, like large-scale batteries.
12. Building more clean energy sources will meet all the energy needs of the Prairies.
13. Some fossil fuel electricity production will always be necessary in the harsh climate of the prairies.
14. The federal government should encourage building new power lines connecting neighbouring provinces and territories to keep prices affordable for everyone.

Rural Ontario

8. Building a clean electricity grid is a key first step to fight climate change and to power a future with electric vehicles, heat our homes and non-polluting industries.
9. Southern Ontario has great potential for wind and solar power, and harnessing these resources is key to supporting growth and a prosperous future for the region.

10. Nuclear power technologies and nuclear expertise are advancing in Ontario and should continue to play a central role in the future of the province's power production.
 11. Encouraging the development of more wind and solar energy is good for the economy and will create lasting jobs in the province.
 12. I would prefer new electricity production to come from clean energy like solar and wind, as opposed to fossil fuels, like natural gas.
 13. Renewable electricity sources are the future thanks to decreasing costs of production and advancements in technology, like large-scale batteries.
 14. Clean electricity is a competitive advantage that will attract investments to Ontario from companies who want their products to be made using clean energy.
- Would you be willing to pay slightly more in the short term to lay the foundation for a lower cost clean electricity transition over the longer term?

HOME ENERGY LABEL DESIGN (45 minutes) Atlantic Canada Climate Change Supportive and Ambivalent

Now we would like to ask you about home energy labels.

- Before we get started, does anyone own a home?
- Is anyone planning to buy a home within the next two years?
- Is anyone familiar with home energy labels?
 - IF YES: Can you explain what they are?
 - IF YES: Has anyone ever received or come across a home energy label?
 - IF YES: How did that come about?

Here is a brief description: A home energy label is designed to help you better understand a home's energy performance. It can help you make decisions when buying or renting, take action to reduce your home's energy use and greenhouse gas emissions, and potentially increase the value of your home once energy efficiency improvements are made.

- What information would you want a home energy label to tell you about your home?
 - Would you be interested in:
 - How energy efficient your home is?
 - How much energy it uses overall and/or by source (e.g. oil, electricity, natural gas)?
 - Your home's estimated energy cost (the amount you spend on energy bills to operate your home)?
 - Your home's greenhouse gas emissions?
 - The potential to improve your home's energy efficiency through upgrades/renovations?
- What kind of energy cost information would you be most interested in seeing?
 - Would you be interested in:
 - How much your current annual energy costs are?
 - How much your annual energy costs would be if you made upgrades?
 - How much money you could save by making upgrades?
 - How long it would take for the cost of making these upgrades to pay off?

The Government of Canada has a program called EnerGuide, where individuals can have an evaluation of their home to help them understand how it uses energy now and identify retrofits to help improve energy efficiency. An energy advisor assesses the entire home and provides an EnerGuide rating and an energy efficiency report. The advisor also provides a label that is an official record of the home's energy performance and can provide helpful information when making decisions about buying, selling, or renovating one's home.

Now let's look at Canada's current EnerGuide home energy label.

SHOW IMAGE 1 – ENERGUIDE LABEL ON SCREEN

- What are your initial reactions to the label?
 - PROMPT: What comes to mind when you see this label? What do you think this label is saying about this home?
- Do you find it easy or difficult to understand the information presented on the label?
 - PROMPT: What do you find is particularly easy or difficult to understand? Why?
- What information on the label is most or least useful?

- PROMPT: Why do you think this information is/is not useful?
- Would this label help you make decisions about your home or a home you were considering buying or renting?
 - IF YES: How might this label influence your decision-making?
- Would you change anything about this label to make it more useful for informing decisions about buying, renting, or renovating a home?
 - PROMPT: Would you make any changes to the label design or presentation? Would you add, change or remove any of the information?

Let's imagine scenarios where you received this label, such as when planning to renovate your home to make it more energy efficient or when considering buying or renting a home.

- What would your next steps be, based on this label:
 - If you were planning to renovate your home?
 - If you were considering buying or renting the home?

Now let's look at some home energy labels from other countries around the world. You'll be presented with several energy ratings on the screen and then asked a few questions about them. Please take note of your reactions to them, such as what you like or dislike about the look and feel, how clear they are, and how useful they are.

SHOW IMAGE 2 – OTHER LABELS ON SCREEN

- What do you like or dislike about the different labels?
- Which rating is most useful?
 - PROMPT: Why do you say that?

- Which rating scale is easiest to understand?

Now I'm going to show you an image with all the labels you've seen today.

SHOW IMAGE 3 - ALL LABELS ON SCREEN

- From all the labels we've shown you today, which one would be the most useful for making decisions about your home or homes you were considering buying or renting?

- PROMPT: Why do you say that?

- (IF THERE IS ENOUGH TIME) Do you have any overall comments about the different label designs?

IMMIGRATION (45 – 60 minutes) Urban Prairies, Rural Ontario, Mauricie Region, Vancouver Island, Prince Edward Island

I want to start off by having a discussion about immigration in Canada.

Vancouver Island, Prince Edward Island Let's move on to a discussion about immigration in Canada.

- Have you heard, read or seen anything lately about immigration?
 - IF YES: What specifically have you heard about the Government of Canada's immigration policies?
- Overall, how would you describe the current state of the immigration system in Canada?
- Would you say that when it comes to immigration, the Government of Canada is generally on the right track or wrong track? Why do you say that?
- In your opinion do you feel that there are too many, too few, or about the right number of immigrants coming to Canada? Why do you say that?
- Mauricie Region What do you think are some of the benefits of welcoming new immigrants to Canada?
 - Mauricie Region What about to the province of Quebec, specifically?
- Mauricie Region Do you have any concerns about welcoming new immigrants?
 - Mauricie Region IF YES: What are your concerns?
- Mauricie Region What should the Government of Canada do to address these concerns?
- This year, the Government of Canada is aiming to welcome 485,000 immigrants to Canada. When it comes to immigration next year, do you think the Government of Canada should increase, maintain, or decrease the number of immigrants? SHOW OF HANDS
 - FOR THOSE WHO SAY INCREASE: What impacts would this have in Canada, either socially or economically?
 - FOR THOSE WHO SAY DECREASE: What impacts would this have in Canada, either socially or economically?

Let's say the Government of Canada reduces the number of immigrants...

I want to show you a few pairs of statements. For each pair I would like you to let me know which one you think would be more likely to occur if the Government of Canada reduced the number of immigrants.

MODERATOR TO SHOW STATEMENT PAIRS ON SCREEN ONE AT A TIME. AFTER EACH PAIR ASK FOR A SHOW OF HANDS FOR WHICH ONE THEY THINK IS MORE LIKELY AND REASONS

3. Housing will become more affordable
4. Housing construction will slow due to labour shortages

3. Healthcare wait times will become shorter
4. Healthcare wait times will become longer due to labour shortages

And still thinking of the scenario where the Government of Canada reduces the number of immigrants.

I want to show you a few statements about the possible impacts of reduced immigration and for each one I would like you to let me know whether it's something you agree or disagree with or have no opinion on.

MODERATOR TO SHOW STATEMENTS ON SCREEN ONE AT A TIME. AFTER EACH STATEMENT ASK FOR A SHOW OF HANDS FOR AGREE/DISAGREE/NO OPINION AND REASONS

1. Reducing immigration could result in slower economic growth.
 2. Canadians may have to wait longer to retire if immigration is reduced.
 3. Reducing immigration may reduce tax revenue, leaving less money for programs and services.
 4. Reducing immigration may reduce tax revenue, meaning governments may have to increase taxes.
 5. Reducing immigration may result in labour shortages.
- In your opinion, if immigration rates were to be reduced, do you think it should be short-term or long-term? Why do you feel this way?

- What would you consider to be the short-term or long-term?
- What would need to happen before immigration rates may be able to increase again?
- **Urban Prairies, Rural Ontario, Mauricie Region** Before we move to the next section, do you have any other thoughts you would like to share on the Canadian immigration system?
- **Vancouver Island, Prince Edward Island** Do you have any other thoughts you would like to share on the Canadian immigration system?

PERFORMANCE AND PRIORITIES (20 minutes) **London, Nova Scotia, Quebec City**

- In your opinion, what are the top issues the Government of Canada should be prioritizing?
 - IF NOT MENTIONED: What about with the cost of living?
- What work, if any, is the Government of Canada doing to help with the cost of living?
- When it comes to addressing the cost of living, is the Government of Canada generally on the right or wrong track? What makes you say that?
- For those who say they are on the wrong track, what could the federal government do to get on the right track?

CONSUMER PROTECTION/COST OF LIVING (70-80 minutes) **London, Nova Scotia, Quebec City**

Now I'd like to talk about the cost of living more broadly...

- How would you describe the current cost of living?
- What level of responsibility, if any, do you think private industry/corporations have with respect to rising costs?
 - As far as you know, what are your rights as consumers?
 - As far as you know, what are some ways you can protect yourself?
 - How confident are you in your ability to defend your rights and interests as a consumer on your own?
- As a consumer, do you feel that you are sufficiently protected?

- Are you aware of any rules or regulations corporations must follow when it comes to things like pricing and consumer protection?
- Are you confident in the Government of Canada's ability to protect your rights and interests as consumers? Why or why not?
- What should the Government of Canada do to protect you as a consumer? What specific actions should they take to protect your rights?
- Have you seen, read, or heard anything from the Government of Canada about what it is doing to address the cost of groceries?
 - IF YES: What did you see, read, or hear? Where did you see, read, or hear this?
- What specific actions or initiatives have you seen, read, or heard about the Government of Canada's efforts to protect consumers?
 - When it comes to protecting consumers, would you say the Government of Canada is on the right track, wrong track, or neither? Why would you say that?
- What specific actions or initiatives have you seen, read, or heard about the Government of Canada's efforts to reduce costs for consumers?
 - When it comes to reducing costs for consumers, would you say the Government of Canada is on the right track, wrong track, or neither? Why would you say that?

I'm going to show you a list of actions the Government of Canada is taking to protect consumer rights and interests and reduce costs for consumers.

SHOW ON SCREEN

- **Strengthening the Competition Act:** Made changes to the Competition Act to enhance the Competition Bureau's ability to prevent unfair business practices, stop anti-competitive behaviors, and enforce greater penalties for companies that abuse their market dominance.
- **Creating the Grocery Code of Conduct:** Working with provinces, territories and grocers to develop a grocery code of conduct that will create new rules for grocery retailers about fees they can charge suppliers and how they will deal with disputes. All five major grocers have agreed to accept its adoption.

- **Cracking down on hidden fees in telecoms and banks:** Taking steps to reduce the unnecessary fees Canadians pay and making things like banking, Internet and cell phone plans cheaper.
- **Cracking down on predatory lending:** Predatory lenders can take advantage of some of the most vulnerable people in our communities often by extending very high interest loans. The GC aims to crack down on predatory lending by making changes to the *Criminal Code* by lowering the criminal rate of interest from 47% to 35% APR by early next year.
- **Airline passenger rights:** Taking further steps to strengthen the Canadian Transportation Agency, by making airlines more accountable, and ensuring that passengers are fairly compensated for delays and cancellations.

POLL: Now I'd like to conduct a poll. I'd like you to choose which measures you think will be the most effective in protecting consumers and/or reducing costs for consumers. You can select up to 2. If you don't think any message is effective, select "None would be effective." (the last option).

7. Grocery Code of Conduct
8. Changes to the Competition Act/Competition Bureau
9. Tackling hidden fees in telecoms and banks
10. Crackdown on predatory lending
11. Airline passenger rights
12. None would be effective

NOTE TO MODERATOR – *After the poll has closed, review results and ask the following:*

- In your opinion, why is [insert measure chosen] more effective than the other messages?

Now I want to focus on where you would go to get information on how to protect yourself as a consumer.

- When it comes to the Government of Canada's efforts to **protect consumers or to reduce costs for consumers**, what type of information would you be looking for? PROMPT AS NEEDED:
 - Tips on how to protect yourself?
 - Tips on how to save money?
 - Information about what actions the Government of Canada is taking?
 - Something else?
- Where would you look to obtain this type of information (e.g., Internet search engine, social media, news, etc.)?

- Personally, would enhanced consumer protections, such as the ones we discussed, make life more affordable for you and/or your family?
 - Would it contribute to reducing the cost of living? Why/why not?

ORDER OF CANADA (10 minutes) Quebec City

- Has anyone heard of the Order of Canada?
 - IF YES: Can you describe what it is?

The Order of Canada is an award presented by the Governor General of Canada that honours people who have made extraordinary contributions to the nation. The Order of Canada recognizes people in all sectors of society, and all individuals who make outstanding contributions to their field of endeavour are eligible for appointment to the Order of Canada.

- When you hear that the Order of Canada honours people who have made "extraordinary contributions to the nation," what kinds of contributions do you consider are worthy of being recognized?
- Candidates for receiving the Order of Canada are nominated by members of the public. Could you see yourself nominating someone to the Order of Canada? Why or why not?

PHARMACARE (40 minutes) Vancouver Island

I'd like to talk about a different topic...

- What are the biggest challenges in healthcare that the Government of Canada should be addressing?
 - IF NOT MENTIONED: What about the cost of prescription medication in Canada? Would you say this issue is more important, as important, or less important than the healthcare challenges we just discussed?
- How would you describe the state of prescription drug coverage in Canada today? Is it affordable? Is it accessible?
- What are the biggest challenges, if any, that people without drug coverage face?

- Would you support a “universal” pharmacare plan where everyone gets drug coverage? Why or why not?
- Are you aware of anything the Government of Canada has done or is planning to do on pharmacare?
 - IF YES: What have you seen, read, or heard?

SHOW ON SCREEN

On February 29, 2024, the Government of Canada introduced legislation to move forward on implementing the first phase of a national pharmacare program to make prescription drugs more affordable and accessible to more Canadians.

On October 10, 2024, the bill completed its final reading in the Senate and was approved. Now, the Government of Canada intends to work with the provinces and territories to provide universal, single-payer coverage for a number of contraception and diabetes medications. The Government of Canada also intends to establish a fund to help Canadians access supplies that diabetics need to manage and monitor their condition and administer their medication, like syringes and glucose test strips.

- What are your reactions to this information? Is this something the Government of Canada should be doing? Why or why not?
 - AS NEEDED: What are your reactions to the Government of Canada’s decision to begin its first phase of pharmacare with coverage of contraception and diabetes medications?
- MODERATOR TO PROBE ON BOTH CONTRACEPTION AND DIABETES MEDICATIONS: What impacts will this coverage have? Who will benefit most from this? Will this impact you or anyone you know?
- Do you have any questions or concerns with the Government of Canada covering contraception and diabetes medications?
- As we mentioned earlier, the federal government will have to work with the provinces and territories in order to provide pharmacare. Would you support British Columbia’s involvement in a national pharmacare program? Why or why not?
 - How would you feel if other provinces joined a national pharmacare program, but British Columbia chose not to?
- As the Government of Canada plans the next steps of its national pharmacare plan, what are the most important things it should keep in mind?

- What other drugs should be covered?
 - Should it be completely public where all Canadians are on the same plan or should it “close the gaps” so that people can still use existing public and private plans, ensuring that everyone receives coverage, including those currently not covered?
 - Do you have any concerns with either approach?
- Would a national pharmacare plan have an impact on making life more affordable? Why or why not?
- What impacts would a national pharmacare plan have on our healthcare system?
- Do you have any other questions or feedback about pharmacare?

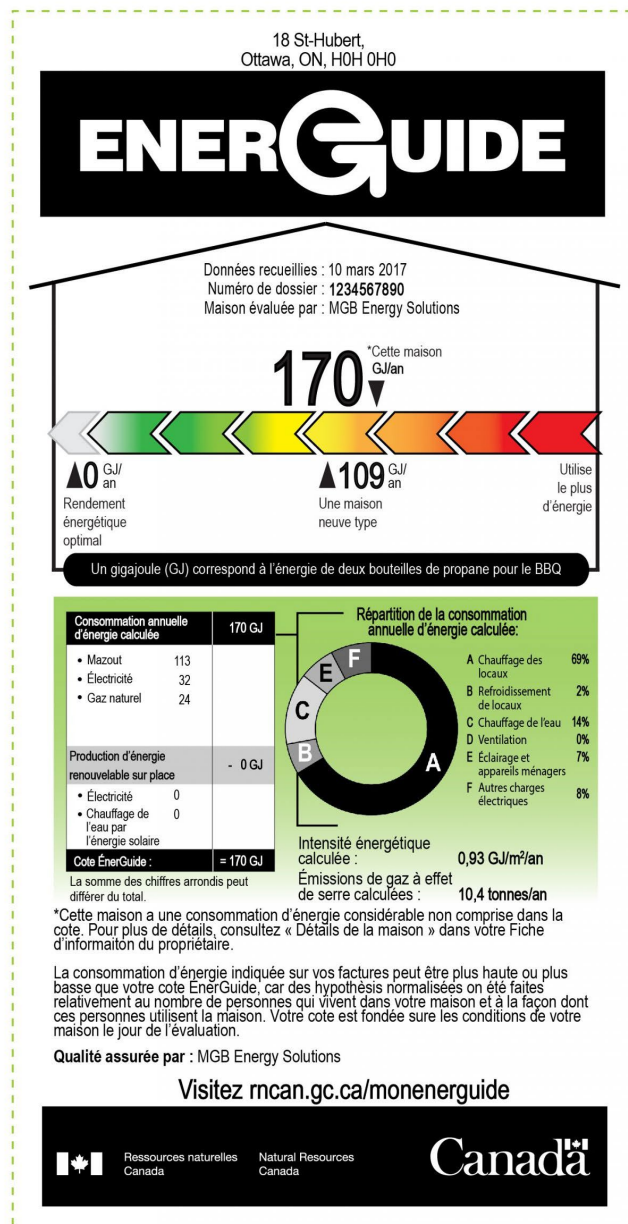
CONCLUSION (5 minutes) All Locations

- Before we close, is there anything else you would like to say to the federal government? It can be an additional point related to anything we discussed today or it could be something you think is important but wasn't discussed.

Annexe C – Concepts publicitaires



L'étiquette ÉnerGuide



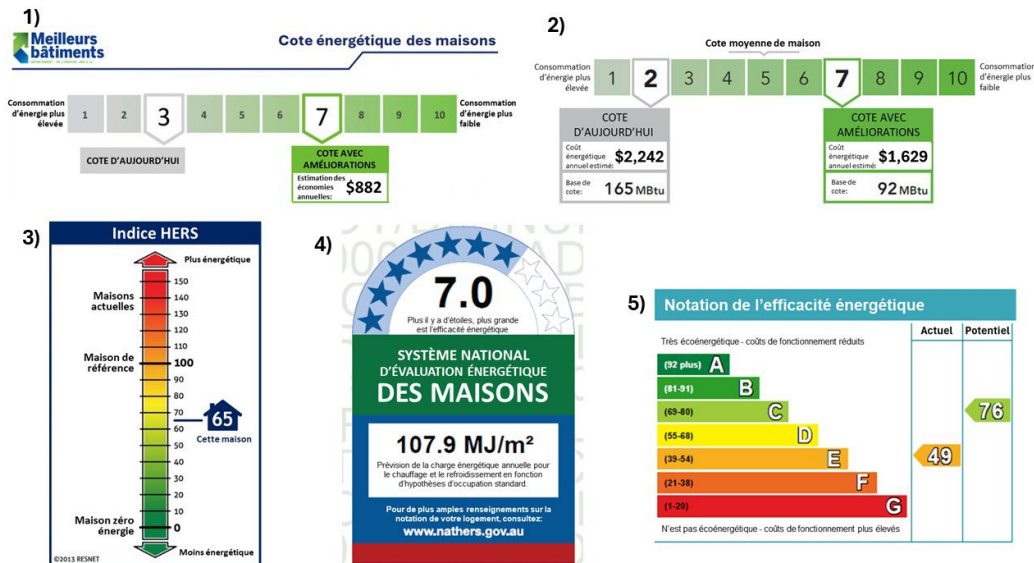
Sur l'image ci-dessus, le mot « EnerGuide » est inscrit en caractères blancs sur fond noir. Figure ensuite plus bas et en grosses lettres la cote de consommation énergétique « 170 GJ/an » en caractères gras et noirs, indiquant la consommation énergétique du domicile. Cette cote s'accompagne d'une échelle colorée allant du vert au rouge avec une flèche pointant en direction de la consommation la plus élevée. Plus bas encore figure un diagramme circulaire marqué de A à F indiquant la répartition de la consommation énergétique totale annuelle du domicile par catégorie :

- A (chauffage des pièces) : 69 %
- B (climatisation des pièces) : 2 %
- C (chauffe-eau) : 14 %
- D (ventilation) : 0 %
- E (appareils d'éclairage et électroménagers) : 7 %
- F (autres appareils électriques) : 8 %

Au bas à gauche figure un code QR avec un message invitant à consulter le site rncan.gc.ca/monenergguide figurant sous le code QR. Au bas de l'étiquette EnerGuide figurent deux logos dans un encadré noir. À gauche figure le logo de Ressources naturelles Canada (RNC) sur lequel on aperçoit le symbole de la feuille d'érable à côté de l'inscription « Ressources naturelles Canada » et « Natural Resources Canada » sur la version anglaise de l'étiquette. À droite on aperçoit le logo officiel du gouvernement du Canada.



Autres étiquettes



Sur cette image figurent cinq étiquettes d'efficacité énergétique résidentielle différentes propres à divers systèmes utilisés pour évaluer le rendement énergétique de domiciles.

La cote énergétique des maisons Meilleurs bâtiments (étiquette 1) : Sur cette étiquette du département américain de l'énergie figure une échelle de 1 à 10, « 1 » représentant une consommation d'énergie plus élevée et « 10 » une consommation d'énergie plus faible. Le domicile dont il est ici question a obtenu une cote de 3, indiquant une consommation d'énergie plus élevée, mais en y apportant des améliorations, il pourrait obtenir une cote de 7, ce qui correspondrait à une économie annuelle estimative de 882 dollars.

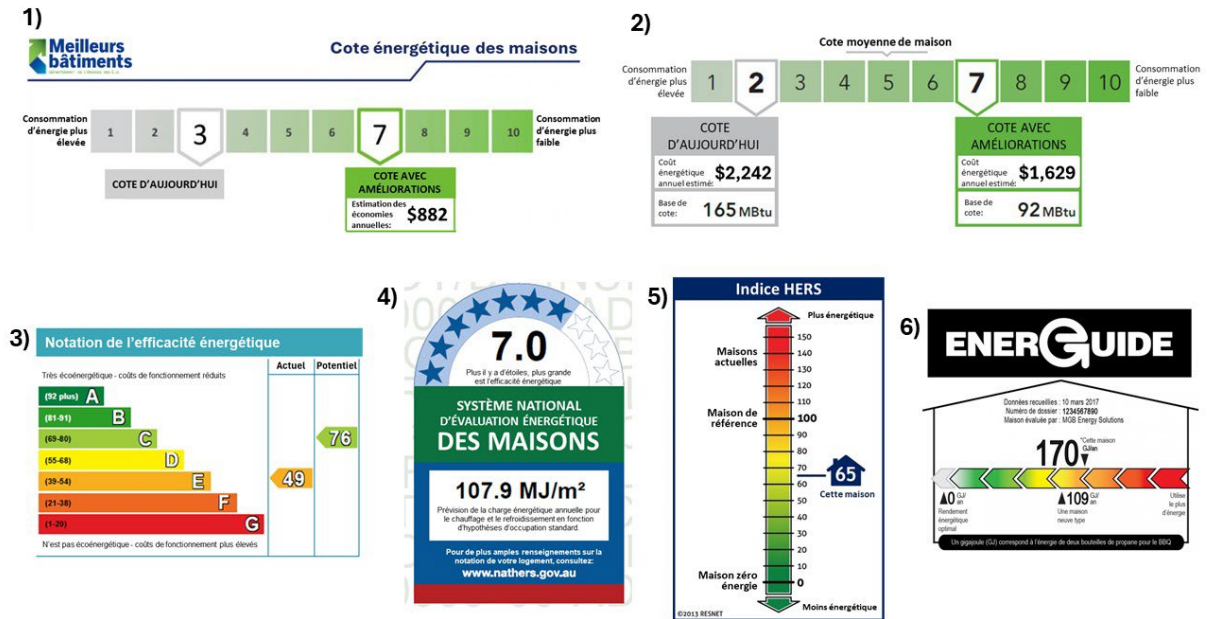
La cote moyenne de maison (étiquette 2) : Une autre étiquette comportant une échelle de 1 à 10, « 1 » représentant une consommation d'énergie plus élevée et « 10 » une consommation d'énergie plus faible. Le domicile dont il est ici question a obtenu une cote de 2 et sa consommation énergétique annuelle est estimée à 2 242 dollars, mais des améliorations pourraient faire augmenter sa cote à 7 et réduire les coûts à 1 629 dollars par année.

L'indice du HERS (étiquette 3) : L'indice HERS (du Home Energy Rating System) évalue le rendement énergétique d'un domicile par rapport à un domicile de référence, une cote moins élevée correspondant à une plus grande efficacité énergétique. Une cote de 100 constitue la base de référence, tandis que la cote de 65 attribuée au domicile dont il est ici question indique que ce dernier est plus écoénergétique que la moyenne.

Le Système national d'évaluation énergétique des maisons (étiquette 4) : Cette étiquette australienne attribue des étoiles en fonction de l'efficacité énergétique. Le domicile dont il est ici question et dont la consommation annuelle à des fins de chauffage et de climatisation est de 107,9 MJ/m² par année, a été coté 7 étoiles.

La notation de l'efficacité énergétique (étiquette 5) : Une étiquette britannique sur laquelle figure une échelle de A à G, A correspondant à un domicile hautement écoénergétique et G à un domicile à efficacité énergétique nulle. Le domicile dont il est ici question a obtenu une cote de 49 (de catégorie E), mais pourrait obtenir une cote de 76 (de catégorie C) en y apportant certaines améliorations.

Tous étiquettes



Sur l'image ci-dessus figurent les 6 étiquettes précédemment décrites :

- **La cote énergétique des maisons Meilleurs bâtiments (étiquette 1) :** Sur cette étiquette du département américain de l'énergie figure une échelle de 1 à 10, « 1 » représentant une consommation d'énergie plus élevée et « 10 » une consommation d'énergie plus faible. Le domicile dont il est ici question a obtenu une cote de 3, indiquant une consommation d'énergie plus élevée, mais en y apportant des améliorations, il pourrait obtenir une cote de 7, ce qui correspondrait à une économie annuelle estimative de 882 dollars.
- **La cote moyenne de maison (étiquette 2) :** Une autre étiquette comportant une échelle de 1 à 10, « 1 » représentant une consommation d'énergie plus élevée et « 10 » une consommation d'énergie plus faible. Le domicile dont il est ici question a obtenu une cote de 2 et sa consommation énergétique annuelle est estimée à 2 242 dollars, mais des améliorations pourraient faire augmenter sa cote à 7 et réduire les coûts à 1 629 dollars par année.
- **La notation de l'efficacité énergétique (étiquette 3) :** Une étiquette britannique sur laquelle figure une échelle de A à G, A correspondant à un domicile hautement écoénergétique et G à un domicile à efficacité énergétique nulle. Le domicile dont il est ici question a obtenu une cote de 49 (de catégorie E), mais pourrait obtenir une cote de 76 (de catégorie C) en y apportant certaines améliorations.
- **Le Système national d'évaluation énergétique des maisons (étiquette 4) :** Cette étiquette australienne attribue des étoiles en fonction de l'efficacité énergétique. Le domicile dont il est ici question et dont la consommation annuelle à des fins de chauffage et de climatisation est de 107,9 MJ/m² par année, a été coté 7 étoiles.



- **L'indice du HERS (étiquette 5) :** L'indice HERS (du Home Energy Rating System) évalue le rendement énergétique d'un domicile par rapport à un domicile de référence, une cote moins élevée correspondant à une plus grande efficacité énergétique. Une cote de 100 constitue la base de référence, tandis que la cote de 65 attribuée au domicile dont il est ici question indique que ce dernier est plus écoénergétique que la moyenne.
- **L'étiquette EnerGuide (étiquette 6) :** Sur l'image, le mot « EnerGuide » est inscrit en caractères blancs sur fond noir. Figure ensuite plus bas et en grosses lettres la cote de consommation énergétique « 170 GJ/an » en caractères gras et noirs, indiquant la consommation énergétique du domicile. Cette cote s'accompagne d'une échelle colorée allant du vert au rouge avec une flèche pointant en direction de la consommation la plus élevée.